



Commission
européenne



EUROBAROMETRE SPÉCIAL 573

Attitudes des citoyens à l'égard de la corruption dans l'UE en 2026

RAPPORT SUR L'EUROBAROMÈTRE

Février - mars 2026



Eurobaromètre spécial 573
Attitudes des citoyens à l'égard de la corruption dans l'UE en 2026

Cette enquête a été demandée par la Commission européenne, direction générale de la justice et des consommateurs (DG JUST), et coordonnée par la direction générale de la communication de la Commission européenne (unité «Opinion publique & Engagement des citoyens» de la DG COMM).

Le présent document ne représente pas le point de vue de la Commission européenne. Les interprétations et opinions qu'il contient sont uniquement celles des auteurs.

Numéro de catalogue	DS-01-26-089 -FR-N
ISBN	978 -92-68-39370 -3
ISSN	2811 -9576
DOI	10.2838/8867731

© Union européenne, 2026

<https://www.europa.eu/eurobarometer>

Crédit photo: Getty Images



*Eŭropo
Demokratio
Esperanto*

Document préparé par Pierre Dieumegard pour [Europokune](#) - L'Europe ensemble - et [Europe-Démocratie-Espéranto](#).

Le but de ce document "provisoire" est de permettre à un plus grand nombre de personnes dans l'Union européenne de prendre connaissance des documents produits par l'Union européenne (et financés par leurs impôts).

S'il n'y a pas de traductions, les citoyens sont exclus du débat.

Ce document «Eurobaro meter » n'existait [qu'en](#) anglais, dans un fichier pdf. À partir du fichier initial, nous avons créé un fichier odt, préparé par le logiciel Libre Office, pour la traduction automatique vers d'autres langues. Les résultats sont désormais disponibles [dans toutes les langues officielles](#).

Il est souhaitable que l'administration de l'UE prenne en charge la traduction des documents importants. Les «documents importants» ne sont pas seulement des lois et des règlements, mais aussi les informations importantes nécessaires pour prendre ensemble des décisions éclairées.

Afin de discuter ensemble de notre avenir commun et de permettre des traductions fiables, la langue internationale de l'espéranto serait très utile en raison de sa simplicité, de sa régularité et de sa précision.

Contactez-nous :

[Kontaktu nin - Ek ! Eŭropo kune !](#)

<https://e-d-e.org/-Kontakti-EDE>

TABLE DES MATIÈRES

Introduction.....	4
Méthodologie.....	6
Principales constatations.....	7
I. Perceptions générales de la corruption.....	11
1. Quelle est l'ampleur de la corruption?.....	12
2. Niveau de corruption dans la vie quotidienne.....	16
3. Acceptabilité de la corruption.....	22
4. Quelle est l'ampleur de la corruption dans différents domaines de la société.....	30
5. Niveau de corruption au cours des trois dernières années.....	37
II. Attitudes à l'égard de la corruption en détail.....	41
1. Corruption dans les institutions publiques.....	42
2. Corruption dans les entreprises.....	52
3. Lutte contre la corruption.....	59
III. Expérience de corruption.....	67
1. Expérience personnelle de corruption.....	69
2. Faire l'expérience de la corruption au travail.....	72
4. Contacts avec les institutions et incidence de la corruption.....	75
IV. Signalement de corruption n.....	80
1. Signalement de corruption.....	81
2. Sensibilisation à l'endroit où signaler la corruption.....	83
3. Raisons de ne pas signaler la corruption.....	86
4. Niveau de confiance dans les autorités.....	91
Conclusion.....	98
Spécifications techniques.....	101
Commentaires.....	105

Introduction

Eurobaromètre spécial 573
Attitudes des citoyens à l'égard de la corruption dans l'UE en 2026

La corruption est généralement reconnue comme un détournement de pouvoir confié à des individus à des fins personnelles. Ce comportement peut aggraver les inégalités sociales, réduire la confiance dans les institutions gouvernementales et affaiblir la gouvernance efficace et la justice sociale. En outre, la corruption peut avoir un impact négatif sur les objectifs gouvernementaux visant à réduire l'écart de richesse et à promouvoir la durabilité environnementale.

Le rapport de l'UE sur l'état de droit, publié chaque année depuis 2020, détaille la nature et l'ampleur variées de la corruption dans les États membres, en soulignant les différents niveaux de réussite des efforts de lutte contre la corruption dans l'ensemble de l'UE. Soutenues par le programme de partage d'expériences en matière de lutte contre la corruption lancé par la Commission en 2015 et poursuivies sous la forme d'ateliers thématiques dans le cadre du réseau anticorruption de l'UE depuis 2024,¹ ces initiatives ont encouragé les organismes nationaux à renforcer l'application des lois et des politiques de lutte contre la corruption.

Les efforts de la Commission en matière de lutte contre la corruption s'articulent autour des principaux piliers suivants:

- Intégration des dispositions anticorruption dans la législation et la politique horizontales et sectorielles de l'UE.
- Suivi des efforts déployés par les États membres pour prévenir et combattre la corruption.
- Soutenir la mise en œuvre de mesures de lutte contre la corruption au niveau national par le financement, l'assistance technique et le partage d'expériences.
- Améliorer la base de données quantitatives pour la politique de lutte contre la corruption.
- Promouvoir la lutte contre la corruption à l'échelle mondiale.

Cette enquête Eurobaromètre est conçue pour explorer le niveau de corruption perçu et vécu par les citoyens de l'UE. Elle a été menée pour la première fois en 2005² et a été

répétée en 2007³, 2009⁴, 2011⁵, 2013⁷, 2017⁸, 2019⁹, 2022 , 2023¹⁰, 2024¹¹ et 2025¹².

Cette enquête couvre les domaines suivants :

- Perceptions générales de la corruption, y compris l'acceptabilité, son étendue perçue et les changements perçus dans l'incidence au cours des dernières années.
- Attitudes détaillées à l'égard de la corruption dans les institutions publiques et les entreprises, et efficacité du gouvernement, du système judiciaire et des institutions dans la lutte contre la corruption.
- L'expérience personnelle de la corruption et l'incidence de la corruption en contact avec les institutions.
- Corruption sur le lieu de travail.
- La question de savoir si la corruption a été signalée, de savoir où la signaler et le niveau de confiance dans les différentes autorités pour y faire face. Les raisons de ne pas signaler la corruption sont également prises en considération.

Les résultats sont décrits au niveau de l'UE, englobant l'ensemble des 27 États membres, et sont ventilés par pays et par groupe sociodémographique. Les résultats de cette année ont été comparés à ceux de 2025 et, le cas échéant, aux données d'enquêtes antérieures.¹³

1 https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/policies/justice-and-fundamental-rights/democracy-eu-citizenship-anti-corruption/anti-corruption/eu-network-against-corruption_en
2 <https://europa.eu/eurobarometer/surveys/detail/14>

3 <https://europa.eu/eurobarometer/surveys/detail/636>
4 <https://europa.eu/eurobarometer/surveys/detail/1010>
5 <https://europa.eu/eurobarometer/surveys/detail/814>
6 <https://europa.eu/eurobarometer/surveys/detail/1076>
7 <https://europa.eu/eurobarometer/surveys/detail/2176>
8 <https://europa.eu/eurobarometer/surveys/detail/2247>
9 <https://europa.eu/eurobarometer/surveys/detail/2658>
10 <https://europa.eu/eurobarometer/surveys/detail/2968>
11 <https://europa.eu/eurobarometer/surveys/detail/3217>
12 <https://europa.eu/eurobaromètre/enquêtes/détail/3361>

13 Pour rappel : en 2019, le Royaume-Uni était membre de l'UE, de sorte que toute référence à la moyenne de l'UE de cette année ou d'une année antérieure inclut des données provenant du Royaume-Uni.

Méthodologie

Cette enquête Eurobaromètre spéciale 573 sur les attitudes des citoyens à l'égard de la corruption dans l'UE en 2026 faisait partie de la vague 105.1 de l'Eurobaromètre et a été menée entre février et mars 2026. Quelque 26 494 répondants de différents groupes sociaux et démographiques ont été interrogés dans leur langue nationale. Cette enquête a été commandée par la direction générale de la justice et des consommateurs (DG JUST) de la Commission européenne.

La méthodologie utilisée est celle des enquêtes Eurobaromètre standard menées par la direction générale de la communication (unité «Opinion publique et engagement des citoyens»). Les¹⁴ entretiens ont été menés en face à face, soit physiquement chez les personnes, soit par vidéo à distance. Entretiens avec interaction vidéo à distance («en ligne en face à face» ou CAVI, Computer Assisted Video Interviewing), qui n'ont été menés qu'en République de Chypre, au Danemark, à Malte, aux Pays-Bas, en Finlande et en Suède. Une note technique concernant les entretiens menés par les instituts membres du réseau Vérien est annexée au présent rapport. Il précise également les intervalles de confiance¹⁵.

Conformément au règlement général sur la protection des données 3F16¹⁶ (RGPD) de l'UE, il a été demandé aux répondants s'ils accepteraient ou non de se voir poser des questions sur des questions qui pourraient être considérées comme «sensibles».

Note : Dans le présent rapport, les pays de l'UE sont désignés par leur abréviation officielle. Les abréviations utilisées dans le présent rapport correspondent à :

Belgique	BE	Lituanie	LT
Bulgarie	BG	Luxembourg	LU
Tchéquie	CZ	Hongrie	HU
Danemark	DK	Malte	MT
Allemagne	DE	Pays-Bas	NL
Estonie	EE	Autriche	AT
Irlande	IE	Pologne	PL
Grèce	EL	Portugal	PT
Espagne	ES	Roumanie	RO
France	FR	Slovénie	SI
Croatie	HR	Slovaquie	SK
Italie	IT	Finlande	FI
République de Chypre	CY *	Suède	SE
Lettonie	LV		
Union européenne – moyenne pondérée pour les 27 États membres			UE-27

* Chypre dans son ensemble est l'un des 27 États membres de l'Union européenne. Toutefois, l'acquis communautaire a été suspendu dans la partie du pays qui n'est pas contrôlée par le gouvernement de la République de Chypre. Pour des raisons pratiques, seuls les entretiens réalisés dans la partie du pays contrôlée par le gouvernement de la République de Chypre sont inclus dans la catégorie «CY» et dans la moyenne de l'UE-27.

Nous tenons à remercier les citoyens de toute l'Europe et de l'Union qui ont donné leur temps pour participer à cette enquête.

Sans leur participation active, cette étude n'aurait pas été possible.

14 <https://www.europa.eu/eurobarometer>

15 Les tableaux de résultats sont joints en annexe. Il est à noter que le total des pourcentages indiqués dans les tableaux du présent rapport peut dépasser 100 % lorsque le répondant a pu choisir plusieurs réponses à la même question.

16 2016/679

Principales constatations

Un peu plus de sept Européens sur dix (71 %) estiment que la corruption est répandue dans leur pays, soit une augmentation de deux points de pourcentage depuis 2025

- Près de huit répondants sur dix (79%) sont d'accord pour dire que trop de liens étroits entre les entreprises et la politique conduisent à la corruption, poursuivant ainsi une tendance à la hausse. Environ deux tiers estiment que le favoritisme et la corruption entravent la concurrence des entreprises (67%, +2 pp) et que la corruption fait partie de la culture d'entreprise dans leur pays (63%, +2 pp), tandis que plus de la moitié (54%, +3 pp) conviennent que la seule façon de réussir dans les affaires est d'avoir des liens politiques.
- Plus de la moitié pensent que la corruption est répandue parmi les partis politiques (53%, +2 pp), tandis qu'environ la moitié disent la même chose des politiciens au niveau national, régional ou local (49%, +3 pp). En outre, environ quatre personnes sur dix considèrent que la corruption est répandue parmi les attributaires de marchés publics (39 %, + 1 pp) et les fonctionnaires délivrant des permis de construire (36 %, inchangé).
- Sept Européens sur dix (70%, +4 pp) conviennent que la corruption ou l'utilisation de connexions est souvent le moyen le plus facile d'obtenir certains services publics, soulignant les préoccupations persistantes concernant l'équité, l'intégrité et l'égalité d'accès dans les interactions avec l'administration publique.

Les Européens restent pessimistes quant à la capacité de leur pays à lutter efficacement contre la corruption

- Dans 12 États membres, plus de la moitié des personnes interrogées déclarent que le niveau de corruption dans leur pays a augmenté au cours des trois dernières années.
- Un nombre croissant de répondants sont pessimistes quant aux efforts nationaux de lutte contre la corruption. Une minorité (40 %, + 1 pp) convient que les mesures de lutte contre la corruption sont appliquées de manière impartiale et sans arrière-pensées, qu'il existe suffisamment de poursuites efficaces pour dissuader la corruption (38 %, + 2 pp), que les efforts déployés par leur gouvernement national pour lutter contre la corruption sont efficaces (35 %, + 3 pp) ou qu'il existe une transparence et une

surveillance suffisantes du financement des partis politiques dans leur pays (35 %, + 2 pp). ▪ Près de sept personnes interrogées sur dix (69 %, + 3 pp) conviennent que les affaires de corruption de haut niveau ne sont pas suffisamment poursuivies dans leur pays.

Au moins trois Européens sur dix se sentent personnellement touchés par la corruption et beaucoup pensent qu'elle a augmenté

- Trois répondants sur dix (30%, inchangé) déclarent être personnellement touchés par la corruption dans leur vie quotidienne.
- Près de la moitié des Européens (48%, +4 pp) estiment que le niveau de corruption a augmenté dans leur pays au cours des trois dernières années.
- Plus de la moitié (52%, +5 pp) des répondants vivant à l'intérieur de la zone euro pensent que la corruption a augmenté dans leur pays, contre 36% (inchangé) des répondants vivant à l'extérieur de la zone euro.

La majorité des Européens continuent de trouver inacceptables les pratiques de corruption, mais la tolérance a augmenté

- Six répondants sur dix (60 %, –4 pp) estiment que la corruption est inacceptable, tandis que près d'un tiers (32 %, +2 pp) déclarent qu'elle est tolérée et 8 % (+2 pp) la jugent acceptable.
- Environ deux tiers des personnes interrogées (67 %, – 4 pp) déclarent qu'il n'est jamais acceptable de faire une faveur pour obtenir quelque chose de la part de l'administration publique.
- Un peu plus de sept répondants sur dix (71 %, – 3 pp) estiment qu'il n'est jamais acceptable de donner des cadeaux, et plus des trois quarts (77 %, – 3 pp) disent la même chose de donner de l'argent.
- L'acceptabilité des trois pratiques a augmenté depuis 2025, et la part des pratiques considérées comme jamais acceptables a diminué.

La police reste l'institution la plus fiable pour lutter contre la corruption

- Près de six Européens sur dix (59%, -2 pp) disent qu'ils feraient le plus confiance à la police pour traiter une

Eurobaromètre spécial 573
Attitudes des citoyens à l'égard de la corruption dans l'UE en 2026

plainte pour corruption, ce qui en fait la seule institution à laquelle une majorité fait confiance.

- Le système judiciaire arrive en deuxième position avec environ un quart des répondants (24%, +1 pp).

La plupart des cas ne sont pas signalés, car plus de la moitié des Européens ne savent pas où signaler la corruption s'ils en sont témoins ou s'ils en sont témoins.

- Cinq pour cent des citoyens de l'UE déclarent avoir été victimes ou témoins de corruption au cours des 12 derniers mois, une proportion inchangée depuis 2025.
- Parmi ceux qui ont eu des contacts avec des institutions publiques ou privées, 7 % (– 1 pp) déclarent qu'on leur a demandé ou qu'on s'attendait à ce qu'ils offrent un cadeau, une faveur ou un supplément d'argent.
- Un répondant sur dix (10 %, + 1 pp) dit connaître quelqu'un qui reçoit ou a reçu des pots-de-vin.
- Plus de la moitié des répondants (54 %) disent qu'ils ne savent pas où signaler la corruption s'ils en ont été témoins ou s'ils en ont été témoins.
- Parmi ceux qui ont été victimes ou témoins de corruption, seul un sur cinq environ (21 %, + 1 point

de pourcentage) déclare avoir signalé le cas, tandis que près de huit sur dix (78 %, – 1 point de pourcentage) ne l'ont pas fait.

La difficulté à prouver la corruption reste la principale raison pour laquelle les cas ne sont pas signalés

- Plus de quatre répondants sur dix (44 %, + 1 pp) citent la difficulté à prouver la corruption comme principale raison pour laquelle les gens ne la signalent pas.
- Environ trois personnes sur dix mentionnent la crainte de représailles (31%, +4 pp) ou estiment que le signalement serait inutile parce que les responsables ne seraient pas punis (29%, +2 pp).

Un peu plus d'un sur cinq (21%) disent que les gens ne signalent pas la corruption parce qu'ils ne savent pas où la signaler.

I. Perceptions générales de la corruption

1. Quelle est l'ampleur de la corruption?

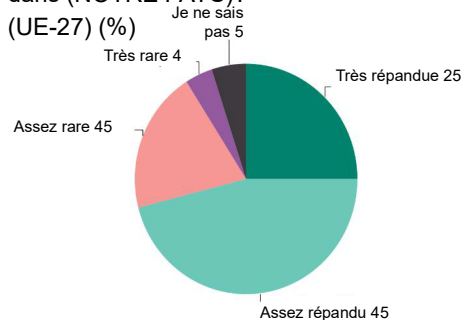
Près de sept Européens sur dix estiment que la corruption est répandue dans leur pays.

Les répondants ont été invités à évaluer dans quelle mesure ils estiment que la corruption est répandue dans leur pays.¹⁷

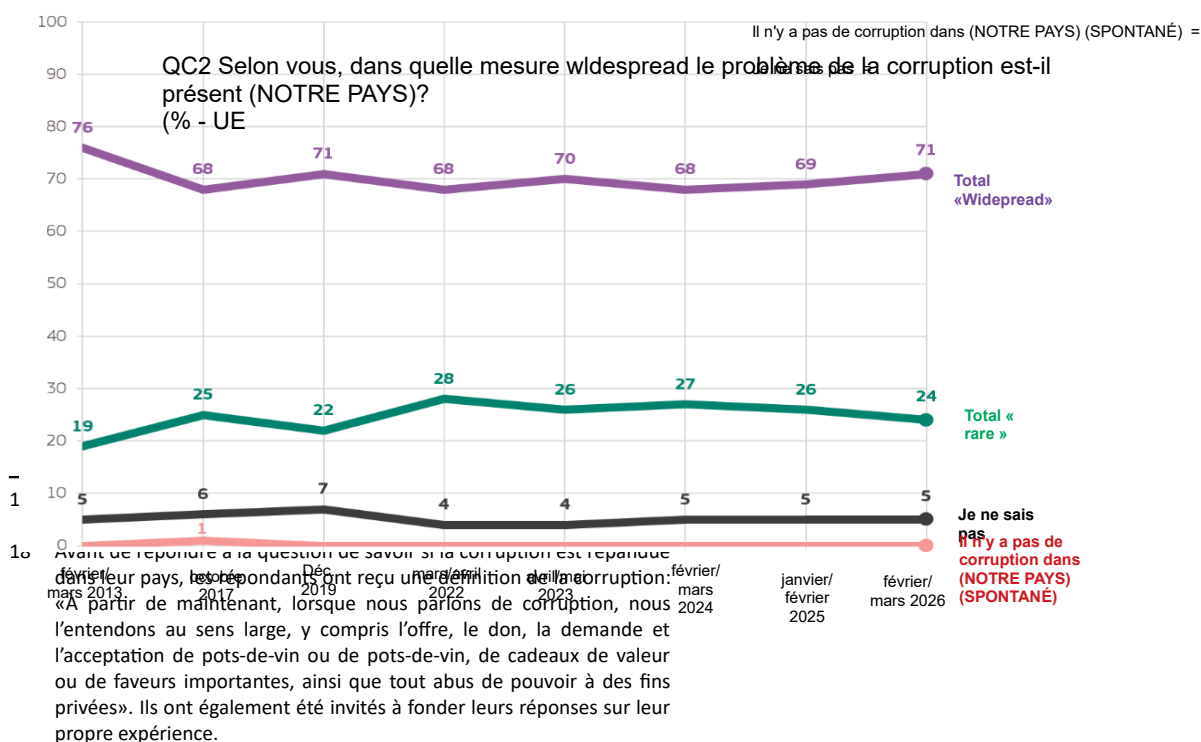
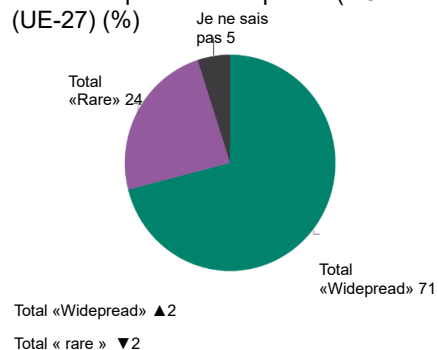
Dans l'ensemble des États membres, un peu plus de sept Européens sur dix (71 %, + 2 points de pourcentage depuis 2025) estiment que la corruption est répandue dans leur pays.¹⁸ Un quart des répondants (25%) disent que la corruption est très répandue, tandis que 46% pensent qu'elle est assez répandue. En revanche, environ un quart des Européens (24%, -2 pp) perçoivent la corruption comme rare dans leur pays, 20% déclarant qu'elle est assez rare et 4% la considérant comme très rare. 5% des répondants disent qu'ils ne savent pas.

Malgré quelques fluctuations depuis 2017, les perceptions selon lesquelles la corruption est répandue sont restées globalement stables parmi les répondants. Au cours des deux dernières années, la perception de la corruption a augmenté progressivement, atteignant 71 % en 2026, son plus haut niveau depuis 2019. Au cours de la même période, la proportion de répondants qui considèrent que la corruption est rare est tombée à 24 % en 2026.

QC2 : Selon vous, dans quelle mesure le problème de la corruption est-il répandu dans (NOTRE PAYS)? (UE-27) (%)



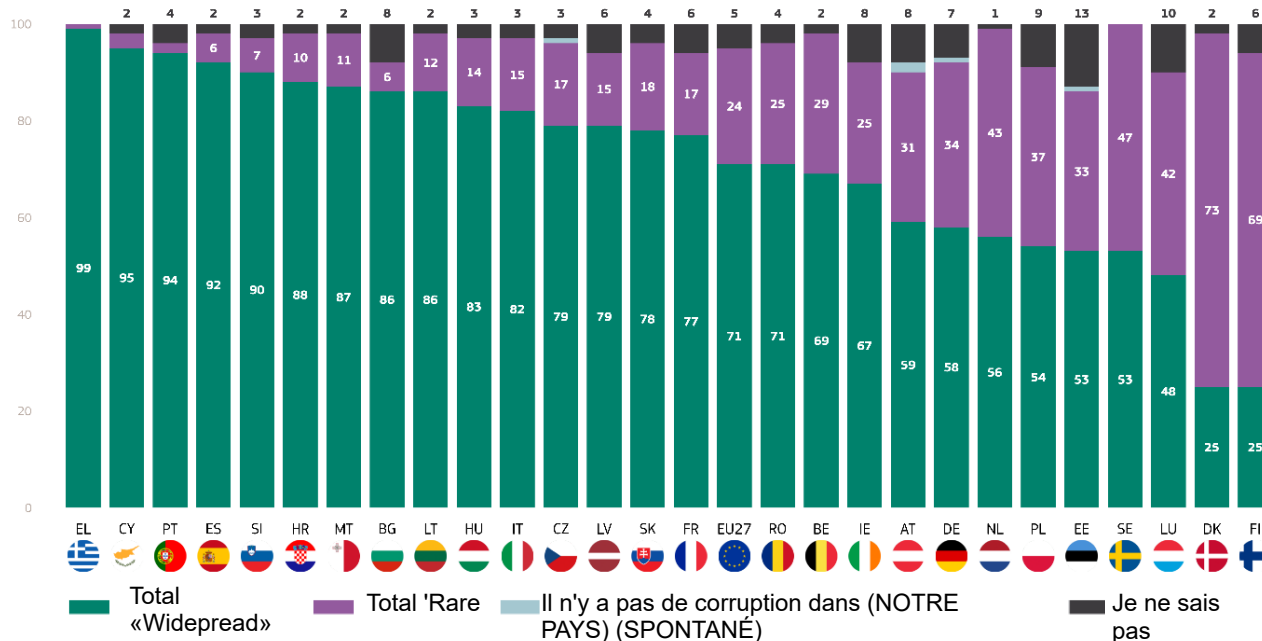
QC2 : Selon vous, dans quelle mesure le problème de la corruption est-il répandu (NOTRE PAYS)? (UE-27) (%)



Eurobaromètre spécial 573
Attitudes des citoyens à l'égard de la corruption dans l'UE en 2026

Au niveau national, la Grèce se distingue, avec 9 % des personnes interrogées estimant que la corruption est répandue dans leur pays. Viennent ensuite Chypre (95 %), le Portugal (94 %) et l'Espagne (92 %). Une grande majorité des personnes interrogées estiment que la corruption est également répandue en Slovaquie (90 %) et en Croatie (88 %). À l'autre extrémité de l'échelle, la Finlande et le Danemark

QC2 : Selon vous, dans quelle mesure le problème de la corruption est-il répandu (NOTRE PAYS)? (%)



(25 % chacun) enregistrent le pourcentage le plus faible de répondants qui estiment que la corruption est répandue dans leur pays. Dans l'ensemble, la majorité des répondants dans 25 États membres considèrent que la corruption est répandue dans leur pays. Dans deux États membres, la majorité des personnes interrogées perçoivent la corruption comme rare plutôt que répandue: Danemark (73 % contre 25 %) et Finlande (69 % contre 25 %).

QC2 : Selon vous, dans quelle mesure le problème de la corruption est-il répandu (NOTRE PAYS)? (%)

	EU27	BE	FR	BG	DE	LT	CY	SI	CZ	EE	FI	IE	MT	ES	PT	EL	SE	AT	IT	NL	SK	LV	PL	DK	HR	LU	RO	HU	
Total «Widepread»	71	69	77	86	58	86	95	90	79	53	25	67	67	87	92	94	99	53	59	82	56	78	79	54	25	88	48	71	63
Δ janvier/février 2025	+2	+10	+9	+6	+6	+5	+5	+5	+4	+4	+4	+4	+4	+4	+3	+3	+2	+2	+1	-	-	-	-1	-1	+3	+4	+4	+4	+5
Total «Rare»	24	29	17	6	34	12	3	7	17	33	69	25	11	6	2	1	47	31	15	43	18	15	37	73	10	42	25	14	
Δ janvier/février 2025	+2	+9	+8	+5	+4	+2	+5	+3	+2	+3	+5	+5	+2	+3	+2	+1	+1	+2	-	-	-	-	-	+5	+2	+2	+6	+3	+4
Il n'y a pas de corruption dans (NOTRE PAYS) (SPONTANÉ)	0	0	0	1	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Δ janvier/février 2025	-	-1	-1	+1	-	-	-	-1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Je ne sais pas	5	2	6	8	7	2	2	3	3	13	6	8	2	2	4	0	0	8	3	1	4	6	9	2	2	10	4	3	
Δ janvier/février 2025	-	-	-1	-	+3	+4	-	+2	+1	+1	+1	+1	+1	+5	+1	+1	+1	+3	-	-	-	+4	+1	+1	+2	+2	+1	+1	

Eurobaromètre spécial 573
Attitudes des citoyens à l'égard de la corruption dans l'UE en 2026

Depuis 2025, la proportion de répondants qui estiment que la corruption est répandue dans leur pays a augmenté dans 17 États membres. Les augmentations les plus importantes sont observées en Belgique (69 %, +10 points de pourcentage) et en France (77 %, +9 points de pourcentage), suivies par la Bulgarie (86 %, +6 points de pourcentage) et l'Allemagne (58 %, +6 points de pourcentage).

Dans sept États membres, moins de personnes perçoivent la corruption comme généralisée, notamment en Hongrie (83 %, - 5 pp), en Roumanie (71 %, - 4 pp), au Luxembourg (48 %, - 4 pp) et en Croatie (88 %, - 4 pp). Des baisses plus faibles sont également observées dans d'autres pays, notamment en Lettonie (79 %, - 1 pp) et en Pologne (54 %, - 1 pp).

Eurobaromètre spécial 573
Attitudes des citoyens à l'égard de la corruption dans l'UE en 2026

L'analyse sociodémographique montre que la majorité des personnes interrogées dans chaque groupe pensent que la corruption est répandue dans leur pays. Dans l'ensemble des États membres, ce point de vue est partagé par environ sept répondants sur dix, et au moins plus de six répondants sur dix dans tous les groupes sociodémographiques -. Cependant, cette croyance est plus répandue dans certains groupes que dans d'autres:

- Les hommes (71%) et les femmes (72%) ont des perceptions très similaires, pensant que la corruption est répandue dans leur pays.
- Les répondants plus âgés sont plus susceptibles de penser que la corruption est répandue. Environ trois quarts des répondants âgés de 40 à 54 ans (74 %) et ceux âgés de 55 ans et plus (73 %) partagent ce point de vue, contre soixante-dix pour cent des répondants âgés de 25 à 39 ans (70 %) et environ deux tiers des répondants âgés de 15 à 24 ans (65 %).
- Les répondants qui ont connu ou été témoins de corruption sont beaucoup plus susceptibles de croire que la corruption est répandue. C'est le cas de 92% de ceux qui disent avoir connu la corruption et 81% de ceux qui disent en avoir été témoins, contre 71% des répondants qui n'ont déclaré aucune expérience de ce type.

De même, les répondants qui connaissent quelqu'un qui reçoit des pots-de-vin sont plus susceptibles de penser que la corruption est répandue dans leur pays que ceux qui déclarent ne connaître personne qui le fait (87 % contre 70 %).

QC2 Quelle est, selon vous, l'ampleur du problème de la corruption (NOTRE PAYS)?

	Total «Rare»	Total «Préad large»	Je ne sais pas
UE-27	24	71	5
Genre			
Homme	25	71	4
Femme	23	72	5
Âge			
15-24	26	65	9
25-39	25	70	5
40-54	23	74	3
>=55	23	73	4
Éducation (fin de)			
<=15	13	82	4
16-19	21	74	5
>=20	29	68	3
Toujours en train d'étudier	28	63	9
Catégorie socioprofessionnelle			
Travailleurs indépendants	24	73	3
Gestionnaires	32	65	3
Autres colliers blancs	23	73	4
Travailleurs manuels	22	74	4
Personnes à domicile	20	75	4
Chômeurs	17	78	5
Retraité	22	73	5
Étudiants	25	65	9
Difficultés à payer les factures			
La plupart du temps	14	81	4
De temps en temps	21	75	4
Presque jamais/ Jamais	26	69	5
Corruption expérimentée ou constatée			
Oui, expérimenté	8	92	0
Oui, témoin	19	81	0
Non	24	71	5
Vous connaissez quelqu'un qui reçoit des pots-de-vin			
Oui	12	87	1
Non	25	70	5

2. Niveau de corruption dans la vie quotidienne

Près de neuf Européens sur dix ne connaissent personne qui prend ou a pris des pots-de-vin.

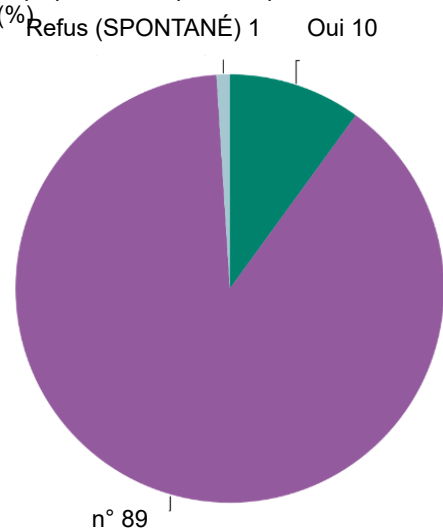
On a demandé aux répondants s'ils connaissaient personnellement quelqu'un qui prend ou a pris des pots-de-vin.¹⁹

Dans l'ensemble de l'UE, un répondant sur dix (10 %, + 1 pp) déclare connaître quelqu'un qui reçoit ou a reçu des pots-de-vin. Une grande majorité de 89 % (- 1 pp) déclarent ne connaître personne qui prend ou a pris des pots-de-vin, tandis que 1 % des répondants ont refusé de répondre (inchangé).

Au niveau national, l'analyse des résultats de l'enquête fournit une vue plus détaillée des réponses. Dans tous les États membres, à l'exception de la Lituanie et de la Grèce, au moins sept répondants sur dix déclarent ne connaître personne qui a reçu des pots-de-vin. Les proportions les plus élevées de répondants ayant répondu «oui» sont enregistrées en Grèce (32 %), en Lituanie (27 %), à Malte (23 %), à Chypre et en Lettonie (22 % dans les deux cas).

Inversement, le pourcentage le plus élevé de personnes interrogées déclarant ne connaître personne ayant reçu des pots-de-vin est observé en Pologne, au Portugal et en Irlande (94 %), en Italie (93 %) et en Espagne (92 %).

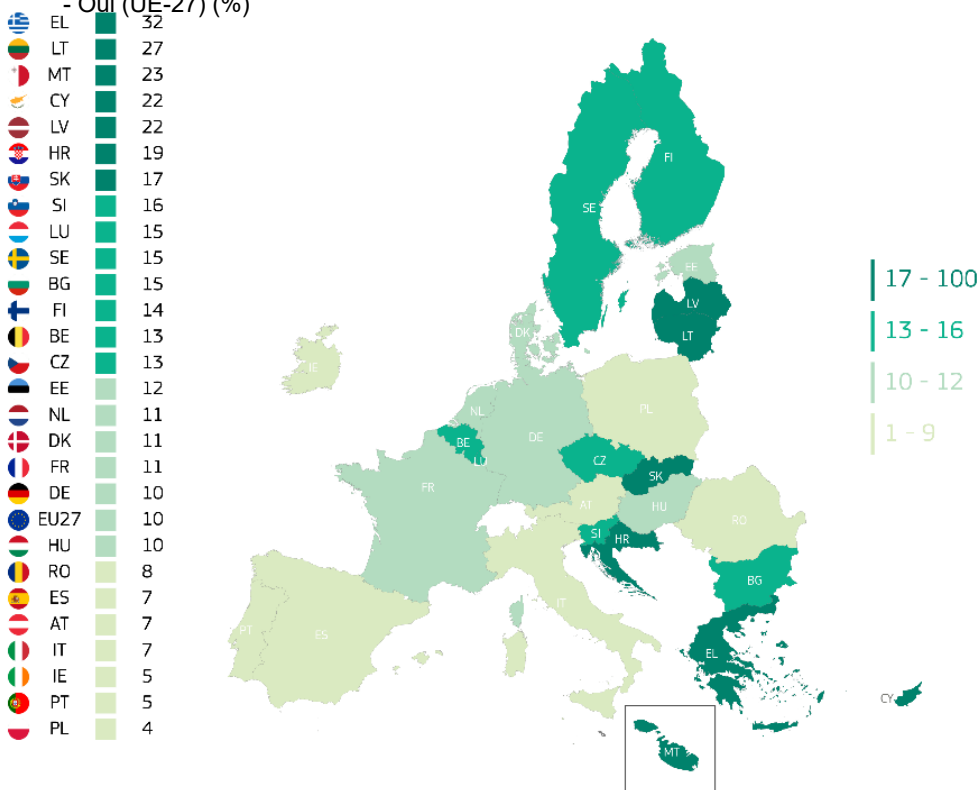
QC5 : Connaissez-vous personnellement quelqu'un qui prend ou a pris des pots-de-vin? (UE-27) (%)



OUI ▲ 1
Non ▼ 1
Refus (SPONTANÉ) =
Je ne sais pas =
▲ ▼ (février/mars 2026 - janvier/février 2025)

QC5 : Connaissez-vous personnellement quelqu'un qui prend ou a pris des pots-de-vin?

- Oui (UE-27) (%)



Eurobaromètre spécial 573
Attitudes des citoyens à l'égard de la corruption dans l'UE en 2026

Au niveau des pays, des changements sont observés par rapport à 2025 : Dans 17 pays, un plus grand nombre de répondants déclarent connaître quelqu'un qui prend ou a pris des pots-de-vin, notamment en Lituanie (27%, +9 pp), en Bulgarie (15%, +3 pp) et à Chypre (22%, +3 pp). Bien que des baisses aient été enregistrées dans quatre pays, aucune d'entre elles ne dépasse trois points de pourcentage.

QC5 : Connaissez-vous personnellement quelqu'un qui prend ou a pris des pots-de-vin? (%)

	EU27	LT	BG	CY	BE	DE	DK	EL	HU	IE	IT	LV	SI	EE	FI	FR	PL	RO	CZ	ES	HR	LU	MT	PT	AT	NL	SE	SK	
Total «Widepread»	février/mars 2026	10	27	15	22	13	10	11	32	10	5	7	22	16	12	14	11	4	8	13	7	19	15	23	5	7	11	15	17
	Δ janvier/février 2025	5	▲1	▲9	▲3	▲3	▲2	▲2	▲2	▲2	▲2	▲2	▲2	▲2	▲1	▲1	▲1	▲1	▲1	=	=	=	=	=	=	▼2	▼2	▼3	▼3
Total «Rare»	février/mars 2026	89	69	80	77	86	88	88	67	90	94	93	77	82	85	86	89	94	87	85	92	78	84	76	94	88	89	84	82
	Δ janvier/février 2025	5	▼1	▼9	▼3	▼4	▼3	▼2	▼3	▼3	▼1	▼2	▼2	▼2	▼3	▼1	=	▼1	▼2	▼1	=	=	=	▼1	▲2	=	=	▲2	▲2
Il n'y a pas de corruption dans (NOTRE PAYS) (SPONTANÉ)	février/mars 2026	1	3	4	1	0	1	0	1	0	1	0	1	1	2	0	0	1	3	1	1	2	0	1	1	3	0	0	1
	Δ janvier/février 2025	5	=	=	▲2	▲1	=	=	▲1	=	▲1	=	▲1	▲1	▲1	=	=	=	=	=	=	=	=	=	=	=	▲1	=	=
Je ne sais pas	février/mars 2026	0	1	1	0	1	1	1	0	0	0	0	1	1	0	0	1	2	1	0	1	1	0	0	2	0	1	0	
	Δ janvier/février 2025	5	=	=	▼2	=	▲1	=	▲1	=	▼1	▼1	=	▼1	▼1	=	▲1	=	=	=	=	=	▲1	▼2	=	▲1	=	▲1	▼1

Eurobaromètre spécial 573
Attitudes des citoyens à l'égard de la corruption dans l'UE en 2026

Une analyse des données sociodémographiques de - révèle les différences notables suivantes:

- Les hommes (12 %) sont plus susceptibles que les femmes (8 %) de connaître personnellement quelqu'un qui reçoit ou a reçu des pots-de-vin.
- Parmi les groupes socioprofessionnels, les travailleurs indépendants sont les plus susceptibles de connaître personnellement quelqu'un qui reçoit ou a reçu des pots-de-vin (15 %), en particulier par rapport aux personnes au foyer (6 %).
- De plus, les répondants plus instruits sont plus susceptibles de connaître quelqu'un qui reçoit ou a reçu des pots-de-vin (12 %) que ceux qui ont arrêté leurs études à l'âge de quinze ans ou qui étudient encore (8 % dans les deux cas).

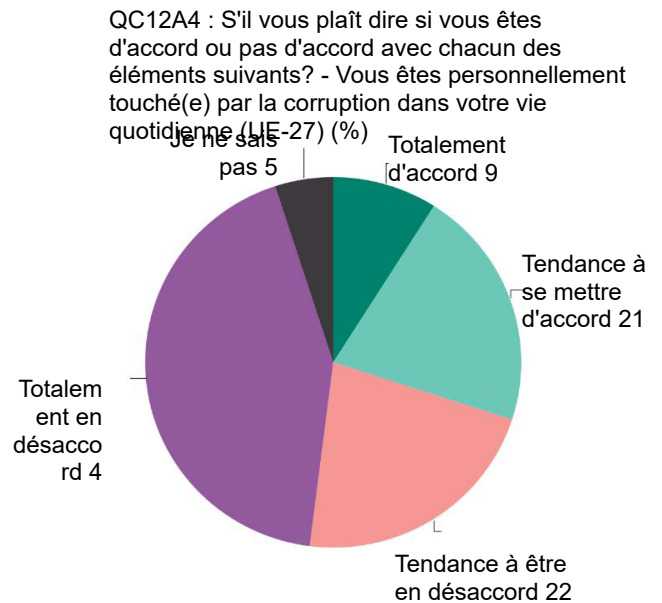
QC5 Connaissez-vous personnellement quelqu'un qui prend ou a pris des pots-de-vin? (% - UE)

	Oui	Non	Refus (SPONTANÉ)	Je ne sais pas
UE-27	10	89	1	0
Genre				
Homme	12	87	1	0
Femme	8	91	1	0
Âge				
15-24	9	91	0	0
25-39	9	90	1	0
40-54	11	88	1	0
>=55	10	88	1	1
Éducation (fin de)				
<=15	8	91	0	1
16-19	9	89	1	1
>=20	12	87	1	0
Toujours en train d'étudier	8	92	0	0
Catégorie socioprofessionnelle				
Travailleurs indépendants	15	83	1	1
Gestionnaires	11	88	1	0
Autres colliers blancs	9	89	1	1
Travailleurs manuels	10	90	0	0
Personnes à domicile	6	92	1	1
Chômeurs	12	86	2	0
Retraité	10	89	1	0
Étudiants	8	92	0	0
Difficultés à payer les factures				
La plupart du temps	19	80	1	0
De temps en temps	11	87	1	1
Presque jamais/ Jamais	9	90	1	0
Corruption expérimentée ou constatée				
Oui, expérimenté	64	35	1	0
Oui, témoin	60	37	3	0
Non	7	92	1	0

Eurobaromètre spécial 573
Attitudes des citoyens à l'égard de la corruption dans l'UE en 2026

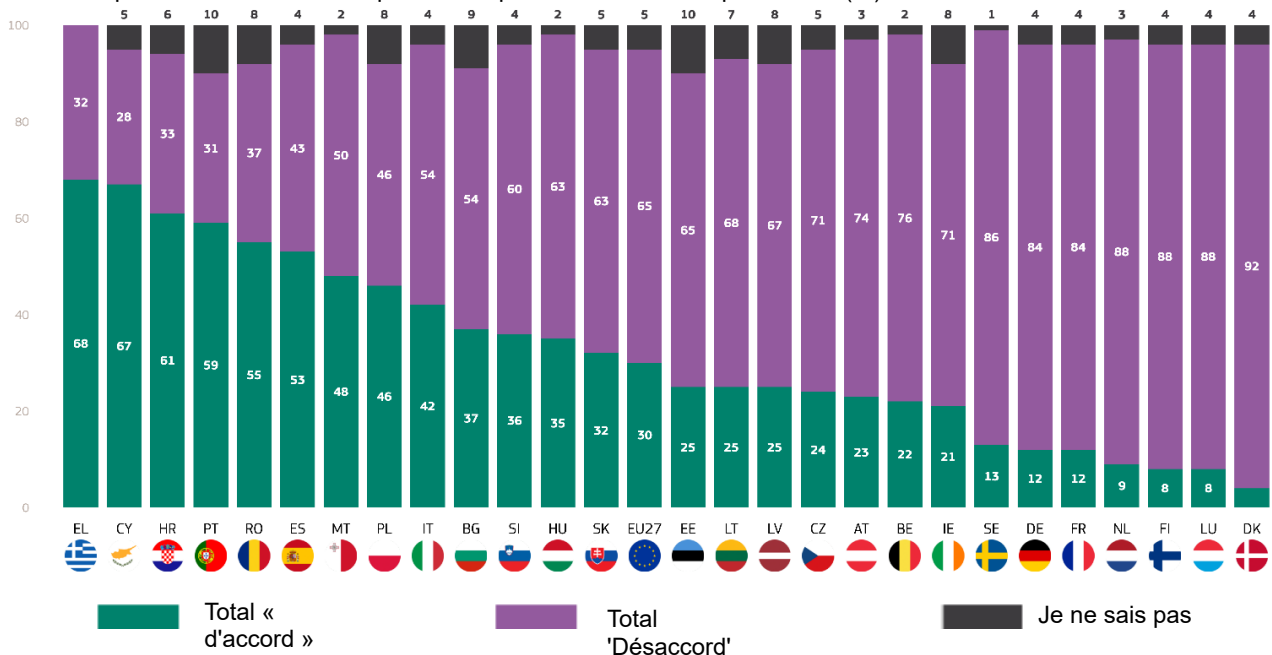
En outre, il a été demandé aux répondants s'ils se sentaient personnellement touchés par la corruption dans leur vie quotidienne.²⁰ Trois répondants sur dix (30 %, inchangés) déclarent être personnellement touchés, dont 9 % (inchangés) qui sont totalement d'accord et 21 % (inchangés) qui ont tendance à être d'accord. Cependant, une majorité de 65 % (+1 pp) déclarent ne pas se sentir affectés, dont 22 % (inchangés) qui ont tendance à être en désaccord et 43 % (+1 pp) qui sont totalement en désaccord. 5% des répondants disent qu'ils ne savent pas (-1 pp).

La proportion de personnes interrogées qui déclarent être personnellement touchées par la corruption varie considérablement d'un pays à l'autre: Alors que près de sept répondants sur dix se sentent personnellement touchés en Grèce (6,8 %), à Chypre (67 %) et plus de six sur dix en Croatie (61 %), moins d'un répondant sur dix se sent concerné au Luxembourg, en Finlande (8 % dans les deux cas) et au Danemark (4 %).



Tout à fait d'accord =
Tendance à se mettre d'accord =
Tendance à ne pas être d'accord =
Totallement en désaccord ▲ 1
Je ne sais pas ▼ 1

▲▼ Fév/Mars 2026 - Jan/Fév 2025)
QC12a.4: S'il vous plaît dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord avec chacun des éléments suivants? Vous êtes personnellement affecté par la corruption dans votre vie quotidienne (%)



20 QC12a.4. S'il vous plaît dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord avec chacun des éléments suivants? Vous êtes personnellement affecté par la corruption dans votre vie quotidienne

Eurobaromètre spécial 573
Attitudes des citoyens à l'égard de la corruption dans l'UE en 2026

Par rapport à 2025, dans 13 États membres, les répondants sont désormais plus susceptibles de dire qu'ils sont personnellement touchés par la corruption dans leur vie quotidienne. Les augmentations les plus importantes sont enregistrées à Chypre (67 %, + 7 pp), en Bulgarie (37 %, + 5 pp) et en Lettonie (25 %, + 5 pp).

En revanche, la proportion de répondants affirmant être personnellement touchés par la corruption a diminué dans dix États membres, notamment en Roumanie (55 %, -5 pp), au Portugal (59 %, -5 pp) et en Autriche (23 %, -5 pp).

QC12a.4: S'il vous plaît dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord avec chacun des éléments suivants? Vous êtes personnellement affecté par la corruption dans votre vie quotidienne (%)

		EU27	CY	BG	LV	BE	FR	HU	SI	EL	ES	LT	IT	SE	SK	CZ	DK	EE	HR	DE	FI	PL	IE	LU	NL	MT	AT	PT	RO
Total «Approuvé»	février/mars 2025	30	67	37	25	22	12	35	36	68	53	25	42	13	32	24	4	25	61	12	8	46	21	8	9	48	23	59	55
	2025 Δ	=	▲7	▲5	▲5	▲4	▲4	▲3	▲3	▲2	▲2	▲2	▲1	▲1	▲1	=	=	=	=	▼1	▼1	▼1	▼2	▼2	▼2	▼4	▼5	▼5	▼5
Total «Désaccord»	janvier/février 2025	65	28	54	67	76	84	63	60	32	43	68	54	86	63	71	92	65	33	84	88	46	71	88	88	50	74	31	37
	2025 Δ	▲1	▼6	▼3	▼3	▼3	▼3	▼1	▼1	▼1	=	▼1	▼1	▲1	▲2	▲3	▼2	=	▼1	▲6	▲1	▲1	▲6	▲4	▲3	▲10	▲5	▲5	▲4
Je ne sais pas	février/mars 2025	5	5	9	8	2	4	2	4	0	4	7	4	1	5	5	4	10	6	4	4	8	8	4	3	2	3	10	8
	2025 Δ	▼1	▼1	▼2	▼2	▼1	▼1	▼2	▼2	▼1	▼2	▼1	=	▼2	▼3	▼3	▲2	=	▲1	▼5	=	=	▼4	▼2	▼1	▼6	=	=	▲1

Eurobaromètre spécial 573
Attitudes des citoyens à l'égard de la corruption dans l'UE en 2026

L'analyse sociodémographique met en évidence les différences suivantes:

- Les répondants âgés de 40 à 54 ans (34 %) sont plus susceptibles de dire qu'ils sont personnellement touchés par la corruption, comparativement à ceux âgés de 15 à 24 ans (28 %) et à ceux âgés de 55 ans et plus (27 %).
- Environ un tiers des personnes interrogées qui ont terminé leurs études à l'âge de 15 ans ou moins (34 %) et celles qui ont terminé leurs études à l'âge de 16 à 19 ans (32 %) déclarent être personnellement touchées par la corruption, contre 28 % de celles qui ont quitté leurs études à l'âge de 20 ans ou plus.
- Les travailleurs indépendants et les travailleurs manuels sont les plus susceptibles de se sentir personnellement touchés par la corruption (36 %), par rapport aux autres groupes socioprofessionnels.
- Les personnes qui éprouvent des difficultés financières à payer leurs factures la plupart du temps (42 %) ou de temps à autre (39 %) sont plus susceptibles de dire qu'elles sont touchées que celles qui n'éprouvent jamais ou presque jamais de telles difficultés (26 %).

QC12a4 S'il vous plaît dire si vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacun des éléments suivants?

Vous êtes personnellement affecté par la corruption dans votre vie quotidienne (%)

	Total «D'accord»	Total «Désaccord»	Je ne sais pas
UE-27	30	65	5
Genre			
Homme	31	65	4
Femme	29	66	5
Âge			
15-24	28	65	7
25-39	33	63	4
40-54	34	62	4
>=55	27	69	4
Éducation (fin de)			
<=15	34	60	6
16-19	32	63	5
>=20	28	69	3
Toujours en train d'étudier	23	70	7
Catégorie socioprofessionnelle			
Travailleurs indépendants	36	60	4
Gestionnaires	25	72	3
Autres colliers blancs	35	61	4
Travailleurs manuels	36	60	4
Personnes à domicile	33	60	7
Chômeurs	33	63	4
Retraité	24	71	5
Étudiants	25	68	7
Difficultés à payer les factures			
La plupart du temps	42	52	6
De temps en temps	39	57	4
Presque jamais/ Jamais	26	70	4
Corruption expérimentée ou constatée			
Oui, expérimenté	72	27	1
Oui, témoin	53	45	2
Non	28	67	5
Vous connaissez quelqu'un qui reçoit des pots-de-vin			
Oui	44	54	2
Non	28	67	5

3. Acceptabilité de la corruption

La plupart des personnes interrogées dans l'ensemble de l'Union européenne considèrent que les pratiques de corruption telles que faire des faveurs, donner des cadeaux ou donner de l'argent aux administrations publiques ou aux services publics sont inacceptables. Cependant, l'acceptabilité de ces pratiques a augmenté depuis 2025.

Cette section présente une analyse de la mesure dans laquelle les répondants de toute l'Union européenne jugent acceptable de se livrer à des pratiques de corruption, telles que donner de l'argent, des cadeaux ou faire des faveurs lorsqu'ils veulent quelque chose d'une administration publique ou d'un service public.

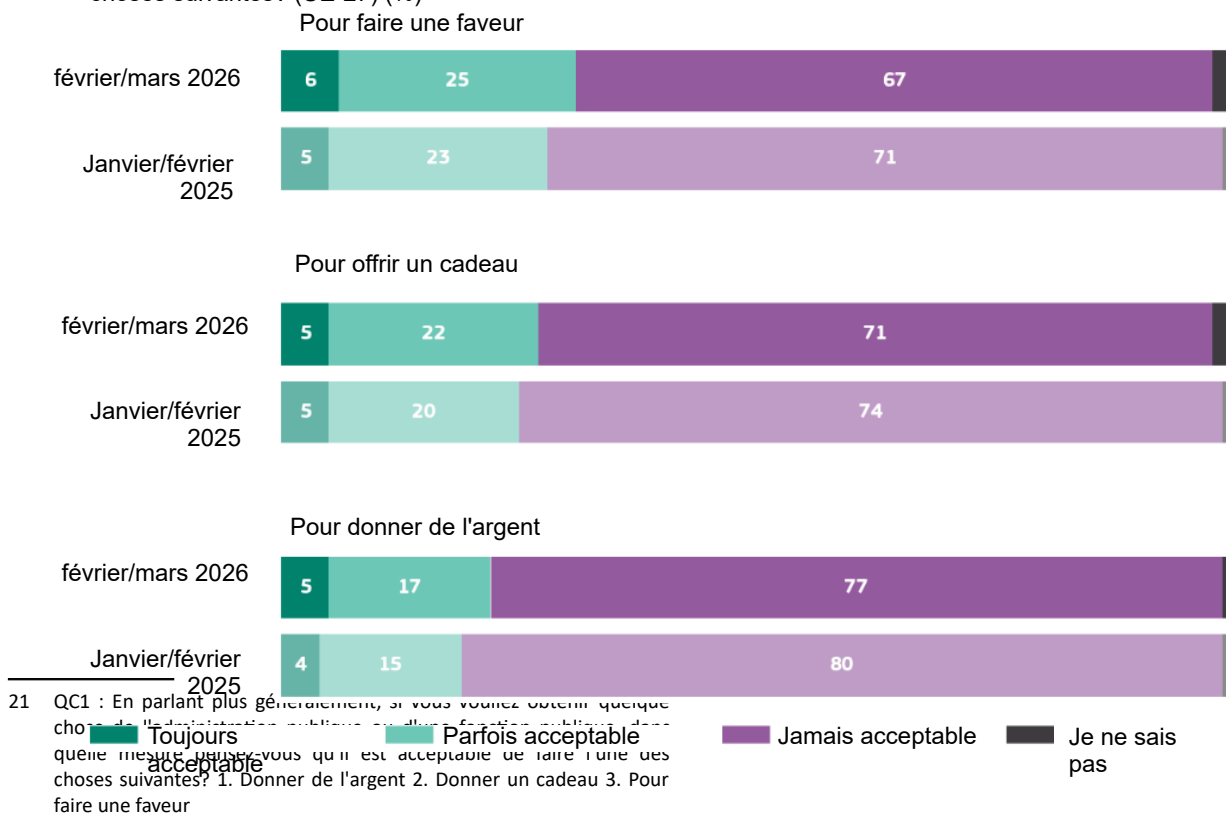
Lorsqu'il s'agit de faire une faveur²¹ pour recevoir quelque chose d'une administration publique ou d'un service public, environ deux tiers des Européens (67 %, – 4 pp) considèrent que cette pratique n'est jamais acceptable, tandis que 31 % (+ 3 pp) la jugent acceptable. Parmi ces derniers, 25% (+2 pp) disent qu'il est parfois acceptable, et 6% (+1 pp) pensent qu'il est toujours acceptable.

En ce qui concerne l'acceptabilité de donner des cadeaux à une administration publique ou à un service public, environ sept répondants sur dix (71 %, – 3 pp) affirment que cette pratique n'est jamais acceptable. En revanche, 27 % (+ 2 pp) le jugent acceptable, dont 22 % (+ 2 pp) qui disent qu'il est parfois acceptable et 5 % (inchangé) qui pensent qu'il est toujours acceptable.

En ce qui concerne le fait de donner de l'argent pour obtenir quelque chose d'une administration publique ou d'un service public, plus des trois quarts des répondants (77 %, – 3 pp) estiment que cette pratique n'est jamais acceptable. Dans le même temps, 22% (+3 pp) le trouvent acceptable, dont 17% (+2 pp) qui le disent parfois acceptable et 5% (+1 pp) qui le croient toujours acceptable.

Après une baisse entre 2025 et 2026 de la proportion considérant que ces pratiques n'ont jamais été acceptables, l'acceptation de faire une faveur, de faire un don ou de donner de l'argent pour obtenir quelque chose de l'administration publique ou d'une fonction publique a augmenté pour trois pratiques. Les résultats de ces trois pratiques sont analysés ci-dessous au niveau national.

QC1 : En parlant plus généralement, si vous vouliez obtenir quelque chose de l'administration publique ou d'une fonction publique, dans quelle mesure pensez-vous qu'il est acceptable de faire l'une des choses suivantes? (UE-27) (%)



Eurobaromètre spécial 573
Attitudes des citoyens à l'égard de la corruption dans l'UE en 2026

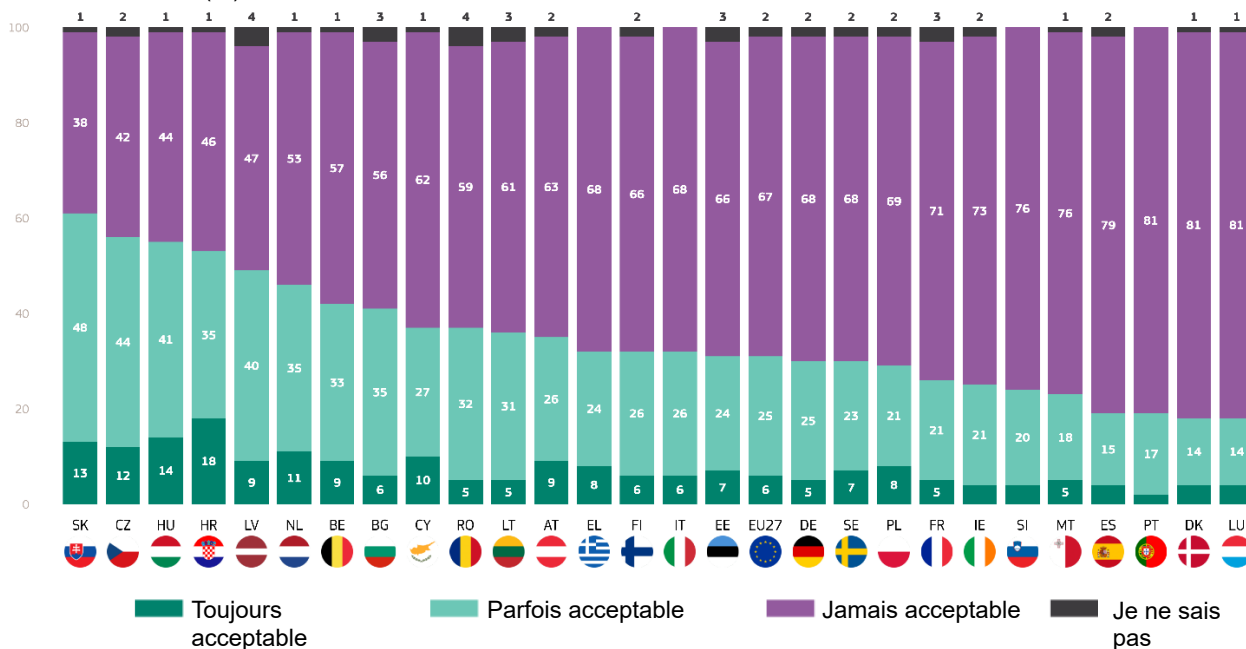
Faire une faveur

Plus de la moitié des personnes interrogées en Slovaquie (61 %), en Tchéquie (56 %), en Hongrie (55 %) et en Croatie (53 %) estiment qu'il est acceptable de faire une faveur pour obtenir quelque chose de l'administration publique ou d'un service public.

sur dix considère que faire une faveur est toujours acceptable.

Dans sept États membres, les répondants sont désormais moins susceptibles de penser qu'il est toujours acceptable de faire une faveur qu'ils ne l'étaient en 2025. Les baisses les plus importantes sont observées au Luxembourg (18 %, -7

QC13 : En parlant plus généralement, si vous vouliez obtenir quelque chose de l'administration publique ou d'une fonction publique, dans quelle mesure pensez-vous qu'il est acceptable de faire l'une des choses suivantes? - Faire une faveur (%)



Dans tous les autres États membres, à l'exception de la Lettonie, une minorité de répondants juge ce comportement acceptable. Les niveaux d'acceptabilité les plus faibles sont enregistrés au Luxembourg et au Danemark (18 % chacun),

pp) et en Slovaquie (61 %, -6 pp).

En outre, dans huit pays, les répondants estiment moins qu'il est parfois acceptable de faire une faveur en échange d'un

QC1.3 : En parlant plus généralement, si vous vouliez obtenir quelque chose de l'administration publique ou d'une fonction publique, dans quelle mesure pensez-vous qu'il est acceptable de faire l'une des choses suivantes? - Faire une faveur (%)

	EU27	LU	SK	HU	SI	DK	EL	BG	CZ	AT	EE	IT	RO	HR	DE	ES	FI	PL	SE	IE	CY	FR	MT	LT	LV	NL	PT	BE
Toujours acceptable	6	4	13	14	4	4	8	6	12	9	7	6	5	18	5	4	6	8	7	4	10	5	5	5	9	11	2	9
Δ janvier/février 2025	+1	-1	-1	-4	-3	-1	+2	+2	+2	=	+1	+1	-2	+5	+1	=	+2	+3	+1	+1	+5	+2	+3	-1	+2	+1	+1	=
Parfois acceptable	25	14	48	41	20	14	24	35	44	26	24	26	32	35	25	15	26	21	23	21	27	21	18	31	40	35	17	33
Δ janvier/février 2025	+2	-6	-5	-1	=	-2	-5	-2	-1	=	+1	=	+1	-2	+3	+3	+3	+1	+3	+5	+2	+2	+3	+7	+6	+7	+7	+9
Jamais acceptable	67	81	38	44	76	81	68	56	42	63	66	68	59	46	68	79	66	69	68	73	62	71	76	61	47	53	81	57
Δ janvier/février 2025	-4	+6	+6	+5	+4	+3	+3	=	-1	-1	-1	-2	-3	-4	-4	-4	-4	-4	-4	-5	-6	-6	-6	-7	-8	-8	-8	-9
Je ne sais pas	2	1	1	1	0	1	0	3	2	2	3	0	4	1	2	2	2	2	2	2	1	3	1	3	4	1	0	1
Δ janvier/février 2025	+1	+1	=	=	-1	=	=	-1	+1	+1	=	-3	=	=	+1	+1	=	=	=	-1	+1	+2	=	+1	=	=	=	=

au Portugal et en Espagne (19 % chacun).

service de l'administration publique ou du service public. Les hausses les plus notables ont été enregistrées aux Pays-Bas

En Croatie (18%), en Hongrie (14%), en Slovaquie (13%), en Tchéquie (12%) et aux Pays-Bas (11%), plus d'un répondant

Eurobaromètre spécial 573
Attitudes des citoyens à l'égard de la corruption dans l'UE en 2026

(35%, +7 pp), en Lituanie (31%, +7 pp) et au Portugal (17%, +7 pp).

Eurobaromètre spécial 573
Attitudes des citoyens à l'égard de la corruption dans l'UE en 2026

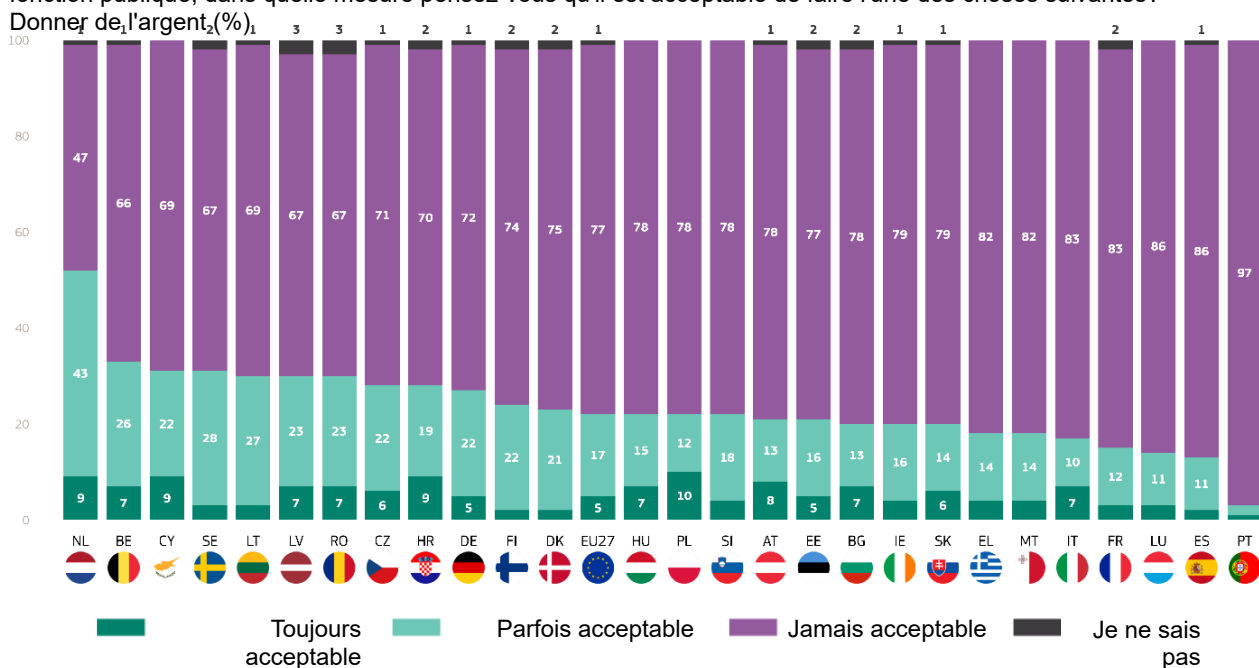
Donner de l'argent

Dans sept États membres, au moins trois répondants sur dix jugent acceptable de donner de l'argent s'ils veulent quelque chose de l'administration publique ou d'un service public, notamment aux Pays-Bas (52 %), en Belgique (33 %), à

importantes sont observées au Danemark (23 %, – 9 pp) et en Hongrie (22 %, – 7 pp).

Dans la majorité des pays, un plus grand nombre de répondants considèrent désormais cette pratique comme acceptable, en particulier à Chypre, où l'acceptation a

QC1.1 : En parlant plus généralement, si vous vouliez obtenir quelque chose de l'administration publique ou d'une fonction publique, dans quelle mesure pensez-vous qu'il est acceptable de faire l'une des choses suivantes? -



Chypre et en Suède (31 % dans les deux cas).

augmenté de 13 points de pourcentage (31 %).

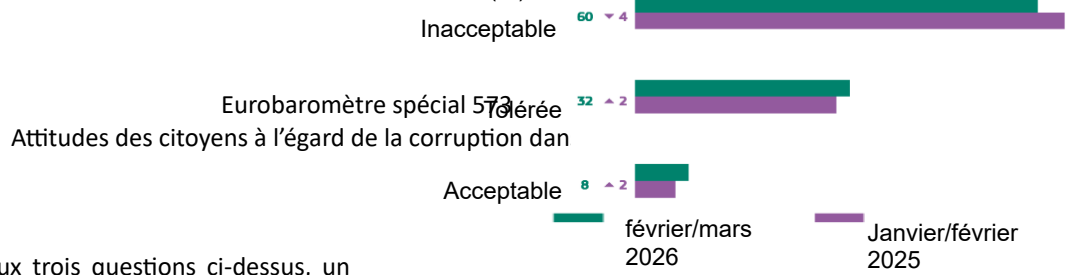
Les proportions les plus élevées de ceux qui considèrent que les dons d'argent sont toujours acceptables sont observées en Pologne (10 %), suivies de la Croatie, de Chypre et des Pays-Bas (tous à 9 %).

En revanche, moins d'un répondant sur dix juge ce comportement acceptable au Portugal (3 %), tandis qu'environ un répondant sur dix le fait en Espagne (13 %) et au Luxembourg (14 %).

Par rapport à 2025, moins de répondants considèrent que donner de l'argent pour obtenir quelque chose de l'administration publique ou d'un service public est acceptable dans huit États membres. Les baisses les plus

QC1.1 : Parler plus généralement. si vous vouliez obtenir quelque chose de l'administration publique ou d'une fonction publique, dans quelle mesure pensez-vous qu'il est acceptable de faire l'une des choses suivantes? - Donner de l'argent (%)

	EU27	DK	HU	EL	SK	CZ	AT	SI	RO	LU	PT	BG	IT	DE	EE	FI	ES	LV	PL	HR	IE	NL	SE	BE	MT	FR	LT	CY
Toujours acceptable	5	2	7	4	6	6	8	4	7	3	1	7	7	5	5	2	2	7	10	9	4	9	3	7	4	3	3	9
Δ janvier/février 2025	▲1	▼1	▲1	▼2	▲3	▲1	▼3	▼3	▲1	▲1	▲1	▲5	▲2	▲1	▲1	▼1	▼1	▲2	▲4	▲3	▲1	▲2	▼1	=	▲3	▲2	▲1	▲5
Parfois acceptable	17	21	15	14	14	22	13	18	23	11	2	13	10	22	16	22	11	23	12	19	16	43	28	26	14	12	27	22
Δ janvier/février 2025	▲2	▼8	▼8	▼4	▼7	▼5	▼1	▲2	▼3	=	=	▼3	=	▲2	▲2	▲5	▲5	▲3	=	▲1	▲5	▲3	▲6	▲6	▲3	▲4	▲6	▲8
Jamais acceptable	77	75	78	82	79	71	78	78	67	86	97	78	83	72	77	74	86	67	78	70	79	47	67	66	82	83	69	69
Δ janvier/février 2025	▼3	▲8	▲8	▲6	▲6	▲5	▲4	▲2	=	▼1	▼1	▼2	▼2	▼3	▼3	▼3	▼4	▼4	▼4	▼5	▼5	▼5	▼5	▼6	▼6	▼7	▼7	▼12
Je ne sais pas	1	2	0	0	1	1	1	0	3	0	0	2	0	1	2	2	1	3	0	2	1	1	2	1	0	2	1	0
Δ janvier/février 2025	=	▲1	▼1	=	▼2	▼1	=	▼1	▲2	=	=	=	=	=	▼1	=	▼1	=	▲1	▼1	=	=	=	=	=	▲1	=	▼1



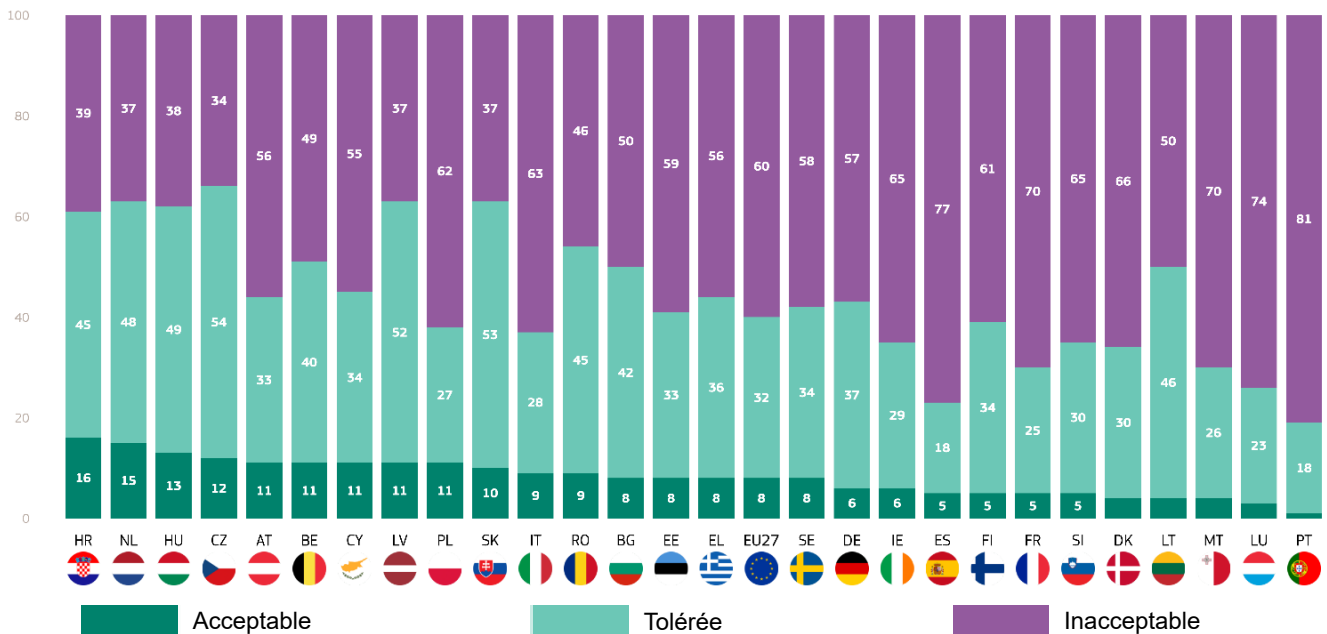
Acceptabilité globale

Sur la base des réponses aux trois questions ci-dessus, un «indice de tolérance à la corruption» est calculé,²² classant les répondants selon qu'ils considèrent la corruption comme «acceptable», «tolérée» ou «inacceptable».

Dans l'ensemble des États membres, six répondants sur dix (60 %, - 4 pp) considèrent que la corruption est inacceptable. Dans 19 États membres, au moins la moitié des répondants partagent ce point de vue. Les proportions les plus élevées sont enregistrées au Portugal (81 %), en Espagne (77 %) et au Luxembourg (74 %). En revanche, la Tchéquie enregistre la plus faible proportion de répondants qui considèrent la corruption comme inacceptable (34 %), suivie des Pays-Bas, de la Lettonie et de la Slovaquie (tous à 37 %).

Dans l'ensemble de l'Union européenne, moins d'un répondant sur dix (8 %, +2 pp) estime que la corruption est acceptable, tandis que près d'un tiers (32 %, +2 pp) affirme qu'elle est tolérée. Au niveau national, les proportions les plus élevées de répondants estimant que la corruption est «acceptable» sont mesurées en Croatie (16 %), aux Pays-Bas (15 %) et en Hongrie (13 %).

QC1T : Indice de tolérance à la corruption (%)



22 L'indice est calculé sur la base des réponses données aux questions C.1, 2 et 3. Les points sont attribués en fonction des réponses à ces trois questions: «jamais acceptable» (0 point), «parfois acceptable» (1 point) et «toujours acceptable» (2 points). Les répondants qui ont reçu 0 point au total sont classés dans l'indice comme répondant «inacceptable», tandis que ceux qui ont obtenu 1 à 3 points sont classés comme «tolérés» et ceux qui ont obtenu 4 à 6 points sont classés comme «acceptables».

Eurobaromètre spécial 573
Attitudes des citoyens à l'égard de la corruption dans l'UE en 2026

La proportion de personnes interrogées qui jugent la corruption inacceptable a diminué dans 20 États membres par rapport à 2025. Les baisses les plus importantes sont observées à Chypre (55 %, – 11 pp) et en Belgique (49 %, – 10 pp). En revanche, le Danemark enregistre une nette augmentation, 66 % d'entre eux jugeant désormais la corruption inacceptable (+9 pp).

Plusieurs pays montrent également des changements notables dans le nombre de répondants qui jugent la corruption acceptable. La plus forte augmentation est observée à Chypre (11 %, + 6 pp).

En ce qui concerne la tolérance à l'égard de la corruption, les augmentations les plus importantes depuis 2025 sont observées en Belgique (40 %, + 9 pp) et en Lituanie (46 %, + 9 pp), tandis que la baisse la plus importante est enregistrée au Danemark (30 %, - 9 pp).

QC 1T : Indice de tolérance à la corruption (%)

	EU27	DK	SK	HU	LU	SI	AT	EL	EE	IT	RO	SE	BG	CZ	HR	PL	ES	MT	DE	FI	FR	LT	LV	NL	PT	IE	BE	CY
Acceptable	8	4	10	13	3	5	11	8	8	9	9	8	8	12	16	11	5	4	6	5	5	4	11	15	1	6	11	11
Δ janvier/février 2026	+2	=	▼1	▼2	▼1	▼3	▼2	▼1	▲2	▲2	▼2	▲2	▲4	▲1	▲3	▲3	▲2	▲2	▲1	=	▲3	▼2	▲2	▲4	=	▲3	▲1	▲6
Tolérée	32	30	53	49	23	30	33	36	33	28	45	34	42	54	45	27	18	26	37	34	25	46	52	48	18	29	40	34
Δ janvier/février 2026	+2	▼9	▼4	▼2	▼3	▼1	=	▼1	▼1	=	▲4	=	▼1	▲2	=	▲2	▲2	▲4	▲6	▲3	▲9	▲5	▲3	▲7	▲5	▲9	▲5	
Inacceptable	60	66	37	38	74	65	56	56	59	63	46	58	50	34	39	62	77	70	57	61	70	50	37	37	81	65	49	55
Δ janvier/février 2026	▼4	▲9	▲5	▲4	▲4	▲4	▲2	▲2	▼1	▼2	▼2	▼2	▼3	▼3	▼3	▼3	▼4	▼4	▼5	▼6	▼6	▼7	▼7	▼7	▼7	▼8	▼10	▼11
Δ janvier/février 2025																												

Eurobaromètre spécial 573
Attitudes des citoyens à l'égard de la corruption dans l'UE en 2026

L'analyse socio-démographique de l'indice de tolérance à la corruption montre ce qui suit:

- Les hommes (58 %) et les femmes (62 %) considèrent la corruption comme inacceptable.
- Les répondants plus âgés sont plus susceptibles de trouver la corruption inacceptable. C'est notamment le cas des personnes âgées de 55 ans et plus (65 %), contre 52 % des répondants âgés de 15 à 24 ans.
- Les répondants qui ont terminé leurs études à l'âge de 15 ans ou moins sont les plus susceptibles de considérer la corruption comme inacceptable (71 %), comparativement à 59 % de ceux qui ont terminé leurs études à l'âge de 20 ans ou plus et à 54 % de ceux qui étudient encore.
- Parmi les groupes socioprofessionnels de -, les personnes à la retraite (66 %), les personnes au foyer (64 %), ainsi que les travailleurs manuels et les chômeurs (60 % dans les deux cas), sont les plus susceptibles de trouver la corruption inacceptable, par rapport aux étudiants (53 %).
- Les répondants qui n'ont presque jamais ou jamais de difficultés à payer leurs factures sont les plus susceptibles de considérer la corruption comme inacceptable (63 %), suivis de ceux qui éprouvent de telles difficultés de temps en temps (53 %) et de ceux qui y sont confrontés la plupart du temps (57 %).
- Quatre personnes interrogées sur dix qui ont été victimes de corruption et 38 % de celles qui en ont été témoins considèrent la corruption comme inacceptable, contre 61 % de celles qui n'ont ni été victimes ni témoins de corruption.

QC1T Indice de tolérance à la corruption (% - UE)

	Acceptable	Tolérée	Inacceptable
UE-27	8	32	60
Genre			
Homme	9	33	58
Femme	7	31	62
Âge			
15-24	14	34	52
25-39	8	34	58
40-54	8	33	59
>=55	5	30	65
Éducation (fin de)			
15 et lt;=	5	24	71
16-19	8	33	59
>=20	7	34	59
Toujours en train d'étudier	12	34	54
Catégorie socioprofessionnelle			
Travailleurs indépendants	8	35	57
Gestionnaires	6	35	59
Autres colliers blancs	9	35	56
Travailleurs manuels	8	32	60
Personnes à domicile	7	29	64
Chômeurs	7	33	60
Retraité	4	30	66
Étudiants	14	33	53
Difficultés à payer les factures			
La plupart du temps	11	32	57
De temps en temps	10	37	53
Presque jamais/ Jamais	6	31	63
Corruption expérimentée ou constatée			
Oui, expérimenté	15	45	40
Oui, témoin	17	45	38
Non	7	32	61
Vous connaissez quelqu'un qui reçoit des pots-de-vin			
Oui	12	41	47
Non	7	31	62

4. Quelle est l'ampleur de la corruption dans différents domaines de la société

Plus de la moitié des Européens estiment que la corruption est répandue parmi les partis politiques.

Il a été demandé aux répondants s'ils pensaient que les pots-de-vin et les abus de pouvoir à des fins personnelles étaient répandus dans certains secteurs et institutions de leur pays.²³

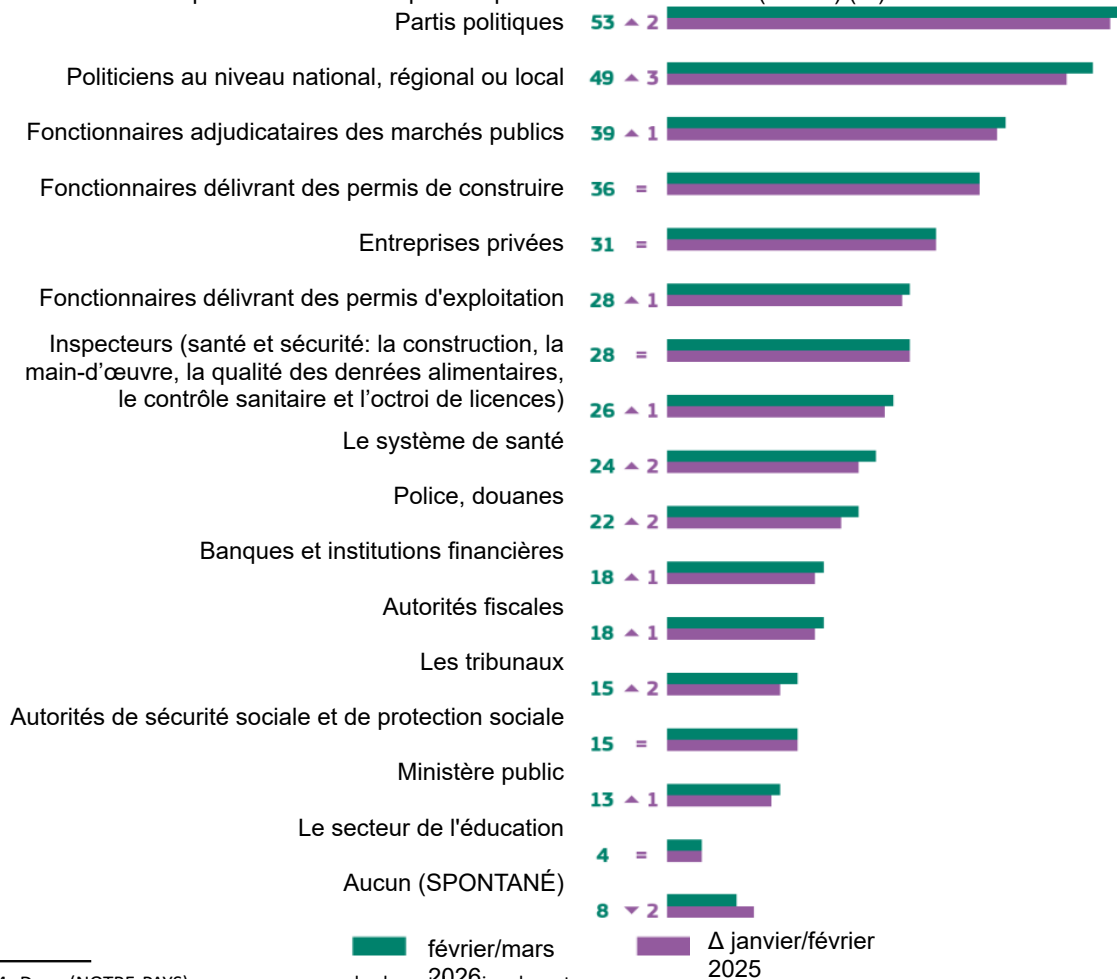
Plus de la moitié des Européens (53 %, +2 pp) estiment que la corruption est répandue parmi les partis politiques, tandis qu'un peu moins de la moitié (49 %, +3 pp) considèrent que ces comportements sont répandus parmi les responsables politiques au niveau national, régional ou local. Environ quatre répondants sur dix pensent que les pots-de-vin et les abus de pouvoir sont répandus parmi les fonctionnaires adjudicataires de marchés publics (39%, +1 pp) et 36%

partagent ce point de vue sur les fonctionnaires délivrant des permis de construire (inchangé). Environ trois personnes sur dix partagent ce point de vue pour les entreprises privées (31 %, inchangé).

Plus d'un quart des personnes interrogées affirment que les pots-de-vin et les abus de pouvoir sont répandus parmi les fonctionnaires délivrant des permis d'exploitation (28%, +1 pp) et les inspecteurs dans le domaine de la santé, de la sécurité et autres (28%, inchangé). Un peu plus d'un quart affirment également que c'est le cas dans le système de santé (26%, +1 pp), tandis que 24% partagent ce point de vue pour la police et les douanes (+2 pp).

Environ un répondant sur cinq pense que la corruption est répandue dans les banques et les institutions financières (22 %, + 2 pp). Un peu moins mentionnent les tribunaux et les autorités fiscales (tous deux 18%, +1 pp), tandis que 15% le disent à propos des autorités de sécurité sociale et de protection sociale (+2 pp) et du ministère public (inchangé).

QC4 : Dans (NOTRE PAYS), pensez-vous que le don et la prise de pots-de-vin et l'abus de pouvoir à des fins personnelles sont répandus parmi l'un des suivants? (UE-27) (%)



23 QC4. Dans (NOTRE PAYS), pensez-vous que le don et la prise de pots-de-vin et l'abus de pouvoir à des fins personnelles sont répandus parmi l'un des suivants? (MULTIPLES RÉPONSES POSSIBLES)

Eurobaromètre spécial 573
Attitudes des citoyens à l'égard de la corruption dans l'UE en 2026

Le secteur de l'éducation est mentionné par 13 % des
répondants (+1 pp).

Eurobaromètre spécial 573
Attitudes des citoyens à l'égard de la corruption dans l'UE en 2026

L'analyse nationale montre que, dans 15 États membres, les partis politiques sont le secteur le plus fréquemment mentionné en ce qui concerne les pots-de-vin et les abus de pouvoir (50 %) et la Pologne (34 %). En revanche, moins d'un répondant sur dix en Finlande (5 %) et en Suède (9 %) estime que la corruption est répandue dans le système de

QC4 : Dans (NOTRE PAYS), pensez-vous que le don et la prise de pots-de-vin et l'abus de pouvoir à des fins personnelles sont répandus parmi l'un des suivants? (%)

	EU27	BE	BG	CZ	DK	DE	EE	EL	ES	FR	HR	IT	CY	LV	LT	LU	HU	MT	NL	AT	PL	PT	RO	SI	SK	FI	SE	
Partis politiques	53	47	45	48	35	47	39	48	78	75	64	46	52	69	44	66	49	53	65	43	51	29	67	41	62	48	39	37
Politiciens au niveau national, régional ou local	49	45	44	45	34	45	38	40	80	67	56	45	50	54	35	58	46	50	61	41	51	27	60	38	64	50	48	53
Fonctionnaires adjudicataires des marchés publics	39	37	50	47	15	32	28	35	75	39	39	43	51	55	46	46	27	45	59	38	34	25	42	29	53	31	32	42
Fonctionnaires délivrant des permis de construire	36	34	44	31	23	33	26	38	72	45	32	40	50	58	43	48	35	30	67	45	31	14	37	29	48	26	21	32
Entreprises privées	31	32	17	23	40	35	17	30	42	31	36	20	31	38	20	27	44	22	37	41	28	12	44	16	38	26	33	56
Fonctionnaires délivrant des permis d'exploitation	28	22	40	18	6	25	20	32	72	36	20	39	41	55	30	33	16	26	52	33	24	14	29	26	39	16	15	26
Inspecteurs (santé et sécurité, construction, main-d'œuvre, qualité des aliments, contrôle sanitaire et octroi de licences)	28	27	37	21	25	25	19	20	70	27	25	37	39	46	34	45	19	26	45	30	20	12	40	27	46	34	12	24
Le système de santé	26	15	44	36	6	16	15	15	91	18	15	36	37	58	39	67	13	29	34	15	25	34	37	40	46	50	5	9
Police, douanes	24	32	52	15	8	11	11	23	58	30	26	33	25	53	33	35	15	21	39	27	12	19	37	33	36	40	5	10
Banques et institutions financières	22	23	13	6	16	18	11	26	44	32	24	16	28	38	10	16	29	15	27	27	22	6	43	21	34	15	5	22
Autorités fiscales	18	19	34	11	5	9	8	15	60	24	16	27	23	36	19	20	12	16	35	16	10	8	38	26	34	23	2	5
Les tribunaux	18	18	45	22	3	7	12	15	47	25	13	36	23	41	19	40	12	16	38	11	9	12	29	32	41	43	3	8
Autorités de sécurité sociale et de protection sociale	15	12	19	8	10	10	12	11	55	17	10	24	23	27	13	24	10	9	43	12	13	6	35	18	26	19	3	14
Ministère public	15	10	41	16	3	6	8	14	36	23	22	25	13	30	14	31	9	13	34	15	8	7	25	21	33	26	2	7
Le secteur de l'éducation	13	8	18	12	3	7	9	11	35	12	9	14	21	26	14	21	8	9	31	8	15	9	24	21	23	26	4	14
Aucun (SPONTANÉ)	4	7	1	4	23	6	7	6	0	2	2	2	3	0	2	2	5	3	3	4	11	6	1	6	2	2	17	12
Aucun (SPONTANÉ)	8	5	8	10	6	9	24	14	1	5	9	8	4	10	12	4	13	7	8	2	11	16	10	10	5	6	10	3

1er article le plus fréquemment mentionné
2ème article le plus fréquemment mentionné
3ème article le plus fréquemment mentionné

pouvoir à des fins personnelles. Les proportions les plus élevées sont enregistrées en Grèce (78 %), en Espagne (75 %) et à Chypre (69 %). En revanche, ce point de vue est moins répandu en Pologne (29 %), au Danemark (35 %) et en Suède (37 %).

Les responsables politiques au niveau national, régional ou local sont le groupe le plus fréquemment mentionné en Slovaquie (64 %), en Slovaquie (50 %) et en Finlande (48 %) et occupent la première place avec les partis politiques en Autriche (51 %).

Les fonctionnaires adjudicataires d'appels d'offres se classent au premier rang en Lettonie (46 %). En outre, au moins la moitié des répondants mentionnent ce groupe dans six États membres, notamment en Grèce (75 %).

Les fonctionnaires délivrant des permis de construire occupent la première place à Malte (67%) et aux Pays-Bas (45%) seulement.

En Suède (56 %) et au Danemark (40 %), les entreprises privées sont le secteur le plus fréquemment mentionné.

Le système de santé occupe la première place dans quatre États membres, à savoir la Grèce (91 %), la Lituanie (67 %), la

santé.

Enfin, la Bulgarie (52 %) est le seul pays où la police et les douanes occupent la première place. Ce secteur est également mentionné par plus de la moitié des répondants en Grèce (58 %) et à Chypre (53 %).

Aucune des huit institutions restantes ne se classe au premier rang dans aucun État membre. Parmi les chiffres notables concernant ces institutions figurent:

- En Grèce, 72 % des personnes interrogées estiment que la corruption est répandue parmi les fonctionnaires délivrant des permis d'exploitation.
- Dans onze pays, au moins un tiers des personnes interrogées déclarent que la corruption est généralisée parmi les inspecteurs, notamment en Grèce (70 %).
- Dans dix pays, au moins un répondant sur quatre affirme que la corruption est répandue dans les banques et les institutions financières. Cette valeur est la plus élevée en Grèce (44%).

Eurobaromètre spécial 573
Attitudes des citoyens à l'égard de la corruption dans l'UE en 2026

- Les répondants sont les plus susceptibles de mentionner les tribunaux grecs (47 %), bulgares (45 %) et slovaques (43 %).

Les autorités fiscales sont les plus citées en Grèce (60 %) et les moins citées en Finlande (2 %).

- Le ministère public est mentionné par moins de la moitié des personnes interrogées dans les 27 États membres, allant de 41 % en Bulgarie à 2 % en Finlande.
- Les autorités de sécurité sociale et de protection sociale sont mentionnées par moins d'un répondant sur cinq dans 19 pays. Plus de la moitié (55%) fournissent cette réponse en Grèce.

Dans tous les États membres, les réponses varient en ce qui concerne la mention du secteur de l'éducation, avec des proportions allant de 35 % en Grèce à 3 % au Danemark.

Par rapport à 2025, la proportion de personnes interrogées qui affirment que les pots-de-vin et les abus de pouvoir à des fins personnelles sont répandus parmi les partis politiques a augmenté dans 20 États membres, tandis qu'elle a diminué dans six. La plus forte augmentation est observée en Lituanie (66 %, + 17 pp), tandis que la plus forte baisse est enregistrée en Croatie (46 %, - 6 pp).

Le nombre de personnes interrogées qui considèrent que la corruption est répandue parmi les responsables politiques au niveau national, régional ou local a augmenté dans 21 États membres et a diminué dans cinq d'entre eux. La plus forte augmentation est enregistrée à Chypre (54 %, + 13 pp), tandis que la plus forte baisse est à nouveau enregistrée en Croatie (45 %, - 8 pp).

Dans 16 États membres, les répondants sont désormais plus susceptibles de penser que la corruption parmi les fonctionnaires adjudicataires d'appels d'offres publics est répandue qu'en 2025, notamment en Grèce (75 %, + 8 pp). En revanche, une diminution est observée dans dix États membres, notamment en Croatie (43 %, - 8 pp).

En ce qui concerne les fonctionnaires délivrant des permis de construire, la perception d'une corruption généralisée a augmenté dans 14 États membres, tandis qu'une baisse est observée dans dix d'entre eux. La plus forte augmentation est enregistrée en Espagne (45 %, + 11 pp), tandis que la plus forte baisse est observée au Portugal (37 %, - 14 pp).

Pour les entreprises privées, la proportion de personnes interrogées qui estiment que la corruption est répandue a augmenté dans 12 États membres, tandis qu'elle a diminué dans 11. La plus forte augmentation est observée en Grèce (42 %, + 8 pp) et en Slovénie (38 %, + 8 pp), tandis que la plus forte baisse est enregistrée en Hongrie (22 %, - 11 pp).

Par rapport à 2025, les inspecteurs (santé et sécurité, construction, main-d'œuvre, qualité des denrées alimentaires, contrôle sanitaire et octroi de licences) sont plus susceptibles d'être mentionnés dans 13 États membres, en particulier en Slovénie (46 %, + 11 pp). Cette proportion a diminué dans neuf États membres, la plus forte baisse ayant été observée en Hongrie (26 %, - 7 pp).

En ce qui concerne les fonctionnaires délivrant des permis d'exploitation, la perception d'une corruption généralisée a augmenté dans 18 États membres et a diminué dans huit d'entre eux. La plus forte augmentation est enregistrée en Grèce (72%, +11 pp), tandis que la plus forte baisse est observée en Hongrie (26%, -8 pp).

Dans 16 États membres, les personnes interrogées sont désormais plus susceptibles de percevoir la corruption comme répandue dans le système de santé qu'elles ne l'étaient en 2025, notamment en Slovénie (46 %, + 6 pp). Dans dix États membres, moins de répondants sont

désormais de cet avis, la Hongrie enregistrant la plus forte baisse (29 %, - 11 pp).

La proportion de personnes interrogées qui déclarent que la corruption est répandue au sein de la police et des douanes a augmenté dans 14 États membres, en particulier en Slovénie (36 %, + 9 pp). Cette part a diminué dans 11 États membres, les augmentations les plus importantes ayant été observées en Croatie (33 %, -10 pp).

Pour les banques et les institutions financières, les perceptions de corruption généralisée ont augmenté dans 15 États membres et diminué dans huit. La plus forte augmentation est observée en Grèce (44 %, + 12 pp), tandis que la plus forte baisse est enregistrée en Croatie (16 %, - 6 pp).

Les perceptions de corruption généralisée dans les tribunaux ont augmenté dans 15 pays, notamment en Lituanie (40 %, + 9 pp), tandis qu'une baisse est enregistrée dans neuf États membres. La baisse la plus importante a été enregistrée en Croatie, au Portugal et en Autriche, avec une baisse de quatre points de pourcentage et, respectivement, de 36 %, 29 % et 9 %.

Pour les autorités fiscales, la proportion de personnes interrogées qui estiment que la corruption est répandue a augmenté dans 17 pays, notamment en Slovénie (34%, +11 pp). En revanche, il a diminué dans neuf pays, la plus forte baisse étant de huit points de pourcentage, à 16 % en Hongrie.

En ce qui concerne le ministère public, des augmentations ont été observées dans 15 pays, notamment en Slovénie (33 %, + 9 pp), et elles ont diminué dans dix pays, notamment en Croatie (25 %, - 5 pp).

La proportion mentionnant les autorités de sécurité sociale et de protection sociale a augmenté dans 18 États membres, tandis qu'elle a diminué dans six. La plus forte augmentation a été enregistrée en Grèce (55 %, + 7 pp), la plus forte baisse en Hongrie (9 %, - 6 pp).

Enfin, pour le secteur de l'éducation, les perceptions de corruption généralisée ont augmenté dans 16 pays et diminué dans huit. La plus forte augmentation est observée en Slovénie (23 %, + 8 pp), tandis que la plus forte baisse est enregistrée en Croatie (14 %, - 8 pp).

Eurobaromètre spécial 573
Attitudes des citoyens à l'égard de la corruption dans l'UE en 2026

QC4 : Dans (NOTRE PAYS), pensez-vous que le don et la prise de pots-de-vin et l'abus de pouvoir à des fins personnelles sont répandus parmi l'un des suivants? (MULTIPLES RÉPONSES POSSIBLES) (%)

		EU27	BE	BG	CZ	DK	DE	EE	IE	EL	ES	FR	HR	IT	CY	LV	LT	LU	HU	MT	NL	AT	PL	PT	RO	SI	SK	FI	SE
Partis politiques	février/mars 2025	53	47	45	48	35	47	39	48	78	75	64	46	52	69	44	66	49	53	65	43	51	29	67	41	62	48	39	37
	Δjan/février 2025	▲2	▲4	▲7	▲3	▲4	▲3	▲2	▲7	▲9	▼4	▼1	▼6	▲1	▲2	▼2	▲17	▼4	▼2	▲5	=	▲3	▲1	▲3	▲4	▲5	▲6	▲9	▲8
Politiciens au niveau national, régional ou local	février/mars 2025	49	45	44	45	34	45	38	40	80	67	56	45	50	54	35	58	46	50	61	41	51	27	60	38	64	50	48	53
	Δjan/février 2025	▲3	▲4	▲6	=	▲5	▲9	▲1	▲4	▲10	▲1	▲4	▼8	▲2	▲13	▼2	▲12	▲5	▼3	▲5	▼4	▲3	▲2	▼3	▲1	▲5	▲5	▲9	▲10
Fonctionnaires adjudicataires des marchés publics	février/mars 2025	39	37	50	47	15	32	28	35	75	39	39	43	51	55	46	46	27	45	59	38	34	25	42	29	53	31	32	42
	Δjan/février 2025	▲1	▲6	▲7	▼2	▼1	▲4	=	▲3	▲8	▲6	▼2	▼8	▼6	▲11	▼1	▲5	▼7	▼1	▲9	▼5	▲3	▲3	▼4	▲2	▲2	▲3	▲7	▲2
Fonctionnaires délivrant des permis de construire	février/mars 2025	36	34	44	31	23	33	26	38	72	45	32	40	50	58	43	48	35	30	67	45	31	14	37	29	48	26	21	32
	Δjan/février 2025	=	▲2	▲10	=	▼2	▲5	▼2	▲5	▲8	▲11	=	▼7	▼5	▲10	▼2	▲7	▲1	▼7	▲9	▼5	▼1	▼3	▼14	▲1	▲7	▲2	▲2	=
Entreprises privées	février/mars 2025	31	32	17	23	40	35	17	30	42	31	36	20	31	38	20	27	44	22	37	41	28	12	44	16	38	26	33	56
	Δjan/février 2025	=	▲7	▲3	=	▼1	▼2	▼2	▲5	▲8	=	▼1	▼2	▲3	▲6	▼3	▲4	▲1	▼11	▲2	▼3	▼1	▼1	=	▲8	=	▲7	▲5	
Fonctionnaires délivrant des permis d'exploitation	février/mars 2025	28	22	40	18	6	25	20	32	72	36	20	39	41	55	30	33	16	26	52	33	24	14	29	26	39	16	15	26
	Δjan/février 2025	▲1	▲3	▲5	▲2	▼2	▲1	▲1	▲4	▲11	▲6	=	▼4	▼3	▲10	▼2	▲6	▼1	▼8	▲5	▼1	▲1	▲3	▼6	▲2	▲8	▲2	▲5	▲1
Inspecteurs (santé et sécurité, travail, qualité des aliments, contrôle sanitaire et octroi de licences)	février/mars 2025	28	27	37	21	25	19	20	70	27	25	37	39	46	34	45	19	26	45	30	20	12	40	27	46	34	12	24	
	Δjan/février 2025	=	▲2	▲1	=	=	▼1	▲3	▲5	▲6	▲2	▼6	=	▲8	▲1	▲3	▲1	▼7	▲4	▼1	▼5	▼4	▼5	▼1	▲11	▼1	▲2	=	
Le système de santé	février/mars 2025	26	15	44	36	6	16	15	15	91	18	15	36	37	58	39	67	13	29	34	15	25	34	37	40	46	50	5	9
	Δjan/février 2025	▲1	▲5	▲2	=	▲1	▲2	▼2	▼1	▲2	▲4	▼1	▼10	▲1	▲2	▲2	▲5	▲2	▼11	▲4	▼4	▲1	▼2	▼6	▼4	▲6	▼5	▲1	▲1
Police, douanes	février/mars 2025	24	32	52	15	8	11	11	23	58	30	26	33	25	53	33	35	15	21	39	27	12	19	37	33	36	40	5	10
	Δjan/février 2025	▲2	▲6	▲2	▼4	▲1	▲3	=	▲3	▲3	▲6	=	▼10	▲2	▲2	▼3	▲6	▼3	▼2	▼2	▼2	▼4	▲2	▼7	▼2	▲9	▼2	▲1	▲3
Banques et institutions financières	février/mars 2025	22	23	13	6	16	18	11	26	44	32	24	16	28	38	10	16	29	15	27	27	22	6	43	21	34	15	5	22
	Δjan/février 2025	▲2	▲6	▲4	▼1	▼3	=	▲1	▲12	▲5	▲3	▼6	▲3	▲1	▼3	▲4	▲4	▼4	▲1	▲3	▼1	▼1	▼1	▼4	▲6	▲9	=	▲2	=
Autorités fiscales	février/mars 2025	18	19	34	11	5	9	8	15	60	24	16	27	23	36	19	20	12	16	35	16	10	8	38	26	34	23	2	5
	Δjan/février 2025	▲1	▲1	▲6	▲1	▼1	▲1	▲1	▲4	▲1	▲5	▲2	▼5	=	▲1	▼3	▲4	▲1	▼8	▲2	▼2	▼2	▼1	▼4	▲4	▲11	▼3	▲1	▲2
Les tribunaux	février/mars 2025	18	18	45	22	3	7	12	15	47	25	13	36	23	41	19	40	12	16	38	11	9	12	29	32	41	43	3	8
	Δjan/février 2025	▲1	▲4	▲4	▼2	=	=	▲2	=	▲6	▲1	▼2	▼4	▲1	▼1	▼3	▲9	▲4	▼3	▲3	▼1	▼4	▲1	▼4	▲3	▲8	▲2	▲2	▲2
Autorités de sécurité sociale et de protection sociale	février/mars 2025	15	12	19	8	10	10	12	11	55	17	10	24	23	27	13	24	10	9	43	12	13	6	35	18	26	19	3	14
	Δjan/février 2025	▲2	▲5	▲1	=	▲2	▲2	▲1	=	▲7	▲4	▲2	▼3	=	▲2	▼2	▲5	▲1	▼6	▲5	▼4	▼4	▲1	▼3	▲3	▲7	▲2	▲1	▲5
Ministère public	février/mars 2025	15	10	41	16	3	6	8	14	36	23	22	25	13	30	14	31	9	13	34	15	8	7	25	21	33	26	2	7
	Δjan/février 2025	=	▼1	▲5	▲1	=	▲1	▲2	▲3	▲6	▲2	▲2	▼5	▼1	▲6	▼4	▲4	▲2	▼4	▲3	▼1	▼4	▼4	▼4	▲5	▲9	▼3	=	▲2
Aucun (SPONTANÉ)	février/mars 2025	13	8	18	12	3	7	9	11	35	12	9	14	21	26	14	21	8	9	31	8	15	9	24	21	23	26	4	14
	Δjan/février 2025	▲1	▲4	▲3	▲2	▼1	=	=	▲1	▲5	▲1	▲3	▼8	▼3	▲4	▼3	▲5	▲1	▼3	▲7	▼1	▲1	▲2	▼4	▼1	▲8	=	▲2	▲3
Je ne sais pas	février/mars 2025	4	7	1	4	23	6	7	6	0	2	2	2	3	0	2	5	3	3	4	11	6	1	6	2	17	12		
	Δjan/février 2025	=	▼2	▼1	▲1	▲1	=	▲1	▼2	=	▲1	=	=	▲1	▼2	▲1	=	▲2	▼1	▲1	▼1	▲1	=	=	▲2	▲1	=	▼4	▼4
Le secteur de l'éducation	février/mars 2025	8	5	8	10	6	9	24	14	1	5	9	8	4	10	12	4	13	7	8	2	11	16	10	10	5	6	10	3
	Δjan/février 2025	▼2	▼4	▼1	▼2	=	▼4	=	▼5	=	▼1	▼3	▲3	▼3	▼4	▼5	▼6	▼1	▼2	▼4	▼1	▼1	▲1	▼1	▲1	▼4	▼6	▼5	▼1

L'analyse sociodémographique de - met en évidence une série de différences concernant les perceptions de l'ampleur de la corruption dans différents domaines de la société:

- Plus les répondants sont restés longtemps dans l'éducation, moins ils sont susceptibles de penser que la corruption est répandue parmi les politiciens (57 % de ceux qui ont terminé leurs études avant 16 ans contre 49 % de ceux qui ont terminé leurs études à l'âge de 20 ans ou plus), dans les partis politiques (60 % de ceux qui ont terminé leurs études avant 16 ans contre 52 % de ceux qui ont terminé leurs études à l'âge de 20 ans ou plus) et parmi les titulaires de permis d'exploitation (42 % de ceux qui ont terminé leurs études avant 16 ans contre 36 % de ceux qui ont terminé leurs études à l'âge de 20 ans ou plus).
- Les chômeurs sont les groupes socioprofessionnels avec la plus forte proportion de personnes qui pensent que la corruption est répandue dans n'importe quelle institution, mais dans les fonctionnaires attribuant des marchés publics et des permis de construire, où le premier groupe socioprofessionnel est celui des travailleurs indépendants.
- Les répondants qui ont fait l'expérience de la corruption sont systématiquement plus susceptibles de penser que la corruption est répandue que ceux qui n'ont pas été témoins ou n'ont pas fait l'expérience de la corruption. La différence entre ces groupes est la plus frappante pour les fonctionnaires délivrant un permis d'exploitation (50 % contre 28 %) ainsi que pour le système de santé (48 % contre 25 %). Dans le même temps, ceux qui ont été témoins de la corruption sont également systématiquement plus susceptibles de penser que la corruption est répandue que ceux qui ne l'ont pas été. La plus grande différence entre les deux groupes peut être trouvée pour le système de santé (40% vs 25%).

Eurobaromètre spécial 573
Attitudes des citoyens à l'égard de la corruption dans l'UE en 2026

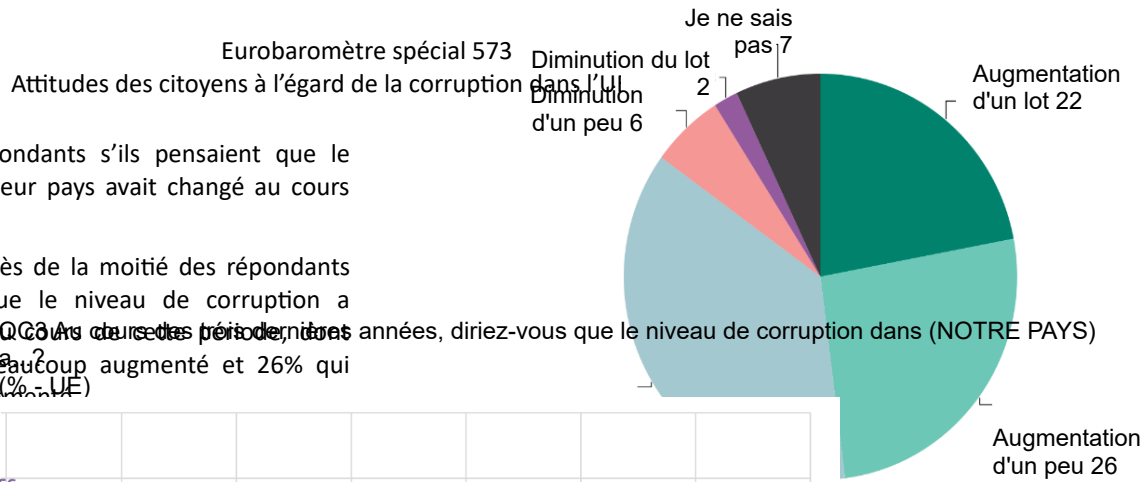
QC4 Dans (NOTRE PAYS), pensez-vous que le don et la prise de pots-de-vin et l'abus de pouvoir à des fins personnelles sont répandus parmi l'un des suivants? (% - UE)

	Partis politiques	Politiciens au niveau national, régional ou local	Fonctionnaires adjudicateurs des marchés publics	Fonctionnaires délivrant des permis de construire	Entreprises privées	Inspecteurs (santé et sécurité, construction, main-d'œuvre, qualité des aliments, contrôle sanitaire et octroi de licences)	Fonctionnaires délivrant des permis d'exploitation	Le système de santé	Police, douanes	Banques et institutions financières
UE-27	53	49	39	36	31	28	28	26	24	22
Genre										
Homme	54	51	41	38	33	29	30	26	24	23
Femme	52	48	36	35	29	27	27	26	23	22
Âge										
15-24	49	42	29	25	29	23	22	20	26	20
25-39	54	49	37	34	34	28	28	26	26	25
40-54	53	50	40	39	33	31	30	28	24	23
>=55	53	51	42	39	29	28	30	26	21	21
Éducation (fin de)										
15 et lt;=	60	57	41	42	28	32	33	28	26	27
16-19	52	49	39	37	29	29	29	28	23	20
>=20	52	49	39	36	35	27	27	23	23	23
Toujours en train d'étudier	49	44	31	27	33	24	22	20	26	23
Catégorie socioprofessionnelle										
Travailleurs indépendants	52	52	44	43	32	32	30	30	24	25
Gestionnaires	52	51	38	36	36	27	27	22	22	23
Autres colliers blancs	51	45	39	37	32	29	30	30	24	22
Travailleurs manuels	53	49	37	35	30	28	28	25	25	22
Personnes à domicile	53	50	41	36	23	30	31	27	25	24
Chômeurs	60	56	40	39	38	33	31	28	30	27
Retraité	53	51	42	39	29	27	29	26	21	21
Étudiants	51	44	30	26	32	25	23	20	26	22
Difficultés à payer les factures										
La plupart du temps	58	56	42	37	34	35	31	34	33	29
De temps en temps	56	50	39	39	31	32	32	32	28	26
Presque jamais/Jamais	51	49	38	35	31	26	27	23	21	20
Corruption expérimentée ou constatée										
Oui, expérimenté	70	61	59	55	45	47	50	48	42	37
Oui, témoin	59	54	51	46	39	41	39	40	36	33
Non	52	49	38	36	31	27	28	25	23	22
Vous connaissez quelqu'un qui reçoit des pots-de-vin										
Oui	64	64	58	51	46	45	42	44	38	35
Non	52	48	37	35	30	26	27	23	22	21

Pour des raisons de lisibilité, seuls les éléments sélectionnés par au moins 20 % des répondants au niveau de l'UE sont indiqués.

5. Niveau de corruption au cours des trois dernières années

Près de la moitié des personnes interrogées estiment que la corruption a augmenté dans leur pays au cours des trois dernières années.

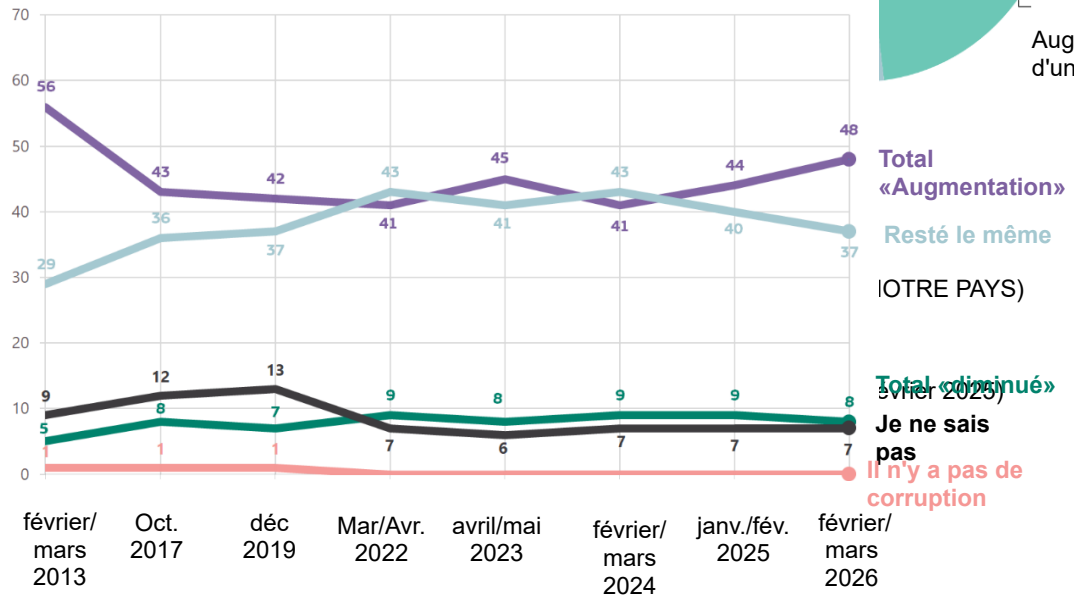


Il a été demandé aux répondants s'ils pensaient que le niveau de corruption dans leur pays avait changé au cours des trois dernières années²⁴.

Dans l'ensemble de l'UE, près de la moitié des répondants (48%, +4 pp) déclarent que le niveau de corruption a augmenté dans leur pays au cours des trois dernières années, diriez-vous que le niveau de corruption dans (NOTRE PAYS) a...? (UE)

Plus d'un tiers des répondants déclarent que le niveau de corruption dans leur pays est resté le même au cours des trois dernières années, diriez-vous que le niveau de corruption dans (NOTRE PAYS) a...? (UE)

En ce qui concerne les tendances, le rapport à 2025. En ce qui concerne les personnes interrogées, le niveau le plus élevé de corruption a été enregistré en 2013.



24 QC3 : Au cours des trois dernières années, diriez-vous que le niveau de corruption dans (NOTRE PAYS) a...?

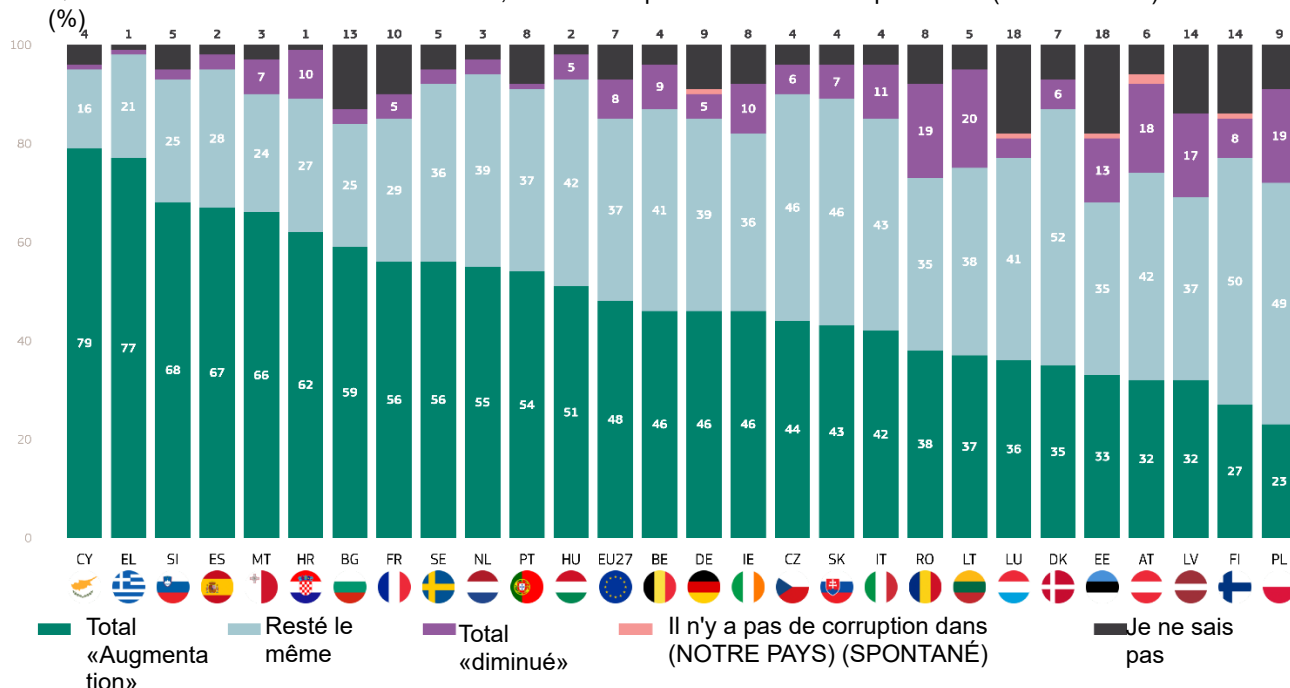
Eurobaromètre spécial 573
Attitudes des citoyens à l'égard de la corruption dans l'UE en 2026

Dans 12 États membres, plus de la moitié des personnes interrogées affirment que le niveau de corruption dans leur pays a augmenté au cours des trois dernières années. Ce point de vue est le plus répandu à Chypre (79 %), en Grèce (77 %) et en Slovaquie (68 %), suivis de l'Espagne (67 %), de Malte (66 %), de la Croatie (62 %), de la Bulgarie (59 %), de la France et de la Suède (56 % dans les deux cas), des Pays-Bas (55 %) et de la Hongrie (51 %).

augmentations les plus importantes sont enregistrées en Grèce (77%, +20 pp) et en Slovaquie (43%, +13 pp).

En revanche, le niveau a diminué dans sept États membres, notamment en Croatie (62 %, -10 pp).

QC3 : Au cours des trois dernières années, diriez-vous que le niveau de corruption dans (NOTRE PAYS) a...?



Dans deux États membres, au moins la moitié des personnes interrogées estiment que le niveau de corruption est resté le même au cours des trois dernières années: Danemark (52 %) et Finlande (50 %).

En Lituanie, un cinquième des personnes interrogées (20 %) affirment que le niveau de corruption a diminué au cours des trois dernières années.

Par rapport à 2025, dans 18 États membres, un plus grand nombre de répondants estiment que le niveau de corruption dans leur pays a beaucoup ou peu augmenté. Les

QC3 : Au cours des trois dernières années, diriez-vous que le niveau de corruption dans (NOTRE PAYS) a...? (en %)

	EU27	BE	BG	CZ	DK	DE	EE	IE	EL	ES	FR	HR	IT	CY	LV	LT	LU	HU	MT	NL	AT	PL	PT	RO	SI	SK	FI	SE
Augmentation importante	22	19	34	20	7	15	12	22	57	45	27	33	17	60	12	11	8	27	41	18	9	7	18	20	39	20	3	16
Δ janvier/février 2025	+4	+5	+5	+5	=	+4	+2	+4	+22	+10	+6	+12	+2	+5	+3	+6	+4	+3	+1	=	+3	+4	+5	+2	+7	+10	=	+3
A augmenté un peu	26	27	25	24	28	31	21	24	20	22	29	29	25	19	20	26	28	24	25	37	23	16	36	18	29	23	24	40
Δ janvier/février 2025	=	=	+2	+2	+3	+1	+5	+1	+2	+3	+4	+2	+1	+1	+2	+7	+1	+5	+5	+1	+1	+1	+2	+2	+2	+3	+3	+3
Resté le même	37	41	25	46	52	39	35	36	21	28	29	27	43	16	37	38	41	42	24	39	42	49	37	35	25	46	50	36
Δ janvier/février 2025	+3	+1	+2	+2	+1	+1	+7	+3	+13	+6	+6	+8	+2	+1	+1	+3	+3	+7	+3	+1	+1	+9	+11	+8	+4	+4	+8	=
Diminué un peu	6	7	3	5	6	5	9	8	1	3	4	7	7	1	15	18	3	4	5	3	15	16	1	14	1	6	7	3
Δ janvier/février 2025	+1	+1	+3	+2	+1	=	+1	+1	+5	+1	+2	+2	+4	+3	+3	+6	=	=	=	+5	=	+1	+4	+4	+5	+2	=	
Diminution importante	2	2	0	1	0	0	4	2	0	0	1	3	4	0	2	2	1	1	2	0	3	3	0	5	1	1	1	0
Δ janvier/février 2025	=	+2	+3	+1	=	+1	=	+2	+1	=	+2	+1	+1	+2	=	+1	=	+1	=	+1	=	+1	+2	+1	+1	+1	=	
Il n'y a pas de corruption dans (NOTRE PAYS) (SPONTANÉ)	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	2	0	0	0	0	0	1	0
Δ janvier/février 2025	=	+1	=	+1	=	+1	=	=	=	=	=	=	=	=	=	=	+1	=	+1	=	=	=	=	=	=	=	+1	
Je ne sais pas	7	4	13	4	7	9	18	8	1	2	10	1	4	4	14	5	18	2	3	3	6	9	8	8	5	4	14	5
Δ janvier/février 2025	=	+2	+1	+1	+3	+2	+1	+1	+2	+1	+2	=	+1	+1	=	+2	+5	+1	+5	+2	+3	+4	+2	+2	+2	+3	+2	=

Eurobaromètre spécial 573
Attitudes des citoyens à l'égard de la corruption dans l'UE en 2026

L'analyse sociodémographique de - illustre ce qui suit:

- Les hommes et les femmes ont des perceptions très similaires: un peu moins de cinq femmes sur dix (49 %) déclarent que le niveau de corruption dans leur pays a augmenté, contre 48 % des hommes.
- Les répondants plus âgés sont légèrement plus susceptibles de dire que la corruption a augmenté au cours des trois dernières années. C'est le cas de 49 % des répondants âgés de 40 ans et plus, contre 47 % des répondants âgés de 15 à 24 ans.
- Plus des trois quarts des personnes interrogées qui déclarent avoir été victimes de corruption (77 %) et six sur dix de celles qui en ont été témoins (61 %) estiment que la corruption a augmenté, contre 47 % de celles qui n'ont jamais été victimes ou témoins de corruption.
- De même, les répondants qui connaissent quelqu'un qui reçoit des pots-de-vin sont plus susceptibles de penser que la corruption a augmenté (67 %) que ceux qui ne le connaissent pas (46 %).

QC3 Au cours des trois dernières années, diriez-vous que le niveau de corruption dans (NOTRE PAYS) a...?

	Total «Augmentation»	Resté le même	Total «diminué»	Je ne sais pas
UE-27	48	37	8	7
Genre				
Homme	48	39	7	6
Femme	49	36	7	8
Âge				
15-24	47	35	8	10
25-39	46	39	8	7
40-54	49	38	8	5
>=55	49	36	8	7
Éducation (fin de)				
<=15	54	32	5	8
16-19	49	36	9	6
>=20	47	40	8	5
Toujours en train d'étudier	42	38	8	12
Catégorie socioprofessionnelle				
Travailleurs indépendants	48	41	7	4
Gestionnaires	44	42	9	5
Autres colliers blancs	46	40	8	6
Travailleurs manuels	49	37	8	6
Personnes à domicile	55	29	9	6
Chômeurs	57	31	6	6
Retraité	49	36	7	8
Étudiants	47	35	8	10
Difficultés à payer les factures				
La plupart du temps	61	27	5	6
De temps en temps	50	36	8	6
Presque jamais/ Jamais	46	39	8	7
Corruption expérimentée ou constatée				
Oui, expérimenté	77	18	3	2
Oui, témoin	61	29	8	2
Non	47	38	8	7
Vous connaissez quelqu'un qui reçoit des pots-de-vin				
Oui	67	24	6	3
Non	46	39	8	7

II. Attitudes à l'égard de la corruption en détail

1. Corruption dans les institutions publiques

La plupart des répondants conviennent que des liens trop étroits entre les entreprises et la politique conduisent à la corruption, tandis que la corruption de haut niveau n'est pas suffisamment poursuivie.

Il a été demandé aux répondants s'ils étaient d'accord ou non avec une série de déclarations sur la corruption dans les institutions publiques de leur pays.²⁵ Les préoccupations des citoyens de l'UE concernant la corruption dans les institutions publiques ont augmenté dans toutes les déclarations depuis 2025:

Dans l'ensemble de l'UE, près de huit répondants sur dix (79 %, + 2 points de pourcentage) conviennent que des liens trop étroits entre les entreprises et la politique conduisent à la corruption, tandis que 14 % (inchangés) sont en désaccord et 7 % disent ne pas savoir (-2 pp).

En ce qui concerne les institutions publiques nationales, environ trois quarts des répondants (76 %, + 3 pp) sont d'accord pour dire qu'il y a corruption. En revanche, 17 % (- 2 pp) sont en désaccord et 7 % répondent «ne sait pas» (-1 pp)

Une tendance similaire est observée pour les institutions publiques locales ou régionales. Près des trois quarts des répondants (74%, +4 pp) sont d'accord pour dire qu'il y a corruption. En revanche, 19 % (-3 pp) sont en désaccord et 7 % (-1 pp) n'expriment pas d'avis.

En outre, sept sur dix affirment que la corruption et l'utilisation de connexions sont souvent le moyen le plus facile d'obtenir certains services publics (70%, +4 pp). Un peu moins de sept Européens sur dix déclarent que les affaires de corruption à haut niveau - ne sont pas suffisamment poursuivies dans leur pays (69 %, + 3 pp). Une proportion similaire convient que le favoritisme et la corruption entravent la concurrence des entreprises (67 %, + 2 pp).

25 QC12a S'il vous plaît dire si vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacun des éléments suivants?

1. Il y a corruption dans les institutions publiques locales ou régionales de (NOTRE PAYS)
2. Il y a de la corruption dans les institutions publiques nationales de (NOTRE PAYS)
3. La corruption fait partie de la culture d'entreprise dans (NOTRE PAYS)
6. Les affaires de corruption de haut niveau ne sont pas suffisamment poursuivies dans (NOTRE PAYS)
8. Des liens trop étroits entre les entreprises et la politique dans (NOTRE PAYS) conduisent à la corruption
9. La corruption et l'utilisation de connexions sont souvent le moyen le plus facile d'obtenir certains services publics dans (NOTRE PAYS)
11. Dans (NOTRE PAYS), la seule façon de réussir dans les affaires est d'avoir des liens politiques
12. Dans (NOTRE PAYS), le favoritisme et la corruption entravent la concurrence des entreprises

Enfin, plus de six répondants sur dix (63 %, +2 pp) sont d'accord pour dire que la corruption fait partie de la culture d'entreprise dans leur pays, tandis que plus de la moitié (54 %, +3 pp) sont d'accord pour dire que la seule façon de réussir dans les affaires est d'avoir des liens politiques.

Les perceptions concernant l'efficacité de la lutte contre la corruption restent faibles, lorsqu'on les interroge sur les déclarations relatives à la lutte contre la corruption²⁶

Près de la moitié des personnes interrogées (47 %, inchangé) ne sont pas d'accord sur le fait que les mesures de lutte contre la corruption sont appliquées de manière impartiale et sans arrière-pensées, tandis que quatre personnes sur dix (40 %, + 1 pp) sont d'accord.

La moitié des personnes interrogées (50 %, - 2 pp) ne sont pas d'accord sur le fait qu'il existe suffisamment de poursuites couronnées de succès pour dissuader les personnes de se livrer à des pratiques de corruption dans leur pays, tandis qu'un peu plus d'un tiers (38 %, + 2 pp) sont d'accord.

Plus de la moitié des répondants (54 %, - 2 pp) sont en désaccord avec l'efficacité des efforts déployés par le gouvernement national pour lutter contre la corruption, tandis qu'un peu plus d'un tiers (35 %, + 3 pp) les considèrent comme efficaces.

Les perceptions sont également négatives en ce qui concerne les partis politiques: Environ un tiers des répondants (35 %, +2 pp) sont d'accord pour dire qu'il existe une transparence et une surveillance suffisantes du financement des partis politiques dans leur pays, tandis qu'une majorité (55 %, -2 pp) n'est pas d'accord.

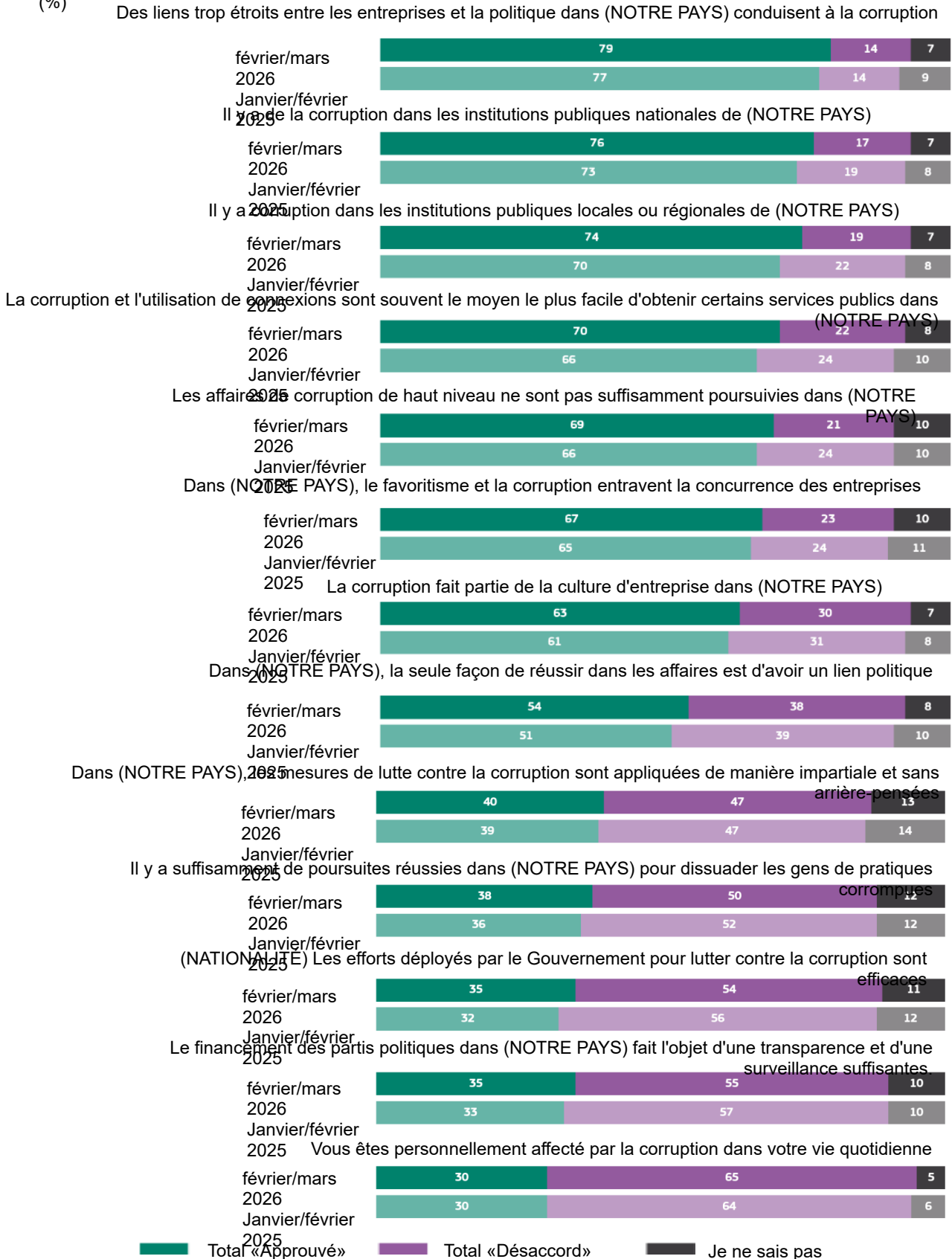
Enfin, trois répondants sur dix (30%, inchangé) pensent que la corruption affecte leur vie quotidienne. En revanche, une nette majorité (65%, +1 pp) n'est pas d'accord avec cette affirmation.

26 QC12a S'il vous plaît dire si vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacun des éléments suivants?

5. Il y a suffisamment de poursuites réussies dans (NOTRE PAYS) pour dissuader les gens de pratiques corrompues
7. (NATIONALITÉ) Les efforts déployés par le Gouvernement pour lutter contre la corruption sont efficaces
10. Le financement des partis politiques dans (NOTRE PAYS) fait l'objet d'une transparence et d'une surveillance suffisantes.
13. Dans (NOTRE PAYS), les mesures de lutte contre la corruption sont appliquées de manière impartiale et sans arrière-pensées

Eurobaromètre spécial 573
Attitudes des citoyens à l'égard de la corruption dans l'UE en 2026

QC12a : S'il vous plaît dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord avec chacun des éléments suivants? (UE-27)
(%)



Eurobaromètre spécial 573
Attitudes des citoyens à l'égard de la corruption dans l'UE en 2026

Dans l'ensemble des États membres, plus des trois quarts des répondants (77 %, + 3 pp) sont d'accord pour dire que les nominations à des postes de haut niveau²⁷ dans la fonction publique de - sont hautement politisées dans leur pays, tandis que 15 % (-2 pp) sont en désaccord et 8 % (-1 pp) disent qu'ils ne savent pas.

En ce qui concerne l'accès aux ressources publiques, près des deux tiers des personnes interrogées (65 %, + 1 pp) conviennent que la corruption ou l'utilisation de connexions sont le moyen courant pour les entreprises de recevoir des marchés publics, dont 18 % sont totalement d'accord (inchangé). En revanche, 27 % sont en désaccord avec cette affirmation (inchangée), tandis que 8 % ne le savent pas (-1 pp).

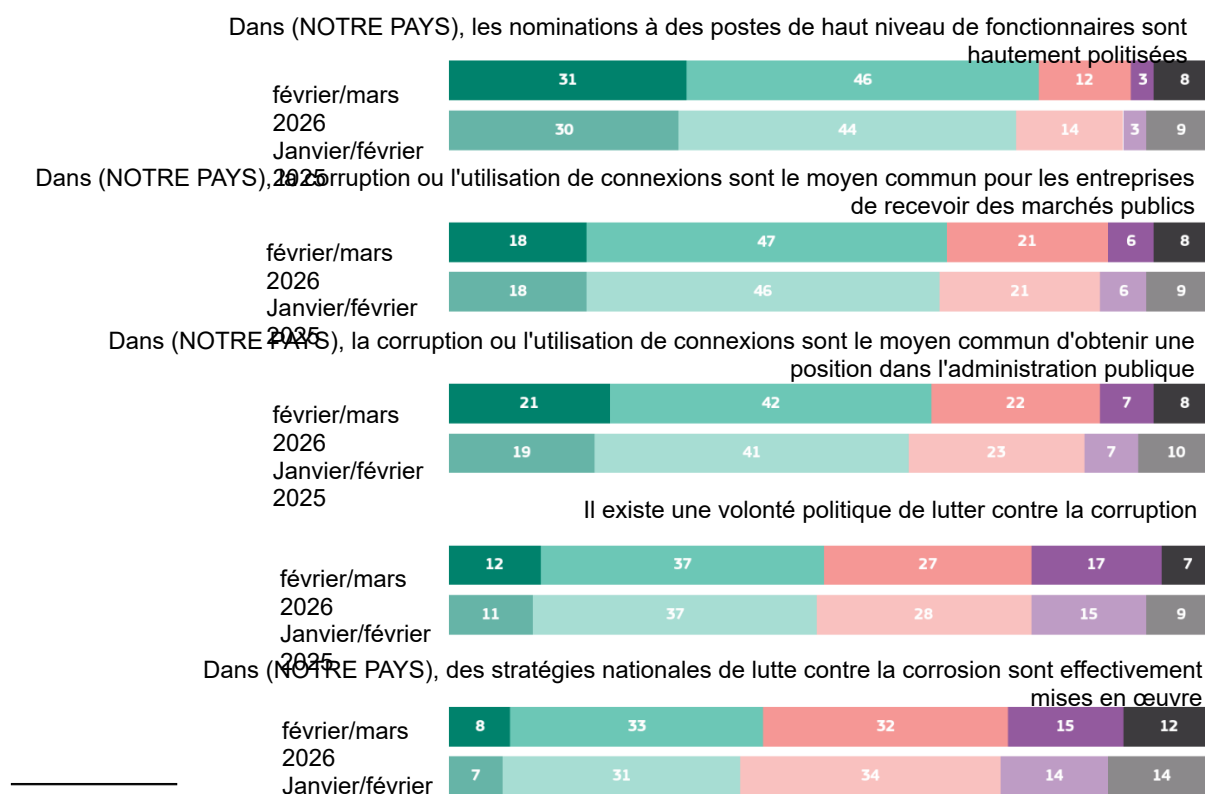
Une proportion similaire, 63 % (+3 pp) des personnes interrogées, sont d'accord pour dire que la corruption ou l'utilisation de connexions sont le moyen courant d'obtenir

une position dans l'administration publique, dont 21 % (+2 pp) qui sont tout à fait d'accord. En revanche, 29 % sont en désaccord (-1 pp), tandis que 8 % répondent «ne sait pas» (-2 pp).

En outre, en ce qui concerne les efforts de lutte contre la corruption, un peu moins de la moitié des répondants (49 %, + 1 pp) conviennent qu'il existe une volonté politique de lutter contre la corruption dans leur pays. En revanche, 44 % sont en désaccord (-1 pp), tandis que 7 % disent ne pas savoir (-2 pp).

Enfin, environ quatre répondants sur dix (41 %, + 3 pp) conviennent que les stratégies nationales de lutte contre la corruption au - sont effectivement mises en œuvre dans leur pays. Cependant, une majorité relative (47 %, -1 pp) n'est pas d'accord avec cette affirmation, tandis que 12 % (-2 pp) ne le savent pas.

QC12b : S'il vous plaît dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord avec chacun des éléments suivants? (UE-27) (%)



27 OC12b S'il vous plaît dire si vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacun des éléments suivants

1. Dans (NOTRE PAYS), la corruption ou l'utilisation de connexions sont le moyen commun pour les entreprises de recevoir des marchés publics
2. Dans (NOTRE PAYS), la corruption ou l'utilisation de connexions sont le moyen commun d'obtenir une position dans l'administration publique
3. Dans (NOTRE PAYS), les nominations à des postes de haut niveau de fonctionnaires sont hautement politisées
4. Dans (NOTRE PAYS), des stratégies nationales de lutte contre la corruption sont effectivement mises en œuvre
5. Il existe une volonté politique de lutter contre la corruption

Eurobaromètre spécial 573
Attitudes des citoyens à l'égard de la corruption dans l'UE en 2026

Corruption dans les institutions publiques locales ou régionales

notamment au Luxembourg (56 %, -8 pp) et en Croatie (87 %, -5 pp).

Dans tous les États membres, à l'exception de la Finlande (38 %), du Danemark (40 %) et des Pays-Bas (46 %), au moins la moitié des personnes interrogées sont d'avis qu'il y a corruption dans les institutions publiques locales ou

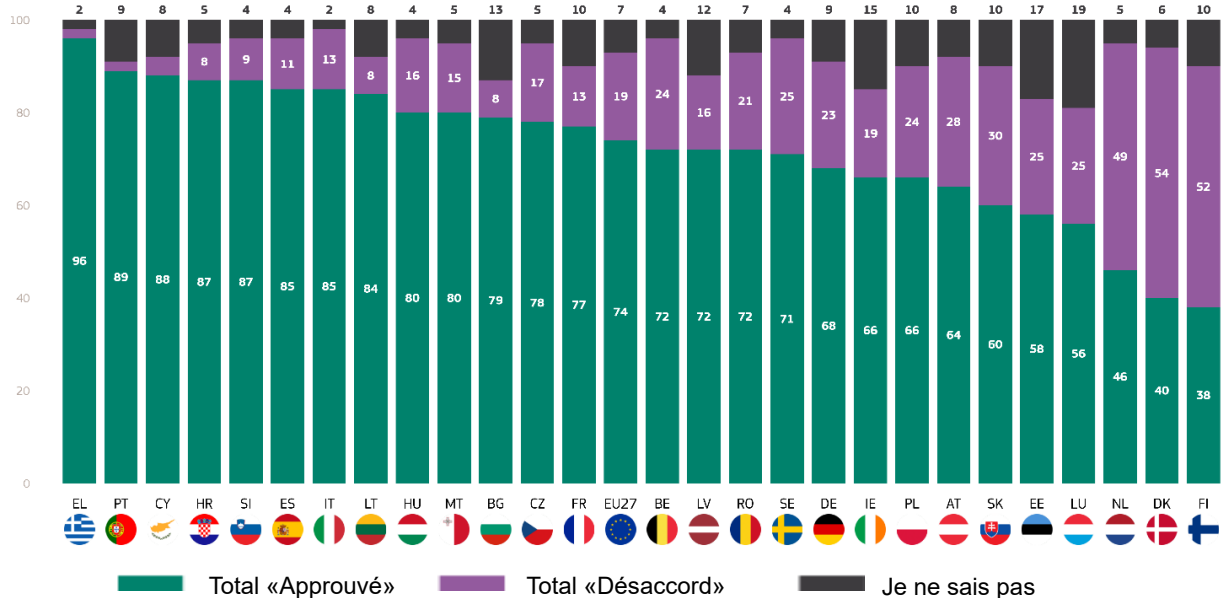
QC12a.1 : S'il vous plaît dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord avec chacun des éléments suivants? — Il y a corruption dans les institutions publiques locales ou régionales de (NOTRE PAYS) (%)

		EU27	DE	SE	SI	BE	LT	CY	FR	SK	IE	IT	BG	EL	LV	NL	RO	AT	EE	MT	CZ	DK	ES	FI	PL	PT	HU	HR	LU	
	février/mars 2026	74	68	71	87	72	84	88	77	60	66	85	79	96	72	46	72	64	58	80	78	40	85	38	66	89	80	87	56	
Total «Approuvé»	Janvier/février 2025	▲4	▲8	▲8	▲7	▲6	▲6	▲5	▲5	▲5	▲4	▲4	▲3	▲2	▲2	▲2	▲2	▲1	▲1	▲1	=	=	=	=	=	=	=	▼4	▼5	▼8
	février/mars 2026	19	23	25	9	24	8	4	13	30	19	13	8	2	16	49	21	28	25	15	17	54	11	52	24	2	16	8	25	
Total «Désaccord»	Janvier/février 2025	▼3	▼7	▼8	▼4	▼4	▼2	▼3	▼4	▼5	▼4	▼2	▼4	▼1	▲1	▼1	▼3	▲2	▼1	▲3	▲3	▼1	▲1	=	▼1	=	▲4	▲2	▲5	
	février/mars 2026	7	9	4	4	4	8	8	10	10	15	2	13	2	12	5	7	8	17	5	5	6	4	10	10	9	4	5	19	
Je ne sais pas	Janvier/février 2025	▼1	▼1	=	▼3	▼2	▼4	▼2	▼1	=	=	▼2	▲1	▼1	▼3	▼1	▲1	▼3	=	▼4	▼3	▲1	▼1	=	▲1	=	=	▲3	▲3	
	février/mars 2026																													
	Janvier/février 2025																													

régionales de leur pays. Cette proportion est la plus élevée en Grèce (96 %), au Portugal (89 %) et à Chypre (88 %).

Le pourcentage de répondants qui s'accordent à dire qu'il y a corruption dans les institutions publiques locales ou régionales de leur pays a augmenté dans 18 pays, notamment en Allemagne (68 %, + 8 pp) et en Suède (71 %, + 8 pp). En revanche, cette part a diminué dans trois pays,

QC12a.1 : S'il vous plaît dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord avec chacun des éléments suivants? - Il y a corruption dans les institutions publiques locales ou régionales de (NOTRE PAYS) (%)



Eurobaromètre spécial 573
Attitudes des citoyens à l'égard de la corruption dans l'UE en 2026

Corruption dans les institutions publiques nationales

cette part a diminué dans cinq pays, notamment au Luxembourg (54 %, -6 pp) et en Croatie (87 %, -3 pp).

Dans tous les États membres, à l'exception de la Finlande (38 %), du Danemark (40 %) et des Pays-Bas (47 %), au moins la

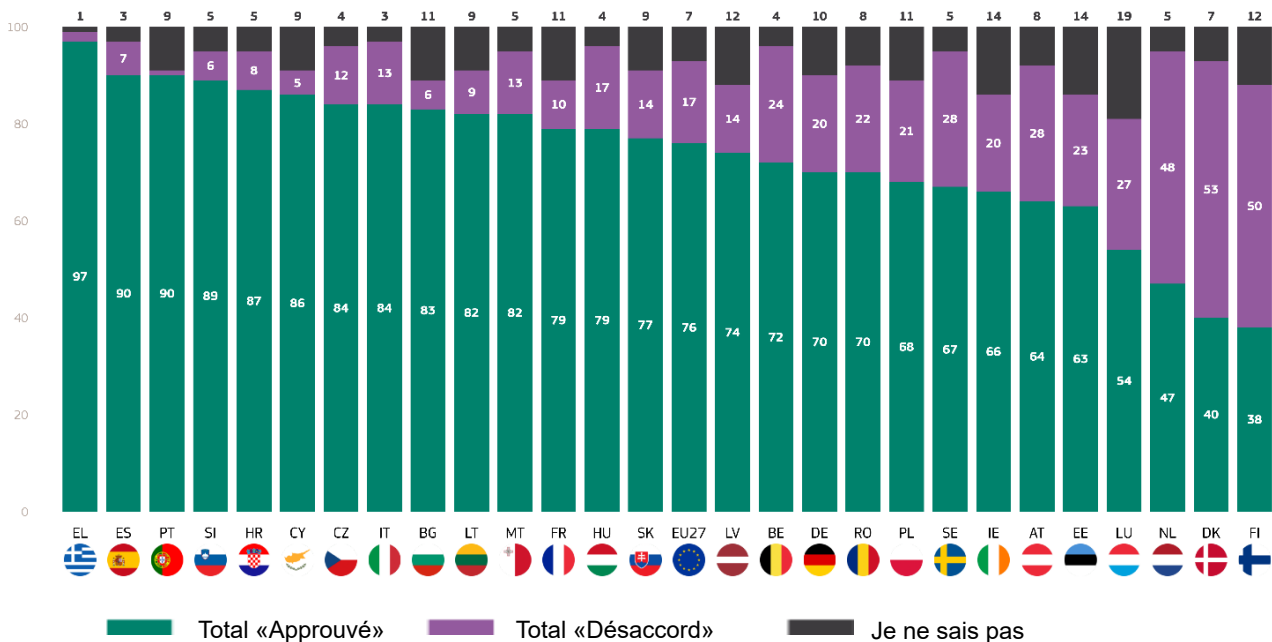
QC12a.2 : S'il vous plaît dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord avec chacun des éléments suivants? — Il y a corruption dans les institutions publiques nationales de (NOTRE PAYS) (%)

		EU27	DE	SK	FR	BG	LT	SE	AT	BE	IE	SI	CZ	ES	EE	EL	CY	FI	DK	IT	MT	PL	PT	RO	LV	NL	HU	HR	LU
Total «Approuvé»	février/mars 2026	76	70	77	79	83	82	67	64	72	66	89	84	90	63	97	86	38	40	84	82	68	90	70	74	47	79	87	54
	Janvier/février 2025	17	20	14	10	6	9	28	28	24	20	6	12	7	23	2	5	50	53	13	13	21	1	22	14	48	17	8	27
Total «Désaccord»	février/mars 2026	7	10	9	11	11	9	5	8	4	14	5	4	3	14	1	9	12	7	3	5	11	9	8	12	5	4	5	19
	Janvier/février 2025	2	6	8	5	5	2	4	-	2	2	2	1	1	1	-	1	1	1	1	1	4	2	1	1	3	2	3	-
Je ne sais pas	février/mars 2026	17	20	14	10	6	9	28	28	24	20	6	12	7	23	2	5	50	53	13	13	21	1	22	14	48	17	8	27
	Janvier/février 2025	76	70	77	79	83	82	67	64	72	66	89	84	90	63	97	86	38	40	84	82	68	90	70	74	47	79	87	54
	février/mars 2026	17	20	14	10	6	9	28	28	24	20	6	12	7	23	2	5	50	53	13	13	21	1	22	14	48	17	8	27
Je ne sais pas	Janvier/février 2025	17	20	14	10	6	9	28	28	24	20	6	12	7	23	2	5	50	53	13	13	21	1	22	14	48	17	8	27
	février/mars 2026	7	10	9	11	11	9	5	8	4	14	5	4	3	14	1	9	12	7	3	5	11	9	8	12	5	4	5	19
Je ne sais pas	Janvier/février 2025	17	20	14	10	6	9	28	28	24	20	6	12	7	23	2	5	50	53	13	13	21	1	22	14	48	17	8	27
	février/mars 2026	7	10	9	11	11	9	5	8	4	14	5	4	3	14	1	9	12	7	3	5	11	9	8	12	5	4	5	19
Je ne sais pas	Janvier/février 2025	17	20	14	10	6	9	28	28	24	20	6	12	7	23	2	5	50	53	13	13	21	1	22	14	48	17	8	27
	février/mars 2026	7	10	9	11	11	9	5	8	4	14	5	4	3	14	1	9	12	7	3	5	11	9	8	12	5	4	5	19
Je ne sais pas	Janvier/février 2025	17	20	14	10	6	9	28	28	24	20	6	12	7	23	2	5	50	53	13	13	21	1	22	14	48	17	8	27
	février/mars 2026	7	10	9	11	11	9	5	8	4	14	5	4	3	14	1	9	12	7	3	5	11	9	8	12	5	4	5	19
Je ne sais pas	Janvier/février 2025	17	20	14	10	6	9	28	28	24	20	6	12	7	23	2	5	50	53	13	13	21	1	22	14	48	17	8	27
	février/mars 2026	7	10	9	11	11	9	5	8	4	14	5	4	3	14	1	9	12	7	3	5	11	9	8	12	5	4	5	19

moitié des répondants estiment qu'il y a corruption dans les institutions publiques nationales de leur pays. Ce pourcentage est le plus élevé en Grèce (97 %), en Espagne et au Portugal (90 % chacun).

La part des répondants qui s'accordent à dire qu'il y a

QC12a2 : S'il vous plaît dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord avec chacun des éléments suivants? - Il y a corruption dans les institutions publiques nationales de (NOTRE PAYS) (%)

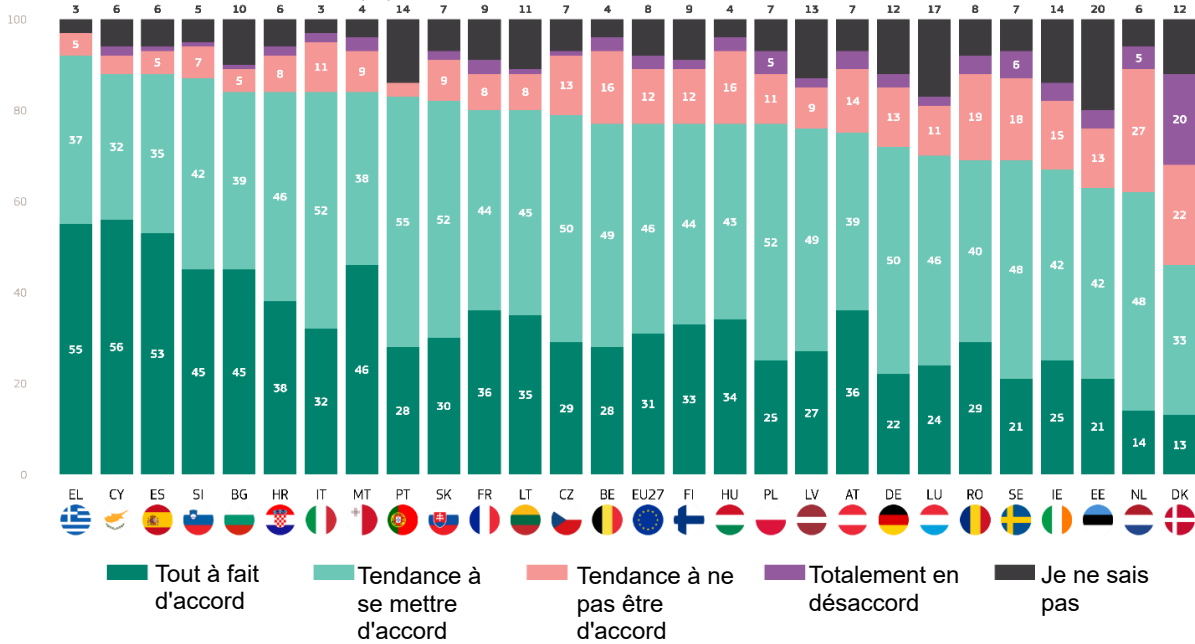


corruption dans les institutions publiques nationales de leur pays a augmenté dans 16 pays, notamment en Allemagne (70 %, + 8 pp) et en Slovaquie (77 %, + 8 pp). En revanche,

Politisisation des nominations à des postes de fonctionnaires de haut niveau

Dans 26 États membres, plus de la moitié des Européens affirment que les nominations à des postes de haut niveau dans leur pays sont hautement politisées. L'accord est le plus répandu en Grèce (92 %), à Chypre (88 %) et en Espagne (88 %), tandis que les répondants sont les moins susceptibles de partager ce point de vue au Danemark (46 %), aux Pays-Bas

QC12b3 : S'il vous plaît dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord avec chacun des éléments suivants? - Dans (NOTRE PAYS). Les nominations à des postes de haut niveau dans la fonction publique sont très politisées (%)



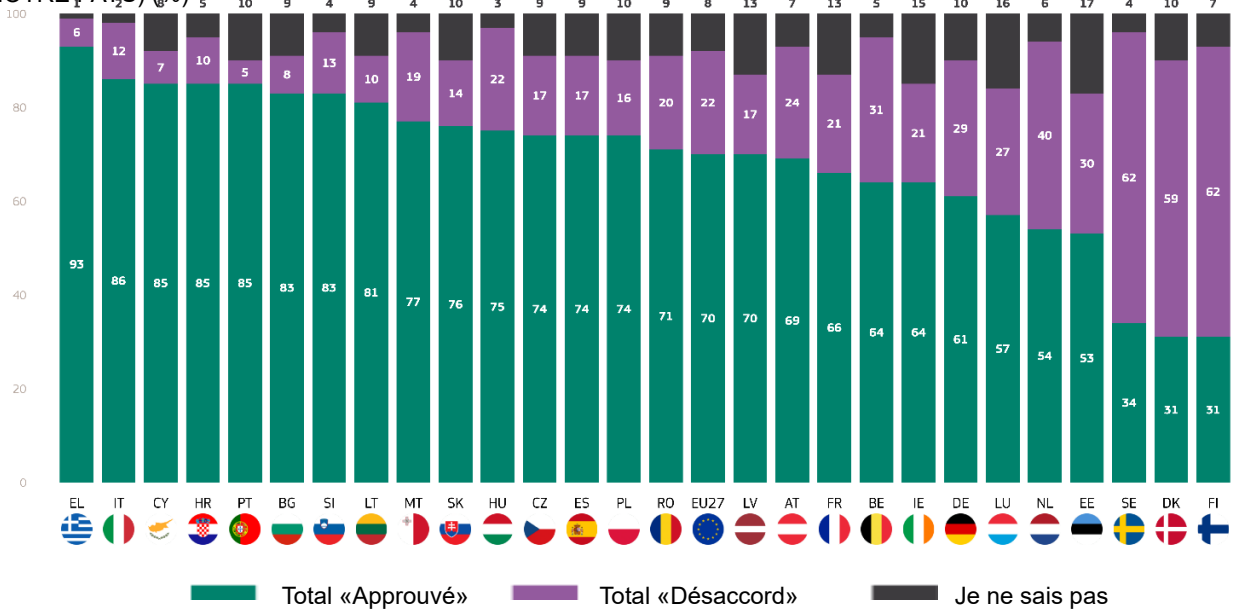
(62 %) et en Estonie (63 %).

Corruption et utilisation des connexions

Dans 24 États membres, au moins la moitié des personnes interrogées ont l'impression que la corruption et l'utilisation de connexions sont souvent le moyen le plus facile d'obtenir certains services publics dans leur pays. Ce pourcentage est le plus élevé en Grèce (93%), en Italie (86%), à Chypre, en Croatie et au Portugal (tous à 85%). Les pays nordiques se distinguent, avec environ un tiers des répondants partageant ce point de vue: Finlande et Danemark (31 % chacun) et Suède (34 %).

L'accord selon lequel la corruption et l'utilisation de liens personnels sont souvent le moyen le plus facile d'obtenir certains services publics a augmenté dans 19 pays,

QC12a9: S'il vous plaît dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord avec chacun des éléments suivants? - La corruption et l'utilisation de connexions sont souvent le moyen le plus simple d'obtenir certains services publics dans (NOTRE PAYS) (%)



notamment aux Pays-Bas (54%, +7 pp), en Belgique (64%, +6 pp), en Irlande (64%, +6 pp) et en Lituanie (81%, + 6 pp). En revanche, une baisse est observée dans cinq pays, en particulier au Luxembourg (57 %, – 5 pp), en Roumanie (71 %, – 4 pp) et en Croatie (85 %, – 4 pp).

QC12a.9: S'il vous plaît dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord avec chacun des éléments suivants? — La corruption et l'utilisation de connexions constituent souvent le moyen le plus simple d'obtenir certains services publics dans (NOTRE PAYS) (%)

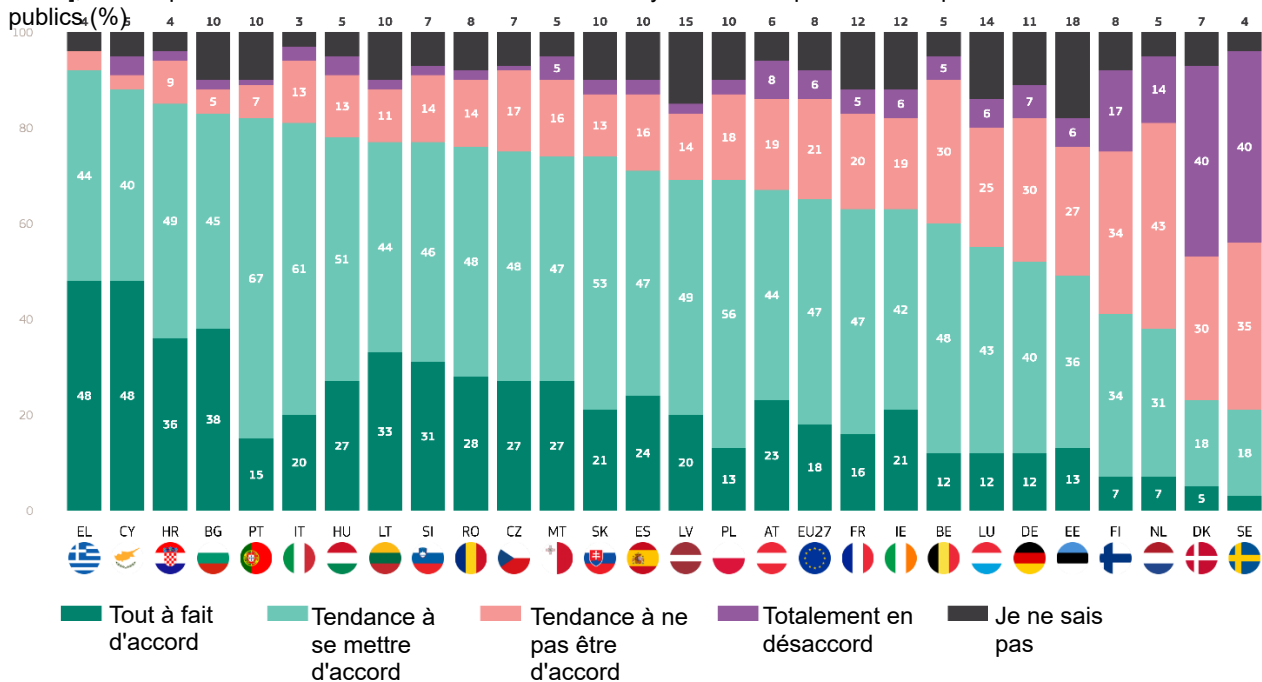
		BE	IE	LT	DE	IT	SI	SK	CZ	ES	FR	PL	BG	LV	AT	FI	PT	EL	SE	CY	DK	MT	EE	HU	HR	RO	LU		
	février/mars 2026	70	54	64	64	81	61	85	83	76	74	74	66	74	83	70	69	31	85	93	34	85	31	77	53	75	85	71	57
Total «Approuvé»	Janvier/février 2025	22	40	31	21	10	29	12	13	14	17	17	21	16	8	17	24	62	5	6	62	7	59	19	30	22	10	20	27
	février/mars 2026	8	6	5	15	9	10	2	4	10	9	9	13	10	9	13	7	7	10	1	4	8	10	4	17	3	5	9	16
Total «Désaccord»	Janvier/février 2025	▼2	▼6	▼5	▼3	▼2	=	▼3	▼2	▼2	▼3	=	▼4	▼5	▼3	▼3	▼1	=	▼1	=	=	=	▲5	▲2	▲5	▲1	=	▲5	
Je ne sais pas	février/mars 2026	▼2	▼1	▼1	▼3	▼4	▼5	▼2	▼3	▼3	▼1	▼4	=	▲1	=	▼6	▼1	▼2	▼1	▼1	▼1	=	▼5	▼1	▼2	▼3	▼4	▼4	
	Janvier/février 2025																												

Eurobaromètre spécial 573
Attitudes des citoyens à l'égard de la corruption dans l'UE en 2026

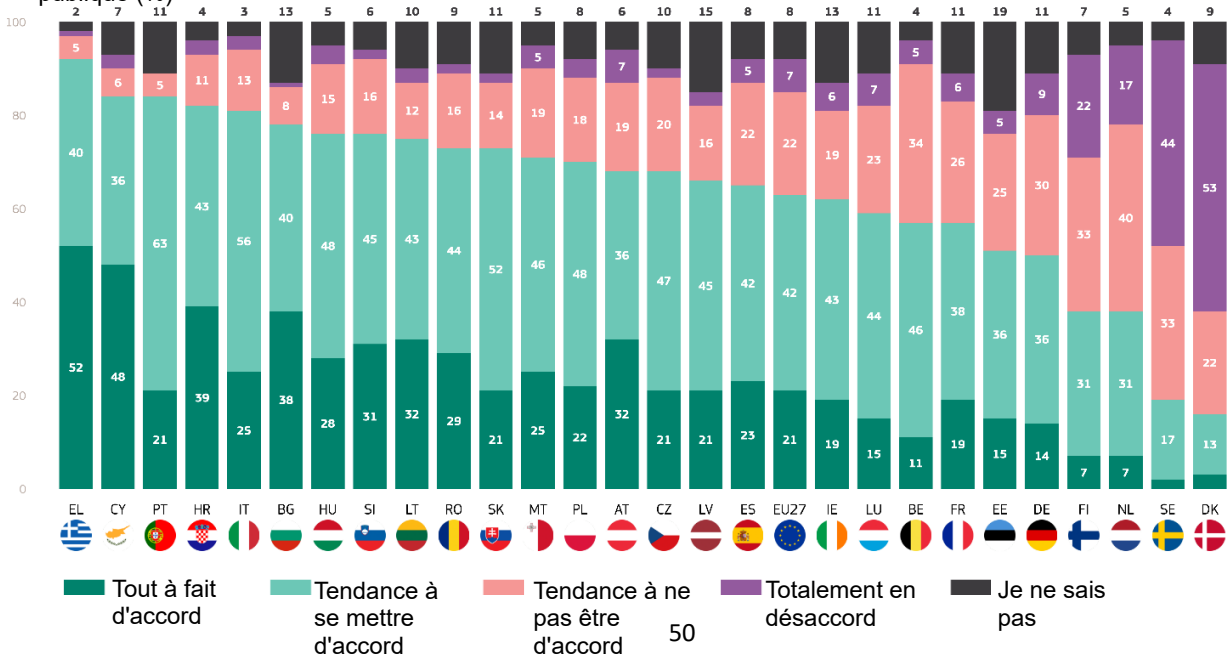
En ce qui concerne l'affirmation selon laquelle la corruption ou l'utilisation de connexions sont la manière courante pour les entreprises de recevoir des marchés publics, les niveaux d'accord varient fortement: alors que plus de la moitié des répondants dans 22 États membres sont d'accord, notamment en Grèce (92 %), à Chypre (88 %) et en Croatie (85 %), les répondants sont les moins susceptibles d'être d'accord en Suède (21 %), au Danemark (23 %) et aux Pays-Bas (38 %).

Un tableau similaire apparaît lorsque l'on examine les niveaux des accords nationaux avec la déclaration «la corruption ou l'utilisation de connexions sont le moyen commun d'obtenir une position dans l'administration publique». L'accord est le plus élevé en Grèce (92 %), à Chypre et au Portugal (84 % chacun). À l'inverse, moins de la moitié des répondants sont d'accord dans quatre États membres: Danemark (16 %), Suède (19 %), Finlande et Pays-Bas (tous deux 38 %).

QC12b.1: S'il vous plaît dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord avec chacun des éléments suivants? Dans [NOTRE PAYS], la corruption ou l'utilisation de connexions sont le moyen commun pour les entreprises de recevoir des marchés publics (%)



QC12b.2: S'il vous plaît dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord avec chacun des éléments suivants? Dans (NOTRE PAYS), la corruption ou l'utilisation de connexions sont le moyen commun d'obtenir une position dans l'administration publique (%)



Eurobaromètre spécial 573
Attitudes des citoyens à l'égard de la corruption dans l'UE en 2026

L'analyse socio-démographique de - révèle les schémas suivants:

- Les hommes (26 %) sont légèrement plus susceptibles que les femmes (23 %) d'être d'accord pour dire que la corruption et l'utilisation de liens sont souvent le moyen le plus facile d'obtenir certains services publics.
- Les répondants plus âgés sont plus susceptibles que les jeunes de croire que la corruption existe dans les institutions publiques locales ou régionales et dans les institutions publiques nationales. Entre 27 % et 32 % des personnes interrogées âgées de 25 à 54 ans sont tout à fait d'accord pour dire que la corruption existe dans ces institutions, contre 23 % et 26 % respectivement chez les personnes âgées de 15 à 24 ans.
- Les répondants qui ont terminé leurs études à l'âge de 20 ans ou plus, ainsi que ceux qui étudient encore, sont moins susceptibles d'admettre totalement qu'il y a corruption dans les institutions publiques locales ou régionales, les institutions publiques nationales, et que la corruption et l'utilisation de connexions sont le moyen le plus facile d'obtenir certains services publics.
- L'expérience de la corruption est fortement associée aux perceptions. Une grande majorité des personnes interrogées qui ont été victimes de corruption (63 %) et près de la moitié de celles qui en ont été témoins (48 %) sont tout à fait d'accord pour dire qu'il y a corruption dans les institutions publiques locales ou régionales, contre 25 % de celles qui n'ont pas été victimes de corruption ou qui n'en ont pas été témoins. Une tendance similaire est observée pour les institutions publiques nationales (65 % contre 28 %) et pour la corruption et l'utilisation de connexions comme moyen d'obtenir des services publics (49 % contre 24 %).

QC12a S'il vous plaît dire si vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacun des éléments suivants? 'Total d'accord' (% - UE)

	Il y a corruption dans les institutions publiques locales ou régionales de (NOTRE PAYS)	Il y a de la corruption dans les institutions publiques nationales de (NOTRE PAYS)	La corruption et l'utilisation de connexions sont souvent le moyen le plus facile d'obtenir certains services publics dans (NOTRE PAYS)
UE-27	26	30	25
Genre			
Homme	27	31	26
Femme	24	29	23
Âge			
15-24	23	26	25
25-39	27	31	23
40-54	27	32	27
>=55	25	29	24
Éducation (fin de)			
<=15	32	37	29
16-19	26	30	26
>=20	24	28	22
Toujours en train d'étudier	21	24	23
Catégorie socioprofessionnelle			
Travailleurs indépendants	27	30	25
Gestionnaires	24	27	21
Autres colliers blancs	25	30	24
Travailleurs manuels	27	32	27
Personnes à domicile	27	30	26
Chômeurs	36	38	30
Retraité	25	28	24
Étudiants	21	25	23
Difficultés à payer les factures			
La plupart du temps	43	44	36
De temps en temps	29	32	29
Presque jamais/ Jamais	23	27	22
Corruption expérimentée ou constatée			
Oui, expérimenté	63	65	49
Oui, témoin	48	51	39
Non	25	28	24
Vous connaissez quelqu'un qui reçoit des pots-de-vin			
Oui	48	50	42
Non	23	27	23

2. Corruption dans les entreprises

Plus de six personnes interrogées sur dix estiment que la corruption fait partie de la culture d'entreprise dans leur pays.

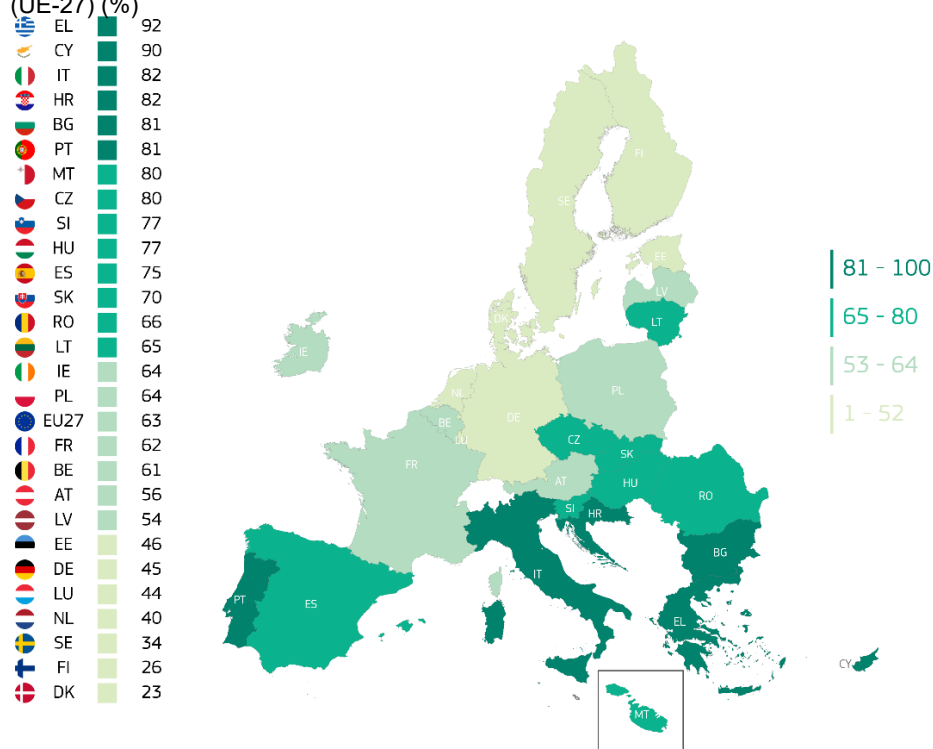
La perception de la corruption dans les entreprises reste répandue parmi les répondants dans l'ensemble de l'Union européenne. Il a été demandé aux répondants s'ils étaient d'accord ou non avec l'affirmation selon laquelle la corruption fait partie de la culture d'entreprise dans leur pays.²⁸

Dans l'ensemble de l'UE, près des deux tiers des répondants (63 %) sont d'accord avec cette affirmation.

Au niveau national, dans 20 États membres, plus de la moitié des personnes interrogées estiment que la corruption fait partie de la culture d'entreprise de leur pays. Les proportions les plus élevées sont enregistrées en Grèce (92 %), à Chypre (90 %), en Italie et en Croatie (82 % dans les deux cas), ainsi qu'en Bulgarie et au Portugal (81 % dans les deux cas).

QC12a.3: S'il vous plaît dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord avec chacun des éléments suivants:

La corruption fait partie de la culture d'entreprise dans (NOTRE PAYS) - Total «accord» (UE-27) (%)



La carte illustre des différences géographiques évidentes. Les personnes interrogées en Europe du Sud et dans certaines

parties de l'Europe de l'Est sont plus susceptibles de convenir que la corruption fait partie de la culture d'entreprise dans leur pays, tandis que les personnes interrogées en Europe du Nord sont généralement moins susceptibles de partager ce point de vue.

28 Q12a.3. S'il vous plaît dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord avec chacun des éléments suivants? La corruption fait partie de la culture d'entreprise dans (NOTRE PAYS)

Eurobaromètre spécial 573
Attitudes des citoyens à l'égard de la corruption dans l'UE en 2026

Par rapport à 2025, l'accord selon lequel la corruption fait partie de la culture d'entreprise a augmenté dans 17 États membres, notamment en Slovaquie (77 %, +9 pp), en Tchéquie (80 %, +8 pp) et en Slovaquie (70 %, +8 pp). Parmi les six États membres où l'accord a diminué, la plus forte baisse est observée au Portugal (81 %, - 4 pp).

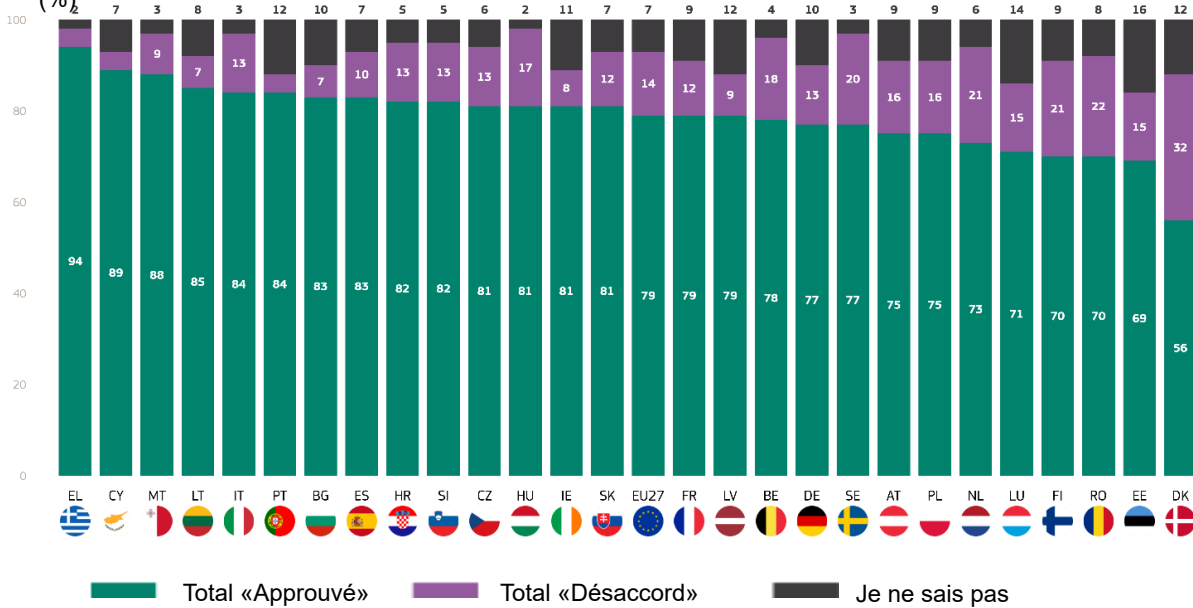
QC12.a3: S'il vous plaît dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord avec chacun des éléments suivants? - La corruption fait partie de la culture d'entreprise dans (NOTRE PAYS) [%]

		EU27	SI	CZ	SK	FR	BE	CY	EL	IE	SE	BG	LT	NL	DE	IT	ES	LV	PL	AT	EE	MT	RO	HR	DK	LU	FI	HU	PT	
Total	février/mars 2026	63	77	80	70	62	61	90	92	64	34	81	65	40	45	82	75	54	64	56	46	80	66	82	23	44	26	77	81	
	«Approuvé»	▲2	▲9	▲8	▲8	▲7	▲6	▲5	▲5	▲5	▲5	▲4	▲4	▲3	▲2	▲2	▲1	▲1	▲1	-	-	-	-	-	▼1	▼2	▼2	▼3	▼3	▼4
Total	Janvier/février 2025	30	18	15	18	27	34	3	7	23	63	9	22	57	46	16	18	32	26	39	40	16	25	13	71	41	64	20	8	
	«Désaccord»	▼1	▼7	▼5	▼7	▼6	▼6	▼4	▼1	▼4	▼5	▼4	▼1	▼2	-	-	-	▲6	▼3	▲4	▲1	▲4	▼2	▼1	-	▲3	▲1	▲5	▲3	
Je ne sais pas	février/mars 2026	7	5	5	12	11	5	7	1	13	3	10	13	3	9	2	7	14	10	5	14	4	9	5	6	15	10	3	11	
	Janvier/février 2025	▼1	▼2	▼3	▼1	▼1	=	▼1	▼4	▼1	=	=	▼3	▼1	▼2	▼2	▼1	▼7	▼2	▼4	▼1	▼4	▲2	▲2	▲2	▼1	▲2	▼2	▲1	
	février/mars 2026																													
	Janvier/février 2025																													

Eurobaromètre spécial 573
Attitudes des citoyens à l'égard de la corruption dans l'UE en 2026

En outre, dans chaque État membre, plus de la moitié des répondants ont l'impression que des liens étroits entre les entreprises et la politique dans leur pays conduisent également à la corruption.²⁹ Plus de neuf personnes sur dix (94 %) sont de cet avis en Grèce, suivies de Chypre (89 %) et de Malte (88 %). Le seul pays où moins de six personnes sur dix sont d'accord est le Danemark (56 %).

QC12 a8: S'il vous plaît dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord avec chacun des éléments suivants? - Des liens trop étroits entre les entreprises et la politique dans (NOTRE PAYS) conduisent à la corruption (%)



Dans 20 États membres, les répondants sont désormais plus susceptibles que dans 2025 de convenir que des liens étroits entre les entreprises et la politique conduisent également à la corruption, la plus forte augmentation ayant été observée en Finlande (70 %, + 7 pp), en Irlande (81 %, + 7 pp) et en Suède (77 %, + 7 pp). L'accord a diminué dans cinq pays, la plus forte baisse ayant été observée en Croatie (82%, -4 pp).

QC12a8: S'il vous plaît dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord avec chacun des éléments suivants? - Des liens trop étroits entre les entreprises et la politique dans (NOTRE PAYS) conduisent à la corruption (%)

	EU27	FI	IE	SE	BE	CY	DE	MT	SI	LT	LV	PL	BG	CZ	EE	IT	SK	EL	LU	DK	FR	ES	HU	AT	NL	PT	RO	HR
Total «Approuvé»	79	70	81	77	78	89	77	88	82	85	79	75	83	81	69	84	81	94	71	56	79	83	81	75	73	84	70	82
février/mars 2026	+2	+7	+7	+7	+5	+5	+5	+5	+5	+4	+4	+4	+3	+3	+3	+3	+3	+2	+2	+1	+1	=	=	+2	+2	+2	+3	+4
Janvier/février 2025	-	+5	+3	+4	+3	+4	+2	=	+2	+1	=	+5	+3	=	+1	+2	+1	+1	+1	+3	+2	+1	+2	=	+1	=	+2	
Total «Désaccord»	7	9	11	3	4	7	10	3	5	8	12	9	10	6	16	3	7	2	14	12	9	7	2	9	6	12	8	5
février/mars 2026	+2	+2	+4	+3	+2	+1	+3	+5	+3	+3	+4	+1	=	+3	+2	+2	+1	+1	+1	+1	+2	+3	+1	+2	+1	+2	+3	+2
Janvier/février 2025																												
Je ne sais pas	12	14	10	16	12	8	11	10	13	12	11	12	10	11	16	13	12	12	15	18	16	14	16	14	12	14	12	13
février/mars 2026	-1	-1	-1	-1	-1	-1	-1	-1	-1	-1	-1	-1	-1	-1	-1	-1	-1	-1	-1	-1	-1	-1	-1	-1	-1	-1	-1	-1
Janvier/février 2025																												

29 QC12a.8. S'il vous plaît dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord avec chacun des éléments suivants? Des liens trop étroits entre les entreprises et la politique dans (NOTRE PAYS) conduisent à la corruption

Eurobaromètre spécial 573
Attitudes des citoyens à l'égard de la corruption dans l'UE en 2026

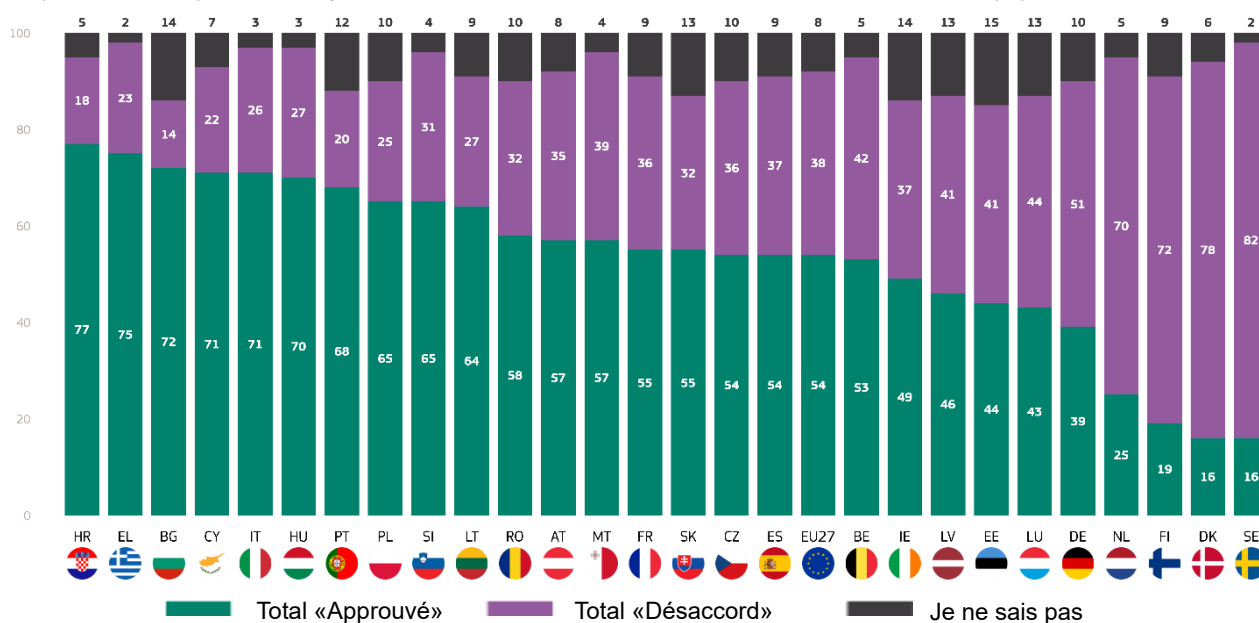
En outre, lorsqu'on leur demande si la seule façon de réussir dans les affaires dans leur pays est d'avoir des liens politiques,³⁰ plus de la moitié des répondants (54 %) conviennent que c'est le cas.

Les augmentations les plus importantes ont été enregistrées en Slovaquie (55 %, + 9 pp) et en Tchéquie (54 %, + 8 pp). Les baisses les plus importantes ont été enregistrées au Luxembourg (43 %, -10 pp) et en Roumanie (58 %, -7 pp).

Dans 18 États membres, plus de la moitié des répondants estiment que la seule façon de réussir dans les affaires dans leur pays est d'avoir des liens politiques. Au moins sept personnes sur dix partagent cet avis en Croatie (77 %), en Grèce (75 %), en Bulgarie (72 %), à Chypre et en Italie (71 % dans les deux cas) et en Hongrie (70 %).

À l'autre extrémité de l'échelle, moins d'un répondant sur cinq est d'accord avec la déclaration dans trois pays: Suède, Danemark (16 % chacun) et Finlande (19 %).

QC12a.11: S'il vous plaît dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord avec chacun des éléments suivants? Dans (NOTRE PAYS), la seule façon de réussir dans les affaires est d'avoir des liens politiques (%)



Depuis 2025, la proportion de répondants estimant que le seul moyen de réussir dans leur pays a augmenté dans 13 États membres, alors qu'elle a diminué dans neuf d'entre eux.

QC12a11 : S'il vous plaît dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord avec chacun des éléments suivants? Dans (NOTRE PAYS), la seule façon de réussir dans les affaires est d'avoir des liens politiques (%)

	EU27	SK	CZ	PL	SI	EL	IT	LT	FR	AT	BG	NL	DK	ES	BE	DE	FI	IE	SE	PT	MT	LV	CY	EE	HR	HU	RO	LU
Total «Approuvé»	54	55	54	65	65	75	71	64	55	57	72	25	16	54	53	39	19	49	16	68	57	46	71	44	77	70	58	43
février/mars 2026	▲3	▲9	▲8	▲7	▲6	▲5	▲5	▲5	▲4	▲2	▲2	▲2	▲1	▲1	=	=	=	=	=	▼1	▼2	▼3	▼4	▼4	▼5	▼5	▼7	▼10
Janvier/février 2025	38	32	36	25	31	23	26	27	36	35	14	70	78	37	42	51	72	37	82	20	39	41	22	41	18	27	32	44
Total «Désaccord»	▼1	▼6	▼4	▼6	▼3	▼3	▼3	▼3	▼1	▼3	▼4	▼1	▼1	▲3	▲1	▲5	▼1	▲1	▲2	▲2	▲6	▲7	▲5	▲2	▲2	▲6	▲4	▲11
février/mars 2026	8	13	10	10	4	2	3	9	9	8	14	5	6	9	5	10	9	14	2	12	4	13	7	15	5	3	10	13
Janvier/février 2025	▼2	▼3	▼4	▼1	▼3	▼2	▼2	▼5	▼3	▲1	▲2	▼1	▼1	▼4	▼1	▼5	▲1	▼1	▼2	▼1	▼4	▼4	▼1	▲2	▲3	▼1	▲3	▼1
Janvier/février 2026	Je ne sais pas																											

30. QC12a.11 : S'il vous plaît dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord avec chacun des éléments suivants? Dans (NOTRE PAYS), la seule façon de réussir dans les affaires est d'avoir des liens politiques

Eurobaromètre spécial 573
Attitudes des citoyens à l'égard de la corruption dans l'UE en 2026

En outre, il a été demandé aux répondants s'ils étaient d'accord ou non avec le fait que, dans leur pays, le favoritisme et la corruption entravent la concurrence des entreprises.³¹

Dans l'ensemble des États membres, près des deux tiers des répondants (67 %, + 2 pp) sont d'accord avec cette affirmation. En revanche, environ un quart des répondants (23 %, -1 pp) sont en désaccord, tandis que 10% (-1 pp) disent qu'ils ne savent pas.

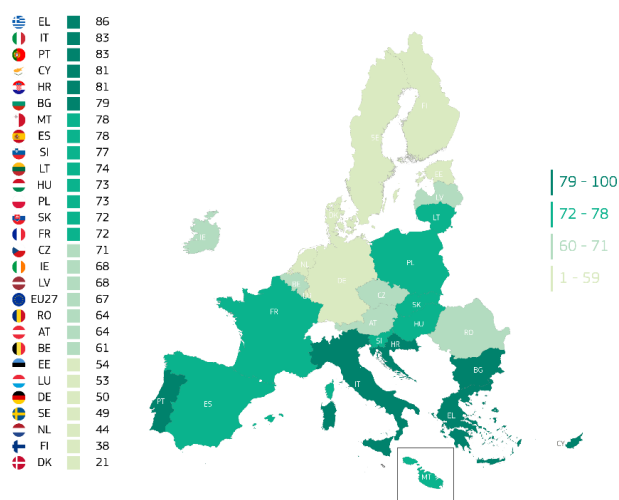
Au niveau national, dans 22 États membres, plus de la moitié des répondants estiment que le favoritisme et la corruption entravent la concurrence des entreprises. Ce point de vue est le plus répandu en Grèce (86 %), en Italie et au Portugal (83 % dans les deux cas), à Chypre et en Croatie (81 % dans les deux cas), où plus de huit répondants sur dix partagent cet avis.

En revanche, les répondants sont les moins susceptibles d'être d'accord avec cette affirmation au Danemark (21 %), en Finlande (38 %) et aux Pays-Bas (44 %).

La carte montre des différences géographiques évidentes, la perception que le favoritisme et la corruption entravent la concurrence des entreprises étant plus répandue dans le sud de l'Europe que dans le nord de l'Europe.

Par rapport à 2025, la proportion de répondants qui estiment que le favoritisme et la corruption entravent la concurrence des entreprises dans leur pays a augmenté dans 19 États membres. Les augmentations les plus importantes sont observées en Lituanie (74 %, + 10 pp) et en Slovaquie (72 %, + 10 pp). En revanche, cette part a diminué dans cinq États membres, notamment au Luxembourg (53 %, -7 pp) et en Roumanie (64 %, -5 pp).

QC12a.12: S'il vous plaît dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord avec chacun des éléments suivants?: Dans (NOTRE PAYS), le favoritisme et la corruption entravent la concurrence des entreprises - Total «accord» (UE-27) (%)



QC12a.12: S'il vous plaît dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord avec chacun des éléments suivants? - Dans (NOTRE PAYS), le favoritisme et la corruption entravent la concurrence des entreprises (%)

	EU27	LT	SK	CY	FR	SI	BE	BG	EL	IT	PL	AT	CZ	SE	FI	IE	NL	PT	DE	MT	DK	ES	LV	EE	HR	HU	RO	LU	
Total «Approuvé»	67	74	72	81	72	77	61	79	86	83	73	64	71	49	38	68	44	83	50	78	21	78	68	54	81	73	64	53	
février/mars 2026	+2	+10	+10	+7	+6	+5	+4	+4	+4	+4	+4	+3	+3	+3	+2	+2	+2	+2	+1	+1	=	=	=	-2	-3	-5	-5	-7	
Janvier/février 2025	-1	-2	-6	-3	-5	-4	-4	-3	-3	-3	-5	-1	=	-1	-3	=	-1	-1	+2	+3	+4	+2	+4	=	=	+5	+2	+7	
Total «Désaccord»	10	13	11	10	12	7	7	13	4	3	9	9	9	5	15	15	7	13	13	4	10	9	16	19	6	5	11	20	
février/mars 2026	-1	-8	-4	-4	-1	-1	=	-1	-1	-1	+1	-2	-3	-2	+1	-2	-1	-1	-3	-4	-4	-2	-4	+2	+3	=	+3	=	
Janvier/février 2025																													
Je ne sais pas																													
février/mars 2026																													
Janvier/février 2025																													

31 QC12a.12. S'il vous plaît dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord avec chacun des éléments suivants? Dans (NOTRE PAYS), le favoritisme et la corruption entravent la concurrence des entreprises

En ce qui concerne les questions de l'enquête sur la corruption dans les entreprises, l'analyse sociodémographique révèle les différences suivantes entre les groupes:

Genre:

- Une large majorité de personnes sont d'accord pour dire que les liens trop étroits entre les entreprises et la politique conduisent à la corruption (80%)
- 69 % des hommes sont d'accord pour dire que le favoritisme et la corruption entravent la concurrence des entreprises, tandis que seulement quelques-uns (65 %) sont d'accord pour dire que la corruption fait partie de la culture d'entreprise de leur pays.

Âge à la fin des études:

- Les répondants qui ont terminé leurs études à l'âge de 15 ans ou moins sont plus susceptibles d'être d'accord pour dire que des liens politiques sont nécessaires pour réussir en affaires (60 %), tandis que ceux qui ont terminé leurs études à l'âge de 20 ans ou plus sont les moins d'accord (47 %).
- Les répondants qui ont terminé leurs études à l'âge de 15 ans ou moins conviennent que le favoritisme et la corruption entravent la concurrence des entreprises (69 %), plus que ceux qui ont terminé leurs études à l'âge de 20 ans ou plus (64 %).
- La corruption fait également partie de la culture d'entreprise ceux qui ont terminé leurs études à l'âge de 15 ans ou moins ont un niveau d'accord plus élevé (71%) avec la déclaration par rapport à ceux qui ont terminé leurs études à l'âge de 20 ans ou plus (57%)

Catégories socioprofessionnelles:

- Les travailleurs manuels affichent des niveaux élevés d'accord dans les quatre déclarations, en particulier en ce qui concerne les liens trop étroits entre les entreprises et la politique conduisant à la corruption (80 %), le favoritisme et la corruption entravant la concurrence des entreprises (73 %) et la corruption fait partie de la culture d'entreprise du pays (68 %).
- Les étudiants sont moins susceptibles d'être d'accord avec ces affirmations (76 % pour les liens entre les entreprises et la politique, 62 % pour la concurrence entravée, 56 % pour la corruption qui fait partie de la culture d'entreprise et 46 % pour les liens politiques).

Satisfaction à l'égard de la démocratie

- Les répondants qui ne sont pas satisfaits du fonctionnement de la démocratie dans leur pays sont

plus susceptibles que ceux qui sont satisfaits d'être d'accord avec les quatre déclarations, notamment que le favoritisme et la corruption entravent la concurrence des entreprises (75 % contre 63 %), que la corruption fait partie de la culture d'entreprise (74 % contre 56 %) et que des liens politiques sont nécessaires pour réussir dans les affaires (61 % contre 48 %).

Comptage vocal

- Les répondants qui estiment que leur voix ne compte pas dans leur pays sont plus susceptibles que ceux qui estiment qu'elle est d'accord avec les quatre déclarations, avec des différences particulièrement importantes concernant la corruption faisant partie de la culture d'entreprise (73 % contre 57 %), l'opinion selon laquelle les liens politiques sont nécessaires à la réussite des entreprises (60 % contre 50 %) et le favoritisme et la corruption entravant la concurrence des entreprises (73 % contre 64 %).

Avoir connu ou été témoin de corruption

- L'accord avec les quatre déclarations est le plus élevé parmi les répondants qui ont connu ou été témoins de corruption, en particulier en ce qui concerne le favoritisme et la corruption entravant la concurrence des entreprises (84% parmi ceux qui ont connu la corruption et 78% parmi les témoins, contre 67% parmi ceux qui n'ont pas d'expérience), et la conviction que des liens politiques sont nécessaires pour réussir dans les affaires (65% et 60% contre 53%)

Connaître quelqu'un qui reçoit des pots-de-vin

- Les répondants qui connaissent quelqu'un qui reçoit des pots-de-vin sont plus susceptibles, que ceux qui ne le font pas, d'être d'accord avec les quatre affirmations, en particulier que les liens étroits entre les entreprises et la politique mènent à la corruption (88 % contre 78 %), que le favoritisme et la corruption entravent la concurrence des entreprises (79 % contre 66 %) et que les liens politiques sont nécessaires à la réussite des entreprises (62 % contre 53 %).

Eurobaromètre spécial 573
Attitudes des citoyens à l'égard de la corruption dans l'UE en 2026

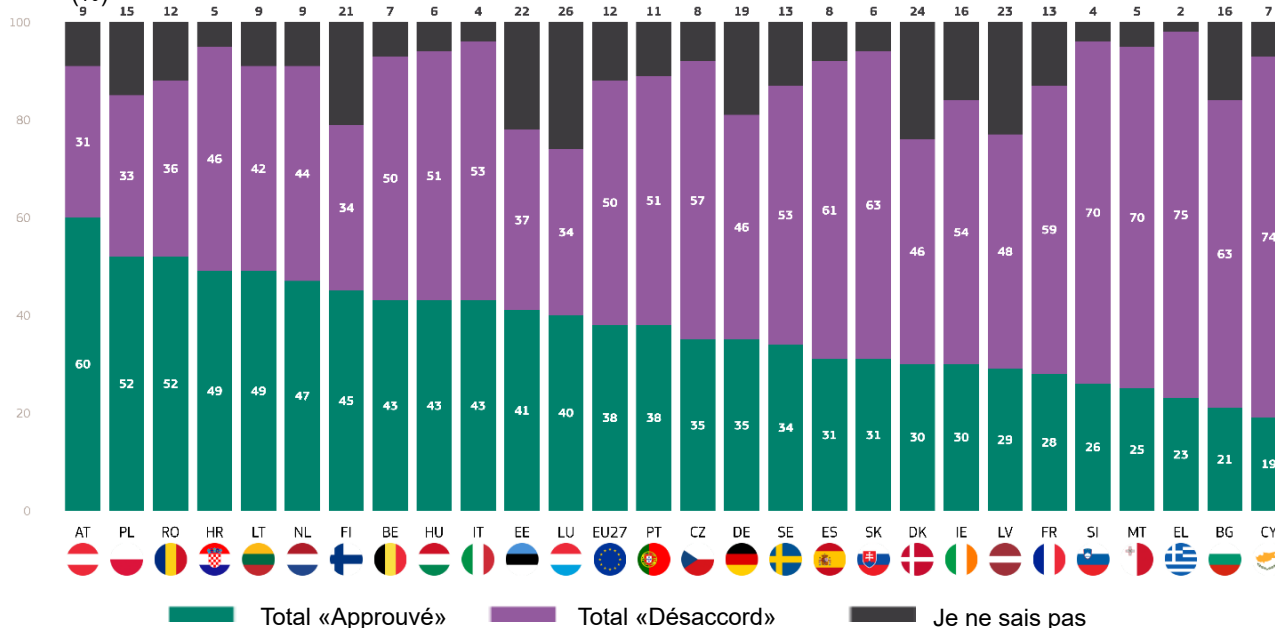
QC12a S'il vous plaît dire si vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacun des éléments suivants? Total «accord» (% — UE)				
	Des liens trop étroits entre les entreprises et la politique dans (NOTRE PAYS) conduisent à la corruption	Dans (NOTRE PAYS), le favoritisme et la corruption entravent la concurrence des entreprises	La corruption fait partie de la culture d'entreprise dans (NOTRE PAYS)	Dans (NOTRE PAYS), la seule façon de réussir dans les affaires est d'avoir des liens politiques
UE-27	79	67	63	54
Genre				
Homme	80	69	65	54
Femme	78	66	62	54
Âge				
15-24	74	63	58	51
25-39	79	67	62	52
40-54	81	71	66	56
>=55	79	66	63	54
Éducation (fin de)				
15 et lt;=	78	69	71	60
16-19	80	71	68	59
>=20	80	64	57	47
Toujours en train d'étudier	24	60	55	45
Catégorie socioprofessionnelle				
Travailleurs indépendants	81	69	64	50
Gestionnaires	27	46	55	47
Autres colliers blancs	81	70	68	57
Travailleurs manuels	80	73	68	58
Personnes à domicile	74	67	65	59
Chômeurs	79	69	68	54
Retraité	78	66	63	53
Étudiants	76	62	56	46
Difficultés à payer les factures				
La plupart du temps	80	71	73	62
De temps en temps	79	72	69	62
Presque jamais/ Jamais	79	65	60	50
Satisfaction à l'égard de la démocratie dans son pays				
Satisfait	78	63	56	48
Non satisfait(e)	82	75	74	61
Ma voix compte dans (NOTRE PAYS)				
Total «Approuvé»	78	64	57	50
Total «Désaccord»	82	73	73	60
Corruption expérimentée ou constatée				
Oui, expérimenté	84	84	82	65
Oui, témoin	85	78	78	60
Non	79	67	62	53
Vous connaissez quelqu'un qui reçoit des pots-de-vin				
Oui	88	79	79	62
Non	78	66	61	53

3. Lutte contre la corruption

Les Européens restent pessimistes quant aux efforts déployés par leur pays pour lutter efficacement contre la corruption.

lesquels plus d'un répondant sur deux est d'accord avec cette affirmation. Les répondants sont les moins susceptibles d'être d'accord à Chypre (19 %), en Bulgarie (21 %) et en Grèce (23 %).

QC12a5: S'il vous plaît dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord avec chacun des éléments suivants? Il y a suffisamment de poursuites réussies dans (NOTRE PAYS) pour dissuader les gens de pratiques corrompues (%)



L'efficacité des mesures de lutte contre la corruption au sein de l'UE reste peu perçue par les répondants de l'Union européenne. On a demandé aux répondants s'ils étaient d'accord ou non pour dire qu'il y avait suffisamment de poursuites réussies dans leur pays pour dissuader les gens de se livrer à des pratiques de corruption.

Dans l'ensemble de l'UE, la moitié des répondants (50 %) sont en désaccord, tandis qu'un peu plus d'un tiers des répondants (38 %) sont d'accord avec cette affirmation.

Dans 24 États membres, moins de la moitié des personnes interrogées estiment qu'il existe suffisamment de poursuites couronnées de succès pour dissuader les pratiques de corruption. L'Autriche (60 %), la Pologne et la Roumanie (52 % dans les deux cas) sont les trois seuls États membres dans

Par rapport à 2025, un plus grand nombre de personnes interrogées s'accordent à dire qu'il existe suffisamment de poursuites couronnées de succès pour dissuader les personnes de se livrer à des pratiques de corruption, avec une augmentation dans 19 États membres et une diminution dans cinq. Les augmentations les plus importantes sont enregistrées en Croatie (49 %, + 9 pp) et en Hongrie (43 % + 9 pp). En revanche, les baisses les plus notables et donc la détérioration sont observées en Grèce (23 %, - 10 pp) et à Malte (25 %, - 7 pp).

QC12a5: S'il vous plaît dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord avec chacun des éléments suivants? Il y a suffisamment de poursuites réussies dans (NOTRE PAYS) pour dissuader les gens de pratiques corrompues (%)

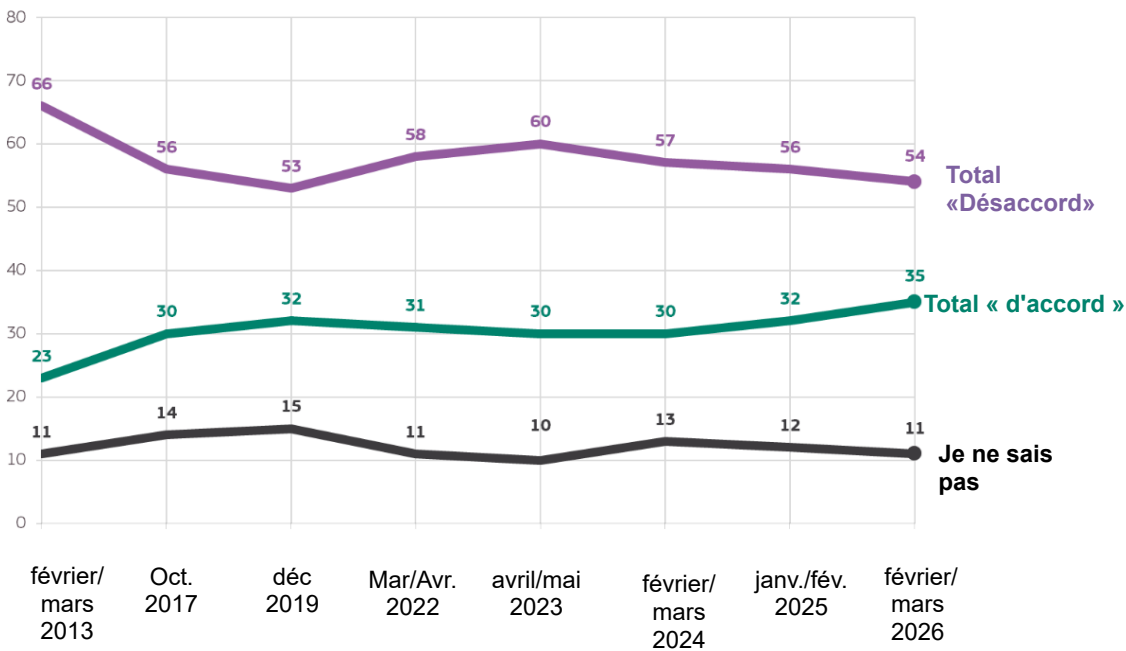
	EU27	HR	HU	LV	PL	PT	AT	LU	SE	SK	CY	FR	LT	BG	EE	CZ	DK	ES	IE	RO	IT	NL	SI	DE	FI	BE	MT	EL	
Total «Approuvé»	février/mars 2026	38	49	43	29	52	38	60	40	34	31	19	28	49	21	41	35	30	31	30	52	43	47	26	35	45	43	25	23
	Janvier/février 2025	50	46	51	48	33	51	31	34	53	63	74	59	42	63	37	57	46	61	54	36	53	44	70	46	34	50	70	75
Total «Désaccord»	février/mars 2026	12	5	6	23	15	11	9	26	13	6	7	13	9	16	22	8	24	8	16	12	4	9	4	19	21	7	5	2
	Janvier/février 2025	38	49	43	29	52	38	60	40	34	31	19	28	49	21	41	35	30	31	30	52	43	47	26	35	45	43	25	23
Je ne sais pas	février/mars 2026	50	46	51	48	33	51	31	34	53	63	74	59	42	63	37	57	46	61	54	36	53	44	70	46	34	50	70	75
	Janvier/février 2025	12	5	6	23	15	11	9	26	13	6	7	13	9	16	22	8	24	8	16	12	4	9	4	19	21	7	5	2

Eurobaromètre spécial 573
Attitudes des citoyens à l'égard de la corruption dans l'UE en 2026

Dans l'ensemble des États membres, plus de la moitié des répondants (54 %, – 2 pp) sont en désaccord avec l'affirmation selon laquelle les efforts déployés par leur gouvernement national pour lutter contre la corruption sont efficaces, tandis que plus d'un tiers (35 %, + 3 pp) sont d'accord avec cette affirmation.

Si l'on examine les tendances au fil du temps, le niveau d'accord selon lequel les gouvernements nationaux luttent efficacement contre la corruption est resté globalement stable depuis 2019, avec une légère augmentation des enquêtes récentes (+ 2 pp entre 2024 et 2025, + 3 pp entre 2025 et 2026). En revanche, le pourcentage de répondants qui ne sont pas d'accord a montré plus de variation: après avoir culminé à 60 % en 2023, il n'a cessé de diminuer depuis, pour atteindre 54 % dans la vague actuelle.

QC 12a.7 Veuillez indiquer si vous êtes d'accord ou non avec chacun des points suivants?
(NATIONALITÉ) Les efforts du gouvernement pour lutter contre la corruption sont efficaces (%)



Eurobaromètre spécial 573
Attitudes des citoyens à l'égard de la corruption dans l'UE en 2026

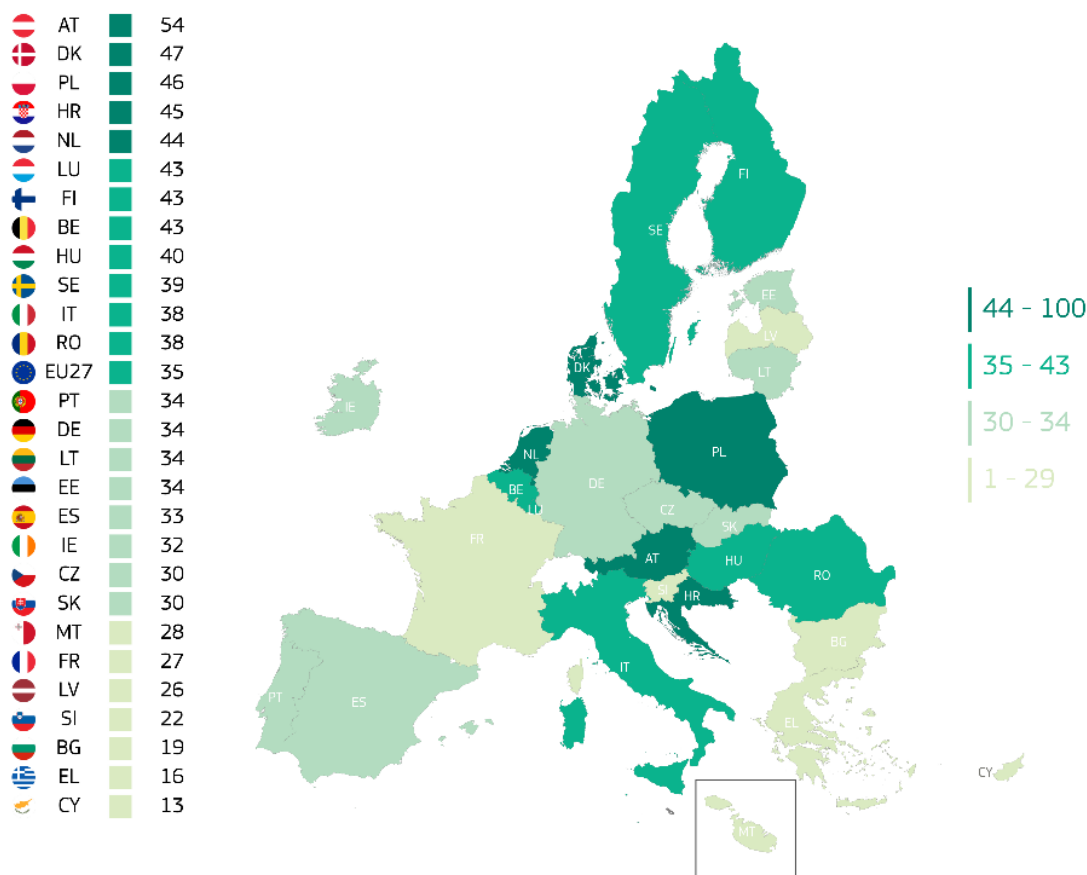
L'Autriche est le seul État membre dans lequel au moins la moitié des répondants estiment que les efforts déployés par leur gouvernement pour lutter contre la corruption sont efficaces (54 %).

Dans les 26 autres États membres, moins de la moitié des répondants sont d'accord avec cette affirmation. Le désaccord est le plus répandu en Grèce (83 %), à Chypre (81 %) et en Slovaquie (74 %).

dans 20 États membres. Les augmentations les plus importantes sont observées en Croatie (45 %, + 11 pp) et en Hongrie (40 %, + 8 pp).

En revanche, l'accord a diminué dans trois États membres, notamment en Grèce (16 %, - 8 pp).

QC12a.7: S'il vous plaît dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord avec chacun des éléments suivants?:
(NATIONALITÉ) Les efforts du gouvernement pour lutter contre la corruption sont efficaces - Total «accord» (UE-27) (%)



Par rapport à 2025, la proportion de répondants qui conviennent que les efforts déployés par leur gouvernement pour lutter contre la corruption sont efficaces a augmenté

QC12a.7: S'il vous plaît dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord avec chacun des éléments suivants? - (NATIONALITÉ) Les efforts du gouvernement pour lutter contre la corruption sont efficaces (%)

	EU27	HR	HU	FR	LU	LV	DK	PL	SE	AT	CZ	ES	LT	PT	BG	DE	EE	NL	SI	SK	MT	BE	CY	FI	IE	IT	RO	EL	
Total «Approuvé»	février/mars 2026	35	45	40	27	43	26	47	46	39	54	30	33	34	34	19	34	34	44	22	30	28	45	13	45	32	38	38	16
	Janvier/février 2025	▲3	▲11	▲8	▲7	▲7	▲5	▲5	▲5	▲4	▲4	▲4	▲4	▲4	▲3	▲3	▲3	▲2	▲2	▲2	▲1	=	=	=	=	▼1	▼1	▼8	
Total «Désaccord»	février/mars 2026	11	5	4	13	26	15	23	13	15	11	8	6	9	8	10	20	20	13	4	7	4	7	6	18	16	3	9	1
	Janvier/février 2025	▼1	▲2	▼2	▼3	▼1	▼2	▲1	▲1	▲1	▼2	▼2	=	▼3	▼2	▲1	▼1	▼1	▼4	▼1	▼3	▼1	=	▼2	▼1	▼1	▲2	▼2	
Je ne sais pas	février/mars 2026																												
	Janvier/février 2025																												

Eurobaromètre spécial 573
Attitudes des citoyens à l'égard de la corruption dans l'UE en 2026

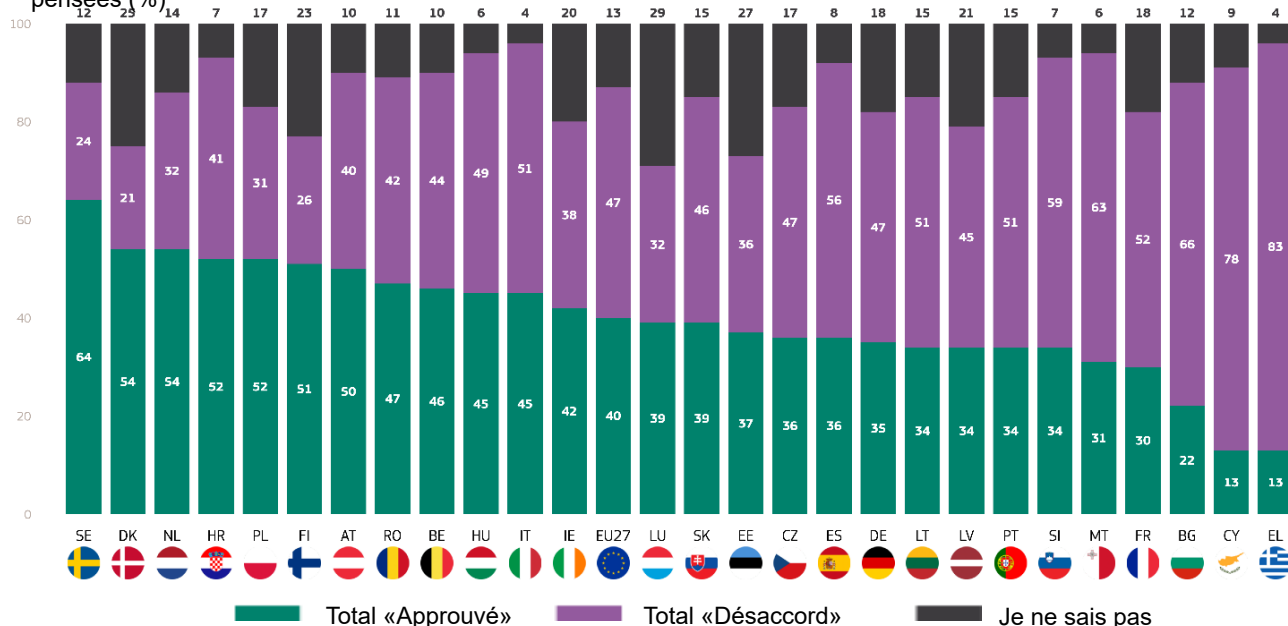
Lorsqu'on leur demande s'ils sont d'accord pour dire que les mesures de lutte contre la corruption sont appliquées de manière impartiale et sans arrière-pensées dans leur pays, quatre répondants sur dix dans l'ensemble des États membres (40 %) sont d'accord avec cette affirmation. En revanche, près de la moitié des répondants (47 %) sont en désaccord, tandis que 13 % disent ne pas savoir.

Au niveau national, au moins la moitié des répondants conviennent que les mesures de lutte contre la corruption sont appliquées de manière impartiale dans sept États membres: Suède (64 %), Danemark et Pays-Bas (54 % chacun), Croatie et Pologne (52 % chacun), Finlande (51 %) et Autriche (50 %).

En revanche, les répondants sont les plus susceptibles d'être en désaccord avec cette affirmation en Grèce (83 %), à Chypre (78 %) et en Bulgarie (66 %).

Par rapport à 2025, la proportion de répondants qui conviennent que les mesures de lutte contre la corruption sont appliquées de manière impartiale et sans arrière-pensées dans leur pays a augmenté dans 18 États membres. Les augmentations les plus importantes sont observées en Suède (64 %, + 11 pp), en Lituanie (34 %, + 9 pp), en Croatie (52 %, + 6 pp) et en Lettonie (34 %, + 6 pp).

QC12a.13: S'il vous plaît dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord avec chacun des éléments suivants? - Dans (NOTRE PAYS), les mesures de lutte contre la corruption sont appliquées de manière impartiale et sans arrière-pensées (%)



Il convient également de noter que dans six États membres, au moins un répondant sur cinq répond «ne sait pas», les proportions les plus élevées étant enregistrées au Luxembourg (29 %), en Estonie (27 %) et au Danemark (25 %).

QC 12a.13: S'il vous plaît dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord avec chacun des éléments suivants? - Dans (NOTRE PAYS), les mesures de lutte contre la corruption sont appliquées de manière impartiale et sans arrière-pensées (%)

	EU27	SE	LT	HR	LV	HU	IE	LU	PL	PT	SI	SK	BG	DK	ES	AT	CZ	DE	FR	CY	NL	FI	IT	RO	EE	MT	BE	EL
Total	40	64	34	52	34	45	42	39	52	34	34	39	22	54	36	50	36	35	30	13	54	51	45	47	37	31	46	13
«Approuvé»	février/mars 2026	▲1	▲11	▲9	▲6	▲6	▲4	▲4	▲4	▲4	▲4	▲4	▲3	▲3	▲3	▲2	▲2	▲1	▲1	-	-	▼1	▼1	▼1	▼2	▼2	▼4	▼8
	Janvier/février 2025	-	▼8	▼4	▼10	▼1	▼4	-	▼5	▼3	▼6	▼1	▲1	▼2	▼6	▼2	▼1	-	▲1	▼2	-	-	▲3	▼2	▲4	▲7	▲3	▲8
Total	février/mars 2026	13	12	15	7	21	6	20	29	17	15	7	15	12	25	8	10	17	18	9	14	23	4	11	27	6	10	4
«Désaccord»	février/mars 2026	▼1	▼3	▼5	▲4	▼5	-	▼4	▲1	▼1	▲2	▼3	▼5	▼1	▲3	▼1	▼1	▼3	▼1	▼2	▲2	-	▲1	▼2	▲3	▼2	▼5	▲1
Je ne sais pas	Janvier/février 2025																											
	février/mars 2026																											
	Janvier/février 2025																											

L'analyse sociodémographique de - met en évidence les variations suivantes entre les différents groupes:

Genre

- Les hommes sont légèrement plus susceptibles que les femmes d'être d'accord pour dire que les affaires de corruption de haut niveau à - ne sont pas suffisamment poursuivies dans leur pays (71 % contre 68 %).
- Les différences entre les sexes sont très limitées en ce qui concerne la perception d'un nombre suffisant de poursuites (38 % d'hommes contre 37 % de femmes) et l'efficacité des efforts déployés par le gouvernement pour lutter contre la corruption (36 % contre 35 %).

Socio -groupes professionnels

- La croyance selon laquelle les affaires de corruption de haut niveau à - ne sont pas suffisamment poursuivies est la plus répandue parmi les chômeurs (75 %), suivis par les ouvriers et les autres employés de - (71 % dans les deux cas). Les étudiants sont les moins susceptibles d'être d'accord avec cette affirmation (66 %).
- L'accord selon lequel il y a suffisamment de poursuites réussies pour dissuader les pratiques de corruption est le plus élevé parmi les autres employés blancs de - (41 %), les cadres et les travailleurs manuels (40 % chacun) et les étudiants (40 %), tandis qu'il est le plus faible parmi les chômeurs (28 %).
- Les perceptions d'une action gouvernementale efficace sont les plus fréquentes chez les autres employés blancs de - (39 %) et les cadres (38 %), et les moins fréquentes chez les indépendants de - (31 %).

Satisfaction à l'égard de la démocratie

- Les répondants satisfaits du fonctionnement de la démocratie dans leur pays sont plus susceptibles que ceux insatisfaits de convenir que les mesures de lutte contre la corruption sont appliquées de manière impartiale (48 % contre 30 %), qu'il y a suffisamment de poursuites réussies (45 % contre 29 %) et que les efforts du gouvernement pour lutter contre la corruption sont efficaces (44 % contre 24 %).
- En revanche, les personnes interrogées qui ne sont pas satisfaites de la démocratie sont plus susceptibles de convenir que les affaires de corruption à haut niveau à - ne sont pas suffisamment poursuivies (76 % contre 65 %).

Perception du comptage vocal

- Les répondants qui estiment que leur voix ne compte pas dans leur pays sont plus susceptibles de convenir que les affaires de corruption à haut niveau de - ne sont pas suffisamment poursuivies (74 % contre 67 %).
- Ceux qui estiment que leur voix compte sont beaucoup plus susceptibles d'être d'accord pour dire que les mesures contre la corruption sont appliquées de manière impartiale (47 % contre 29 %), qu'il y a suffisamment de poursuites couronnées de succès (44 % contre 28 %) et que les efforts du gouvernement pour lutter contre la corruption sont efficaces (42 % contre 24 %).

Expérience de la corruption

- Les personnes interrogées qui ont été victimes de corruption sont beaucoup plus susceptibles de convenir que les affaires de corruption à haut niveau au - ne sont pas suffisamment poursuivies (82 %) que celles qui n'ont pas été victimes ou témoins de corruption (69 %).
- Ces répondants sont moins susceptibles d'être d'accord pour dire que les mesures sont appliquées de manière impartiale (32 % contre 41 %), qu'il y a suffisamment de poursuites réussies (30 % contre 38 %) ou que les efforts du gouvernement pour lutter contre la corruption sont efficaces (24 % contre 36 %).

Connaissance de la corruption

- Les répondants qui connaissent quelqu'un qui reçoit des pots-de-vin sont plus susceptibles que ceux qui ne croient pas que les affaires de corruption de haut niveau à - ne sont pas suffisamment poursuivies (83 % contre 67 %).
- Ils sont également moins susceptibles de considérer les mesures anti--corruption comme impartiales (32 % contre 41 %), de croire qu'il y a suffisamment de poursuites couronnées de succès (28 % contre 39 %) ou de considérer que les efforts du gouvernement sont efficaces (24 % contre 36 %).

Eurobaromètre spécial 573
Attitudes des citoyens à l'égard de la corruption dans l'UE en 2026

QC12a S'il vous plaît dire si vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacun des éléments suivants? 'Total d'accord' (% - UE)	Les affaires de corruption de haut niveau ne sont pas suffisamment poursuivies dans (NOTRE PAYS)	Dans (NOTRE PAYS), les mesures de lutte contre la corruption sont appliquées de manière impartiale et sans arrière-pensées	Il y a suffisamment de poursuites réussies dans (NOTRE PAYS) pour dissuader les gens de pratiques corrompues	(NATIONALITÉ) Les efforts déployés par le Gouvernement pour lutter contre la corruption sont efficaces
UE-27	69	40	38	35
Genre				
Homme	71	40	38	36
Femme	68	40	37	35
Âge				
15-24	67	38	40	34
25-39	69	41	39	37
40-54	71	43	40	36
>=55	69	38	35	34
Éducation (fin de)				
15 et lt;=	71	34	33	32
16-19	70	39	38	35
>=20	68	43	38	36
Toujours en train d'étudier	66	36	40	34
Catégorie socioprofessionnelle				
Travailleurs indépendants	67	36	36	31
Gestionnaires	67	43	40	38
Autres colliers blancs	71	46	41	39
Travailleurs manuels	71	42	40	37
Personnes à domicile	69	37	34	32
Chômeurs	75	35	28	32
Retraité	69	37	36	33
Étudiants	66	38	40	36
Difficultés à payer les factures				
La plupart du temps	75	31	31	28
De temps en temps	71	40	39	35
Presque jamais/ Jamais	68	41	38	36
Satisfaction à l'égard de la démocratie dans son pays				
Satisfait	65	48	45	44
Non satisfait(e)	76	30	29	24
Ma voix compte dans (NOTRE PAYS)				
Total «Approuvé»	67	47	44	42
Total «Désaccord»	74	29	28	24
Corruption expérimentée ou constatée				
Oui, expérimenté	82	32	30	24
Oui, témoin	77	30	34	25
Non	69	41	38	36
Vous connaissez quelqu'un qui reçoit des pots-de-vin				
Oui	83	32	28	24
Non	67	41	39	36

Eurobaromètre spécial 573
Attitudes des citoyens à l'égard de la corruption dans l'UE en 2026

III. Expérience de corruption

1. Expérience personnelle de corruption

Une petite minorité d'Européens déclarent avoir été victimes ou témoins de corruption au cours des douze derniers mois.

Il a été demandé aux répondants s'ils avaient été témoins d'un cas de corruption au cours des douze derniers mois.³²

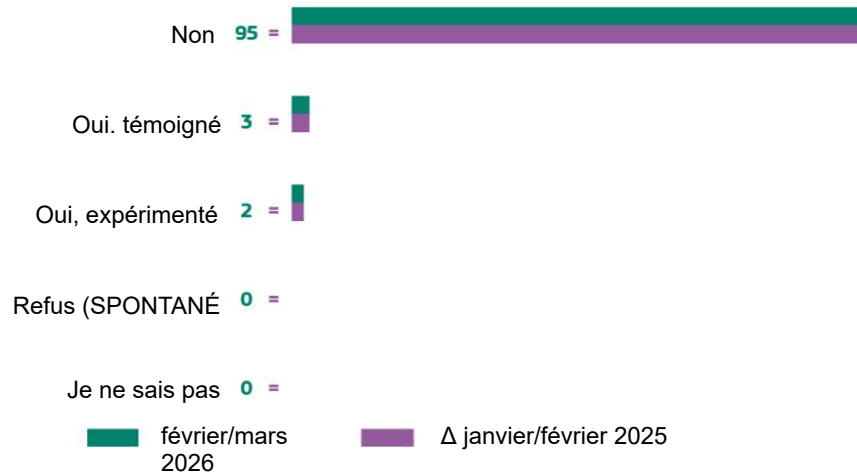
Dans l'ensemble de l'UE, une petite minorité de répondants (5 %) déclarent avoir été victimes et/ou témoins de corruption, une proportion inchangée par rapport à 2025. Plus précisément, 2 % des personnes interrogées déclarent avoir personnellement été victimes de corruption, tandis que

3 % déclarent avoir été témoins de corruption. Les deux chiffres restent stables par rapport à l'enquête précédente.

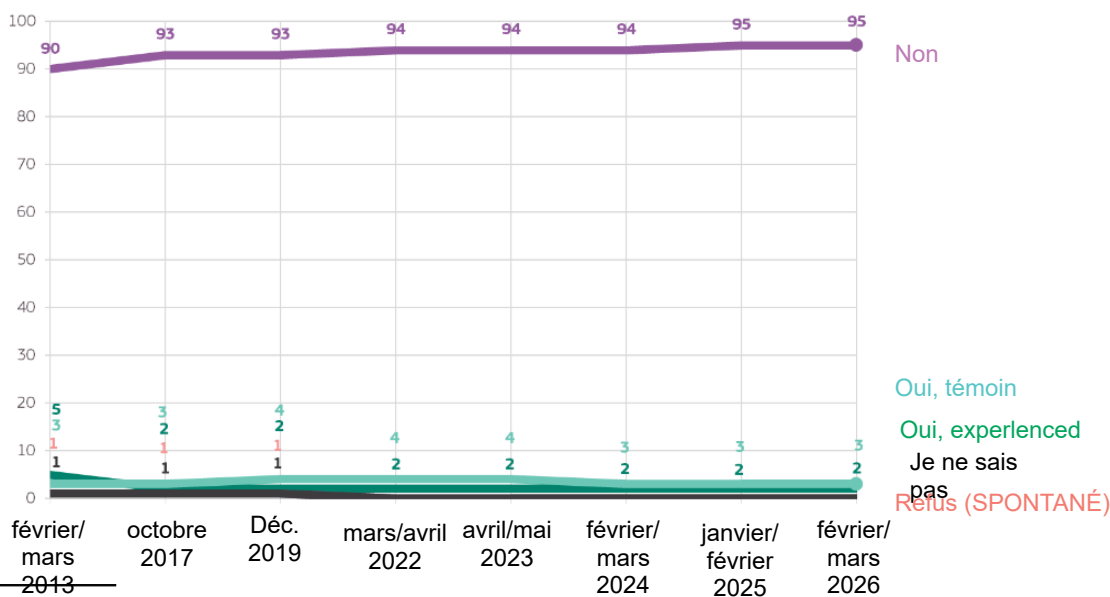
La grande majorité des personnes interrogées (95 % inchangées) déclarent n'avoir été témoins d'aucun cas de corruption au cours des 12 derniers mois.

Si l'on examine les tendances au fil du temps, la proportion de répondants qui déclarent ne pas avoir connu ou été témoins de corruption est restée à un niveau constamment élevé depuis 2017, fluctuant seulement de manière marginale au cours de la période.

QC9a : Au cours des 12 derniers mois, avez-vous connu ou été témoin d'un cas de corruption? (UE-27) (%)



QC9a Au cours des 12 derniers mois, avez-vous connu ou été témoin d'un cas de corruption? (MULTIPLES RÉPONSES POSSIBLES) (% — UE)



³² QC9a. Au cours des 12 derniers mois, avez-vous connu ou été témoin d'un cas de corruption? (MULTIPLES RÉPONSES POSSIBLES)

Eurobaromètre spécial 573
Attitudes des citoyens à l'égard de la corruption dans l'UE en 2026

Dans quatre pays, au moins un pays sur dix a été témoin et/ou a connu un cas de corruption au cours des 12 derniers

QCQaNET: Au cours des 12 derniers mois, avez-vous connu ou été témoin d'un cas de corruption? (%)

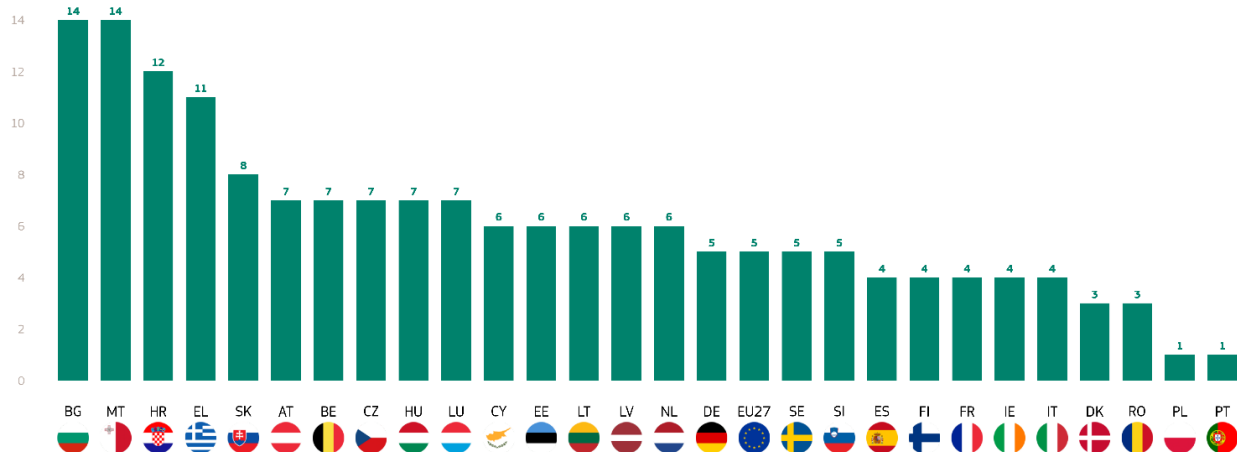
	EU27	MT	BG	EL	LV	DE	EE	HU	IE	LT	LU	SE	SI	BE	CZ	DK	ES	HR	IT	PT	AT	FI	FR	RO	NL	CY	PL	SK	
Total «Oui»	février/mars 2026	5	14	14	11	6	5	6	7	4	6	7	5	5	7	7	3	4	12	4	1	7	4	4	3	6	6	1	8
	Janvier/février 2025	95	86	82	89	94	95	91	92	95	90	93	95	95	93	92	96	96	87	96	99	91	96	96	94	94	93	98	91
Non	février/mars 2026	-	▲5	▲2	▲2	▲2	▲1	▲1	▲1	▲1	▲1	▲1	▲1	-	-	-	-	-	-	-	▼1	▼1	▼1	▼1	▼2	▼3	▼3	▼3	
Refus (SPONTANÉ)	Janvier/février 2025	-	▼4	▼3	▼2	▼2	▼1	▼1	▼1	▼1	▼3	▼1	▼1	▼1	-	-	▼1	▲1	▲1	-	▲1	▲1	▲1	▲1	▼1	▲2	▲2	▲2	▲4
Je ne sais pas	février/mars 2026	0	0	3	0	0	2	0	1	4	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	2	0	0	2	0	1	1	1	
	Janvier/février 2025	0	0	1	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0
	février/mars 2026	=	=	=	=	=	▼1	=	▼1	=	=	=	=	=	▲1	▲1	=	=	=	=	=	=	=	▲1	=	=	=	=	
	Janvier/février 2025																												
	février/mars 2026																												
	Janvier/février 2025																												
	février/mars 2026																												
	Janvier/février 2025																												

mois: Bulgarie et Malte (14 %), Croatie (12 %) et Grèce (11 %). Les répondants sont moins susceptibles de déclarer avoir été témoins ou avoir connu un cas de corruption au Portugal, en Pologne (1 % dans les deux cas), en Roumanie et au Danemark (3 % dans les deux cas).

Dans tous les États membres, plus de huit personnes interrogées sur dix déclarent ne pas avoir été témoins d'un cas de corruption au cours des douze derniers mois. Les répondants sont les plus susceptibles de dire qu'ils n'ont pas été témoins ou n'ont pas connu de cas de corruption au Portugal, en Pologne (tous deux à 99 %), en Roumanie et au Danemark (tous deux à 97 %).

Les proportions de personnes ayant été témoins et/ou ayant connu un cas de corruption depuis 2025 ont légèrement augmenté dans 12 pays, notamment à Malte (14 %, + 5 pp). En revanche, moins de personnes interrogées le font dans huit pays, les baisses les plus importantes étant enregistrées en Slovaquie (8 %, -3 pp), en Pologne (1 %, -3 pp) et à Chypre (6 %, -3 pp).

QC9a : Au cours des 12 derniers mois, avez-vous connu ou été témoin d'un cas de corruption? - Total «Oui» (%)



Eurobaromètre spécial 573
Attitudes des citoyens à l'égard de la corruption dans l'UE en 2026

L'analyse sociodémographique révèle que seule une petite minorité a connu et/ou été témoin d'un cas de corruption au cours des 12 derniers mois, sans grandes différences entre les groupes.

QC9a Au cours des 12 derniers mois, avez-vous été témoin d'un cas de corruption?			
	Total «Oui»	Non	Refus (SPONTANÉ)
UE-27	5	95	0
Genre			
Homme	6	93	1
Femme	4	96	0
Âge			
15-24	5	95	0
25-39	6	94	0
40-54	6	93	1
>=55	3	96	1
Éducation (fin de)			
<=15	2	97	1
16-19	5	95	0
>=20	5	94	1
Toujours en train d'étudier	4	95	1
Catégorie socioprofessionnelle			
Travailleurs indépendants	5	94	1
Gestionnaires	5	95	0
Autres colliers blancs	5	95	0
Travailleurs manuels	3	97	0
Personnes à domicile	8	1	1
Chômeurs	3	96	1
Retraité	4	96	0
Étudiants			
Difficultés à payer les factures			
La plupart du temps	12	86	1
De temps en temps	6	93	1
Presque jamais/ Jamais	4	96	0
Vous connaissez quelqu'un qui reçoit des pots-de-vin			
Oui	28	71	1
Non	2	98	0

2. Faire l'expérience de la corruption au travail

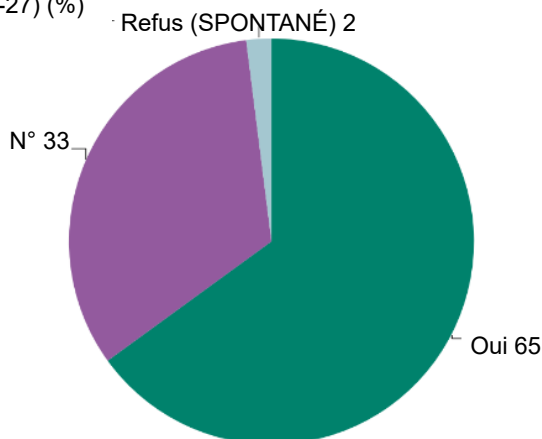
Témoin de corruption se produit principalement dans le travail - contextes connexes.

Les personnes interrogées qui ont indiqué avoir été victimes ou témoins d'un cas de corruption au cours des 12 derniers mois ont ensuite été invitées à indiquer si cela s'était produit dans le cadre de leur propre travail ou de celui de quelqu'un d'autre.³³³⁴

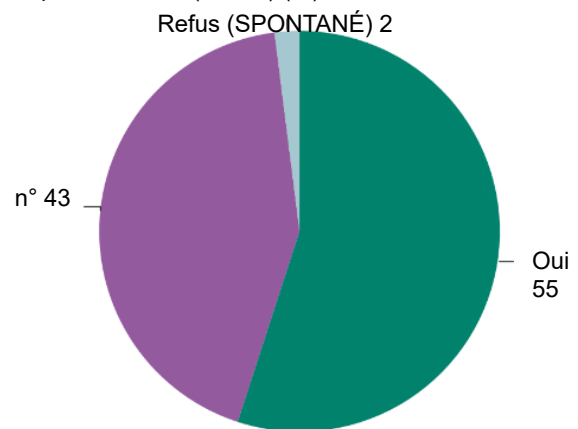
Parmi les personnes interrogées qui déclarent avoir été victimes d'un cas de corruption, une majorité dans l'ensemble de l'Union européenne (65 %) indique que cette expérience était liée au travail à -, tandis que 33 % déclarent qu'elle s'est produite en dehors du contexte du travail.

De même, parmi les répondants qui déclarent avoir été témoins d'un cas de corruption au cours des 12 derniers mois, les perceptions sont presque également divisées. Plus de la moitié des répondants (55 %) affirment que le cas dont ils ont été témoins était lié au travail à -, tandis que 43 % indiquent qu'il s'est produit en dehors du contexte de travail.

QC9b : Vous avez dit avoir été victime d'un cas de corruption: Était-ce (l'expérience) dans le contexte de votre travail ou de celui de quelqu'un d'autre? (UE-27) (%)



QC9c; Vous avez dit avoir été témoin d'un cas de corruption (témoignage) dans le cadre de votre travail ou de celui de quelqu'un d'autre? (UE-27) (%)



33 QC9b. Vous avez dit avoir été victime d'un cas de corruption: Cette (expérience) s'inscrivait-elle dans le cadre de votre travail ou de celui de quelqu'un d'autre?

34 Il convient de mentionner que la majorité des répondants à cette enquête (95 %) n'ont pas été exposés à cette question puisqu'ils n'ont été témoins d'aucun cas de corruption au cours des 12 derniers mois. Par conséquent, les échantillons nationaux sont très petits. Par exemple, en Irlande, seuls 11 répondants connaissent un cas de corruption et sont donc exposés aux questions présentées dans cette section. Les résultats doivent être interprétés avec soin, en particulier pour les résultats nationaux ci-dessous.

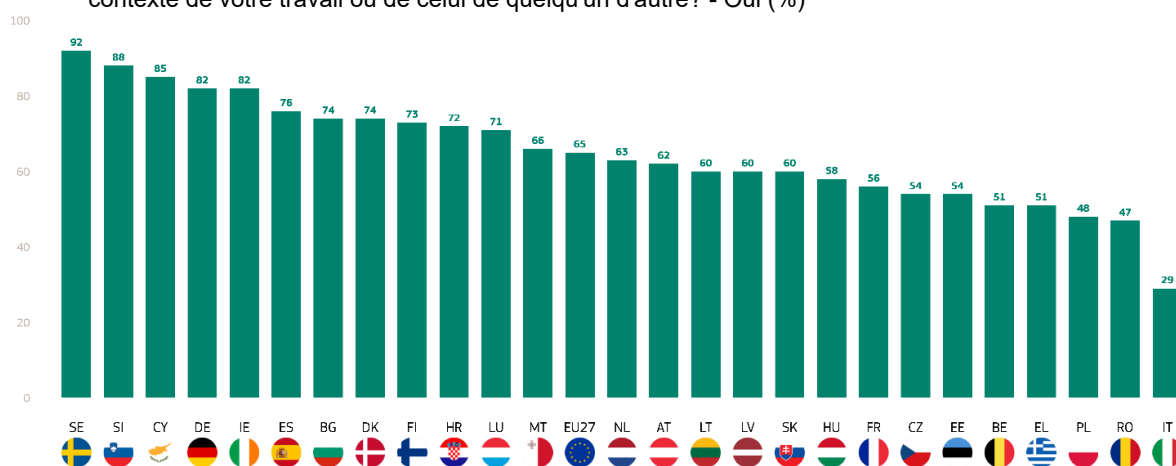
Eurobaromètre spécial 573
Attitudes des citoyens à l'égard de la corruption dans l'UE en 2026

Au niveau national, parmi les répondants qui déclarent avoir connu un cas de corruption au cours des 12 derniers mois, il existe des différences marquées quant à savoir si cette expérience s'est produite dans un contexte lié à -. Les personnes interrogées en Suède (92 %), en Slovénie (88 %) et à Chypre (85 %) sont les plus susceptibles de dire que le cas de corruption qu'elles ont connu s'est produit dans le cadre de leur propre travail ou de celui de quelqu'un d'autre.

En revanche, parmi ceux qui ont été victimes de corruption, les répondants sont plus susceptibles de signaler un contexte non lié à -work- en Italie (71 %), en Roumanie (53 %) et en Pologne (52 %).

Dans l'ensemble, la majorité des répondants dans 24 États membres indiquent que le cas de corruption qu'ils ont connu était lié au travail, tandis que dans trois États membres, une majorité déclare que le cas de corruption vécu s'est produit en dehors d'un contexte professionnel.

QC9b Vous avez dit avoir été victime d'un cas de corruption: Était-ce (l'expérience) dans le contexte de votre travail ou de celui de quelqu'un d'autre? - Oui (%)

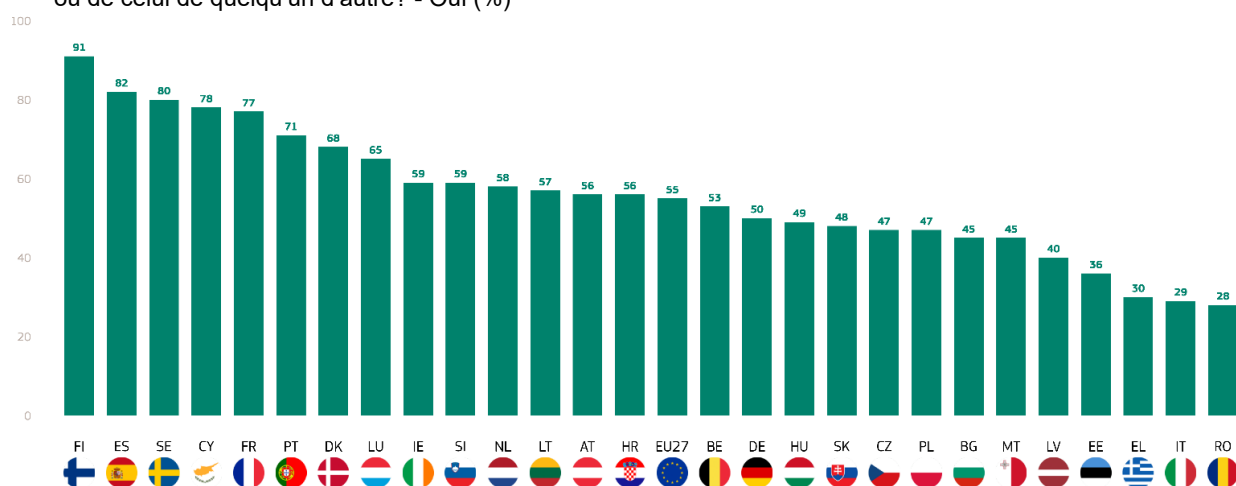


Eurobaromètre spécial 573
Attitudes des citoyens à l'égard de la corruption dans l'UE en 2026

Parmi les répondants qui ont été témoins d'un cas de corruption au cours des 12 derniers mois, 55 % indiquent que ce cas était lié au travail. Les scores les plus élevés sont observés en Finlande (91 %), en Espagne (82 %) et en Suède (80 %). À l'inverse, 45 % des répondants dans l'ensemble de l'UE déclarent que leur témoignage n'est pas lié au travail, les scores les plus élevés étant enregistrés en Roumanie (72 %), en Italie (71 %) et en Grèce (70 %).

Dans l'ensemble, une majorité de répondants dans 16 États membres indiquent que le cas de corruption dont ils ont été témoins était lié au travail, tandis qu'une majorité dans 11 États membres indique que cela ne s'inscrivait pas dans le contexte du travail.

QC9c : Vous avez dit avoir été témoin d'un cas de corruption (témoignage) dans le cadre de votre travail ou de celui de quelqu'un d'autre? - Oui (%)



4. Contacts avec les institutions et incidence de la corruption

Les Européens sont les plus susceptibles d'avoir été en contact avec le système de soins de santé au cours des 12 derniers mois

On a demandé aux répondants s'ils avaient eu des contacts avec diverses institutions publiques ou privées de leur pays au cours de la dernière année.³⁵

Dans l'ensemble de l'UE, le système de soins de santé est l'institution la plus fréquemment mentionnée, avec plus de six répondants sur dix (61 %, + 1 pp) déclarant être en contact. C'est aussi la seule institution avec laquelle au moins la moitié des répondants déclarent avoir eu des contacts.

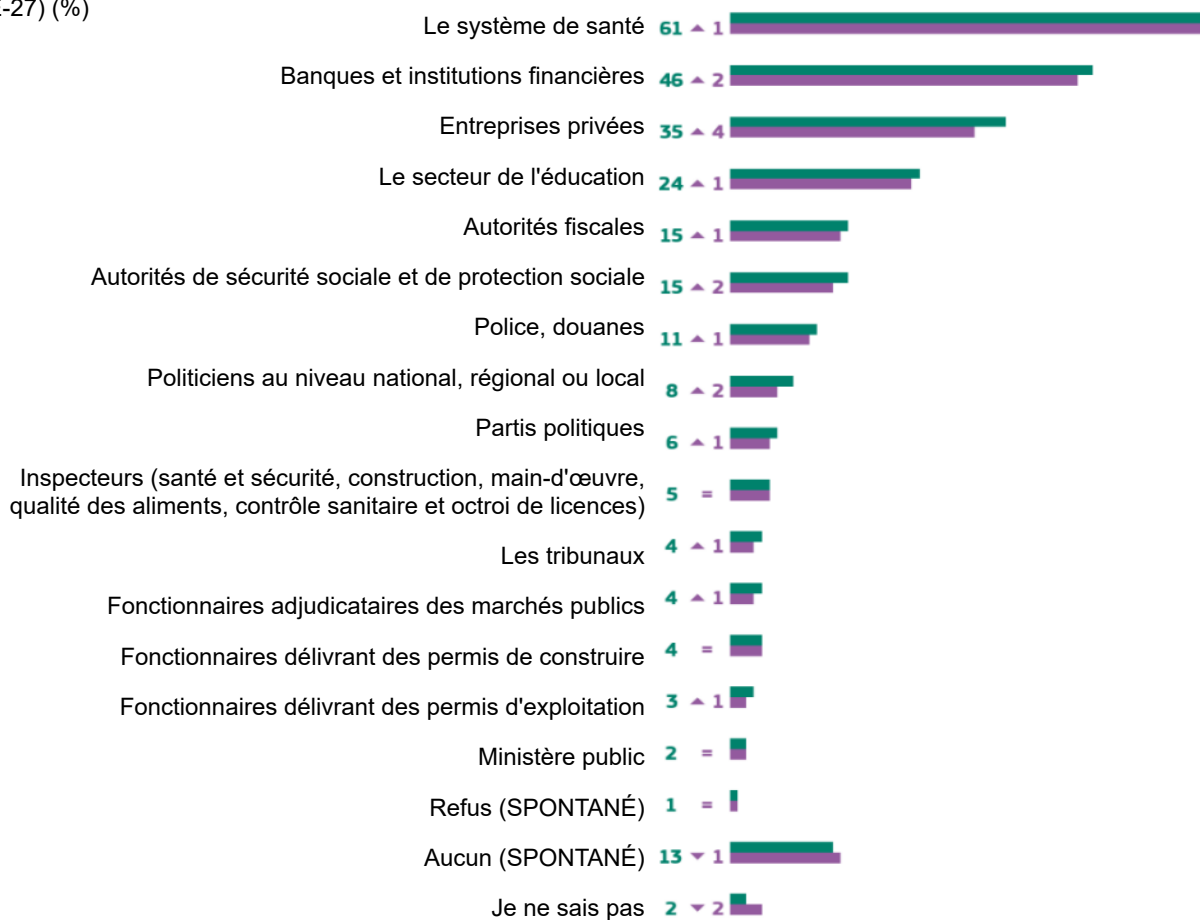
Les autres institutions les plus mentionnées sont les banques et les institutions financières, citées par 46% des répondants (+2 pp), suivies par les entreprises privées (35%, +4 pp) et le secteur de l'éducation (24%, +1 pp). Toutes les autres

institutions sont mentionnées par moins d'un répondant sur cinq.

Au moins un répondant sur dix déclare avoir été en contact avec les autorités fiscales (15 %, +1 pp), les autorités de sécurité sociale et de protection sociale (15 %, +2 pp), ainsi que la police et les douanes (11 %, +1 pp) au cours des 12 derniers mois.

Les contacts avec les autres institutions sont moins fréquents. Moins d'un répondant sur dix déclare avoir eu des contacts avec des responsables politiques au niveau national, régional ou local (8 %, +2 points de pourcentage), des partis politiques (6 %, +1 point de pourcentage), des inspecteurs (santé et sécurité, construction, main-d'œuvre, qualité alimentaire, contrôle sanitaire et octroi de licences) (5 %, inchangé), des tribunaux (4 %, +1 point de pourcentage), des fonctionnaires délivrant des permis de construire (4 %, inchangé), des fonctionnaires délivrant des marchés publics (4 %, +1 point de pourcentage), des fonctionnaires délivrant des permis de construire (4 %,

QC6a : Au cours des 12 derniers mois, avez-vous eu des contacts avec l'un des éléments suivants dans (NOTRE PAYS)? (UE-27) (%)



35. Au cours des 12 derniers mois, avez-vous eu des contacts avec l'un des éléments suivants dans (NOTRE PAYS)? (MULTIPLES RÉPONSES POSSIBLES)

Eurobaromètre spécial 573
Attitudes des citoyens à l'égard de la corruption dans l'UE en 2026

inchangé), des fonctionnaires délivrant des permis d'exploitation (3 %, +1 point de pourcentage) et le ministère public (2 %, inchangé).

Enfin, près d'un répondant sur cinq (15 %, -3 pp) déclare spontanément qu'il n'a été en contact avec aucune de ces institutions ou répond «ne sait pas» (2 %, -2 pp).

Au niveau national, le système de soins de santé est l'institution la plus fréquemment mentionnée dans tous les États membres, à l'exception de l'Autriche, et dans 26 États membres, au moins la moitié des répondants déclarent avoir eu des contacts avec lui au cours des 12 derniers mois. Les proportions vont de 83 % en Suède et au Portugal, 82 % en Finlande et 75 % au Danemark, à 51 % à Malte et 42 % en Roumanie.

En Autriche, les répondants sont les plus susceptibles de déclarer des contacts avec des banques et des institutions financières (58 %), suivis de près par le système de santé (57 %). Une situation similaire est observée en Irlande, où les banques, les institutions financières et le système de santé sont également mentionnés (56 % dans les deux cas). Dans 24 États membres, les banques et les établissements financiers se classent au deuxième rang des établissements les plus fréquemment mentionnés, tandis qu'ils se classent au troisième rang en Lettonie. Les contacts avec les banques et les institutions financières sont le plus souvent signalés en Suède (72 %), au Danemark et en Finlande (68 % dans les deux cas), tandis que les répondants sont moins susceptibles de mentionner cette institution en Roumanie (18 %).

Les entreprises privées occupent la troisième place dans 21 États membres. Cette institution est le plus souvent mentionnée par les personnes interrogées en Suède (66 %), en Grèce et en Finlande (58 % dans les deux cas), tandis que les personnes interrogées en Bulgarie et en Roumanie (13 % dans les deux cas) et en Slovénie (17 %) sont les moins susceptibles de signaler des contacts avec des entreprises professionnelles.

Le secteur de l'éducation est le troisième établissement le plus fréquemment mentionné dans six États membres et se classe au deuxième rang en Irlande (33 %) et en Lettonie (25 %). Dans l'ensemble, les personnes interrogées au Luxembourg et en Suède (37 % dans les deux cas), ainsi qu'en Irlande (33 %), sont les plus susceptibles de déclarer avoir été en contact avec le secteur de l'éducation. En revanche, cette institution est moins souvent mentionnée en Bulgarie et en Roumanie (16 % dans les deux cas).

Les autorités fiscales se classent au troisième rang en Bulgarie (16 %) et sont mentionnées par plus de quatre répondants sur dix en Finlande (47 %), aux Pays-Bas et en Suède (43 % dans les deux cas).

La police et les douanes se classent au troisième rang en Croatie (20 %) et sont mentionnées par au moins un cinquième des répondants dans trois États membres.

Les autorités de sécurité sociale et de protection sociale sont mentionnées par au moins deux répondants sur dix dans quatre pays: Luxembourg (30 %), France (28 %), Suède et Espagne (20 % dans les deux cas).

Dans huit États membres, plus d'un répondant sur dix déclare avoir été en contact avec des responsables politiques au niveau national, régional ou local, avec des proportions allant de 23 % en Suède à 2 % en Lituanie.

Au moins un répondant sur dix déclare avoir été en contact avec des partis politiques dans cinq États membres, avec des proportions allant de 16 % en Suède à 1 % en Grèce.

Ce n'est qu'en Suède (11 %) et en Finlande (10 %) qu'au moins un répondant sur dix déclare avoir été en contact avec des inspecteurs.

La Suède est le seul État membre où plus d'un répondant sur dix déclare avoir été en contact avec des fonctionnaires adjudicataires d'appels d'offres publics (16 %) et des fonctionnaires délivrant des permis de construire (11 %).

Toutes les institutions restantes, à savoir le ministère public et les fonctionnaires délivrant des permis d'exploitation, sont

QC6a : Au cours des 12 derniers mois, avez-vous eu des contacts avec l'un des éléments suivants dans (NOTRE PAYS)? (%)

	EU27	BE	BG	CZ	DK	DE	EE	IE	EL	ES	FR	HR	IT	CY	LV	LT	LU	HU	MT	NL	AT	PL	PT	RO	SI	SK	FI	SE
Le système de santé	61	54	54	57	75	54	53	56	69	61	65	55	54	69	62	65	65	66	51	65	57	67	83	42	54	70	82	83
Banques et institutions financières	46	43	34	34	68	52	37	56	59	50	44	42	39	50	24	32	53	42	44	48	58	37	59	18	38	49	68	72
Entreprises privées	35	29	13	18	54	44	30	32	58	39	35	20	27	23	18	19	41	21	27	46	55	21	45	13	17	36	58	66
Le secteur de l'éducation	24	28	16	19	27	23	25	33	26	25	26	20	19	28	25	16	37	18	25	30	28	19	28	16	23	25	30	37
Autorités fiscales	15	17	16	6	34	23	19	22	25	3	11	14	8	9	12	16	26	12	15	43	18	7	14	13	9	13	47	43
Autorités de sécurité sociale et de protection sociale	15	14	11	13	13	15	14	15	19	20	28	9	7	8	12	9	30	7	12	18	15	10	17	3	7	13	12	20
Police, douanes	11	18	13	9	12	10	16	11	13	12	9	20	5	14	15	11	20	5	10	18	12	8	5	13	10	16	22	28
Politiciens au niveau national, régional et local	8	11	3	5	17	12	9	9	3	6	8	7	5	9	5	2	13	4	8	16	12	3	5	4	4	9	13	23
Partis politiques	6	8	2	5	12	10	7	10	1	5	4	7	6	8	4	3	9	3	8	14	7	3	2	3	3	5	6	16
Inspecteurs {santé et sécurité, construction, main-d'œuvre, qualité des aliments, contrôle sanitaire et octroi de licences}	5	6	3	3	8	6	8	4	2	4	3	6	5	6	7	4	8	2	5	7	6	3	3	4	5	8	10	11
Les tribunaux	4	7	3	3	5	6	5	2	3	3	4	8	2	6	1	2	8	1	7	4	6	4	2	4	5	4	4	8
Fonctionnaires adjudicataires des marchés publics	4	4	3	4	3	4	4	3	1	4	2	5	4	5	4	1	5	3	5	7	6	3	2	2	4	3	4	16
Fonctionnaires délivrant des permis de construire	4	6	3	6	7	5	6	3	2	3	2	7	4	6	4	3	7	4	6	7	6	3	2	3	4	4	6	11
Fonctionnaires délivrant des permis d'exploitation	3	5	3	3	1	4	4	2	2	2	1	6	3	4	1	2	3	3	3	4	3	3	2	2	5	3	3	5
Ministère public	2	2	2	1	3	3	1	2	0	2	4	2	1	1	1	0	5	1	2	5	2	2	2	2	1	2	2	3
Refus (SPONTANÉ)	1	0	3	1	0	1	1	1	0	0	0	1	1	1	1	2	0	1	1	0	2	1	1	3	1	1	0	0
Aucun (SPONTANÉ)	13	12	20	9	5	13	16	13	8	17	12	9	18	11	16	20	14	15	11	7	13	9	4	29	22	7	3	2
Je ne sais pas	2	1	3	8	2	1	4	3	0	3	2	4	2	4	4	3	3	2	1	1	2	6	2	5	1	3	0	0

1er article le plus fréquemment mentionné
2ème article le plus fréquemment mentionné
3ème article le plus fréquemment mentionné

Eurobaromètre spécial 573
Attitudes des citoyens à l'égard de la corruption dans l'UE en 2026

mentionnées par moins d'un répondant sur dix dans chaque
État membre.

Eurobaromètre spécial 573
Attitudes des citoyens à l'égard de la corruption dans l'UE en 2026

Une petite minorité d'Européens affirment que quelqu'un dans leur pays leur a demandé ou s'attendait à ce qu'ils donnent un cadeau, une faveur ou de l'argent supplémentaire pour leurs services au cours des 12 derniers mois.³⁶

Parmi ceux qui ont eu des contacts avec l'une des institutions mentionnées ci-dessus au cours des 12 derniers mois, 7 % des répondants (-1 pp) déclarent que quelqu'un dans leur pays leur a demandé ou s'attendait à ce qu'ils donnent un cadeau, une faveur ou de l'argent supplémentaire pour ses services.

Une grande majorité de 84% (-1 pp) déclarent qu'on ne leur a pas demandé de cadeau, de faveur ou d'argent supplémentaire. Une faible proportion de répondants ont spontanément refusé de répondre (4 %, + 1 pp) et 5 % (+1 pp) ont déclaré qu'ils «ne savaient pas».

Lors de l'examen d'institutions³⁷ spécifiques, un répondant sur dix dans l'ensemble de l'UE qui déclare avoir eu des contacts avec des fonctionnaires adjudicataires d'appels d'offres publics (10 %, + 1 pp) et avec des fonctionnaires délivrant des permis de construire (10 %, + 3 pp) déclare qu'il leur a été demandé ou qu'il leur a été demandé d'offrir un cadeau, une faveur ou un supplément d'argent pour ces services au cours des 12 derniers mois.

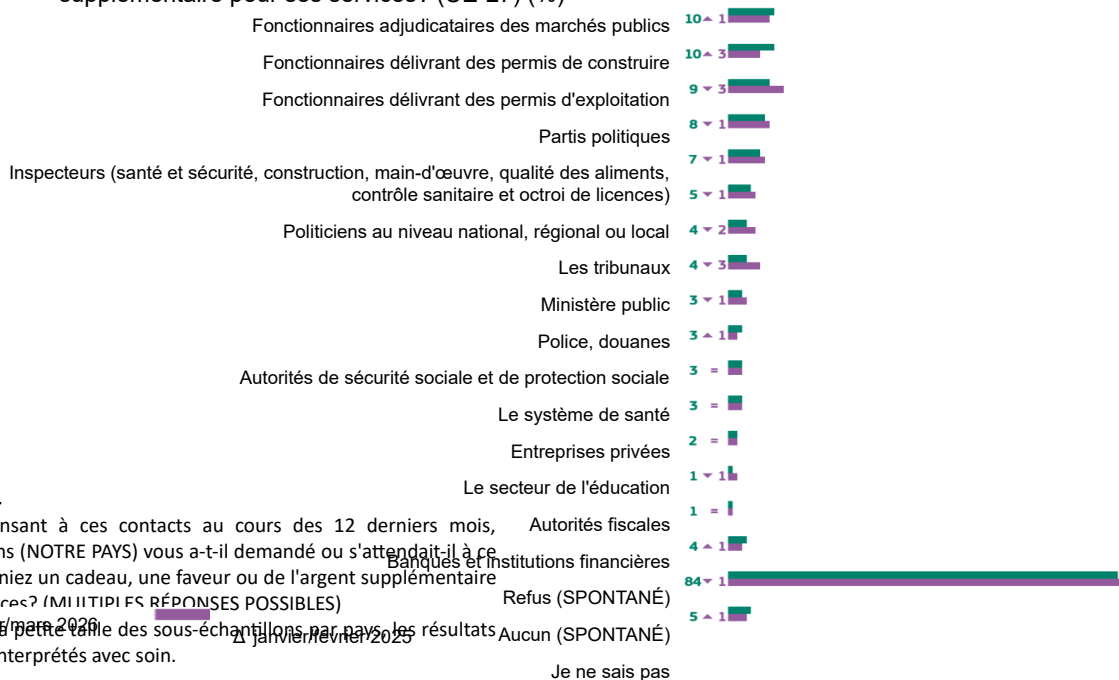
Une proportion légèrement plus faible de répondants ayant eu des contacts avec des fonctionnaires délivrant des permis d'exploitation déclarent avoir été touchés par de telles pratiques (9 %, - 3 pp). C'est également le cas pour 8 % des

répondants qui ont eu des contacts avec des partis politiques (-1 pp) et pour 7 % de ceux qui ont eu des contacts avec des inspecteurs (santé et sécurité, construction, main-d'œuvre, qualité des aliments, contrôle sanitaire et octroi de licences) (-1 pp).

Enfin, 5 % des personnes interrogées qui ont eu des contacts avec des responsables politiques au niveau national, régional ou local déclarent qu'elles ont été invitées ou qu'elles étaient censées offrir un cadeau, une faveur ou un supplément d'argent (- 1 pp).

Toutes les autres institutions sont mentionnées par moins d'un répondant sur vingt.

QC6b : En pensant à ces contacts au cours des 12 derniers mois, quelqu'un dans (NOTRE PAYS) vous a-t-il demandé ou s'attendait-il à ce que vous donniez un cadeau, une faveur ou de l'argent supplémentaire pour ses services? (UE-27) (%)



36 QC6b. En pensant à ces contacts au cours des 12 derniers mois, quelqu'un dans (NOTRE PAYS) vous a-t-il demandé ou s'attendait-il à ce que vous donniez un cadeau, une faveur ou de l'argent supplémentaire pour ses services? (MIIITIPIS RÉPONSES POSSIBLES)

37 En raison de la petite taille des sous-échantillons par pays, les résultats doivent être interprétés avec soin.

Eurobaromètre spécial 573
Attitudes des citoyens à l'égard de la corruption dans l'UE en 2026

Les répondants sont les plus susceptibles d'avoir été touchés par la corruption dans leurs interactions avec ces institutions au cours des 12 derniers mois en Bulgarie (20 %), en Belgique et en Croatie (17 % dans les deux cas), ainsi qu'en Slovaquie (15 %) et en Lituanie (14 %). Les proportions les plus élevées de répondants qui n'ont pas eu une telle expérience au cours des 12 derniers mois se trouvent au Portugal (100 %), ainsi qu'en Finlande, en Irlande et au Danemark (tous 98 %).

QC6b : En pensant à ces contacts au cours des 12 derniers mois, quelqu'un dans (NOTRE PAYS) vous a-t-il demandé ou s'attendait-il à ce que vous donniez un cadeau, une faveur ou de l'argent supplémentaire pour ses services? (%)

	EU27	BE	BG	CZ	DK	DE	EE	IE	EL	ES	FR	HR	IT	CY	LV	LT	LU	HU	MT	NL	AT	PL	PT	RO	SI	SK	FI	SE
Fonctionnaires adjudicataires des marchés publics	10	24	21	19	0	11	9	7	19	9	6	13	14	0	4	31	0	6	0	4	11	15	0	3	16	23	2	3
Fonctionnaires délivrant des permis de construire	10	5	28	21	3	7	9	13	20	10	12	16	21	7	14	11	0	17	4	4	5	6	3	2	9	9	0	4
Fonctionnaires délivrant des permis d'exploitation	9	10	36	13	0	5	11	0	5	13	0	18	17	20	21	4	0	7	5	10	11	20	0	4	15	6	0	0
Partis politiques	8	14	20	44	1	7	0	1	0	13	5	16	6	2	0	14	0	5	2	8	8	17	0	3	8	7	2	1
Inspecteurs (santé et sécurité, construction, main-d'œuvre, qualité des aliments, contrôle sanitaire et octroi de licences)	7	17	20	15	1	10	5	6	9	7	4	9	4	0	10	19	7	12	0	8	8	0	0	11	14	6	1	3
Politiciens au niveau national, régional ou local	5	16	9	17	0	2	2	2	8	7	3	8	7	2	3	7	3	7	4	4	12	7	0	7	12	9	1	2
Les tribunaux	4	11	15	0	3	6	10	3	0	4	0	8	9	0	8	10	0	0	0	2	4	3	0	0	13	3	0	0
Ministère public	4	12	26	0	0	3	0	0	0	5	3	15	9	34	0	0	0	17	0	3	0	5	0	4	21	0	0	0
Police, douanes	3	7	15	4	1	3	2	0	0	1	0	9	6	4	5	4	0	0	2	2	11	6	0	4	5	2	0	0
Autorités de sécurité sociale et de protection sociale	3	12	6	2	1	3	4	1	0	2	2	7	12	3	4	5	1	3	2	2	2	5	0	3	3	5	0	0
Le système de santé	3	5	15	6	0	4	1	1	9	1	2	9	3	2	9	11	0	5	2	2	4	4	0	7	13	8	0	0
Entreprises privées	3	8	9	6	1	3	2	1	0	2	3	5	3	3	6	0	3	8	5	4	5	2	0	2	12	5	2	3
Le secteur de l'éducation	2	7	6	3	0	3	3	1	1	2	1	5	1	1	3	2	2	2	2	3	7	1	0	2	14	1	0	0
Autorités fiscales	1	7	6	2	0	0	1	0	2	0	0	3	8	7	3	1	0	2	3	1	1	0	0	3	5	0	1	0
Banques et institutions financières	1	3	2	1	0	1	1	0	0	0	1	2	2	1	0	2	1	0	0	2	1	1	0	1	10	2	0	0
Total «Affecté par la corruption»	8	17	20	13	2	9	6	2	9	4	5	17	9	5	11	14	3	8	5	11	12	6	0	9	15	12	2	4

1er article le plus fréquemment mentionné
2ème article le plus fréquemment mentionné
3ème article le plus fréquemment mentionné

IV. Signalement de corruption n

1. Signalement de corruption

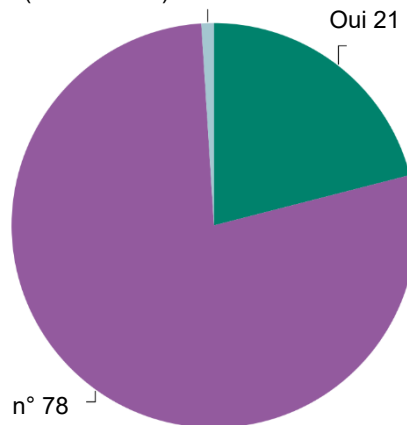
Une grande majorité de ceux qui ont été victimes ou témoins de corruption ne l'ont pas signalé.

Les personnes interrogées qui ont déclaré avoir été victimes de corruption ont été invitées à indiquer si elles avaient signalé le cas à qui que ce soit.³⁸ Dans l'ensemble des États membres, un peu plus d'un répondant sur cinq (21 %, + 1 point de pourcentage) déclare avoir signalé le cas, tandis qu'une grande majorité (78 %, - 1 point de pourcentage) indique ne pas l'avoir signalé.

Dans tous les États membres, la majorité des personnes interrogées déclarent qu'elles n'ont pas signalé le cas de corruption qu'elles ont connu ou dont elles ont été témoins. La proportion de répondants qui n'ont pas répondu va de 97 % en Grèce, 90 % en Slovaquie et 89 % en Lituanie, à 53 % au Danemark et 54 % aux Pays-Bas et en Espagne.

En revanche, dans quatre États membres, au moins quatre répondants sur dix déclarent avoir signalé le cas de corruption, à savoir au Danemark (47 %), aux Pays-Bas (46 %), ainsi qu'au Luxembourg (44 %) et en Espagne (43 %).

QC10 : Tu l'as signalé à quelqu'un ou pas? (UE-27)
Refus (SPONTANÉ) 1



n° 78

Oui ▲ 1

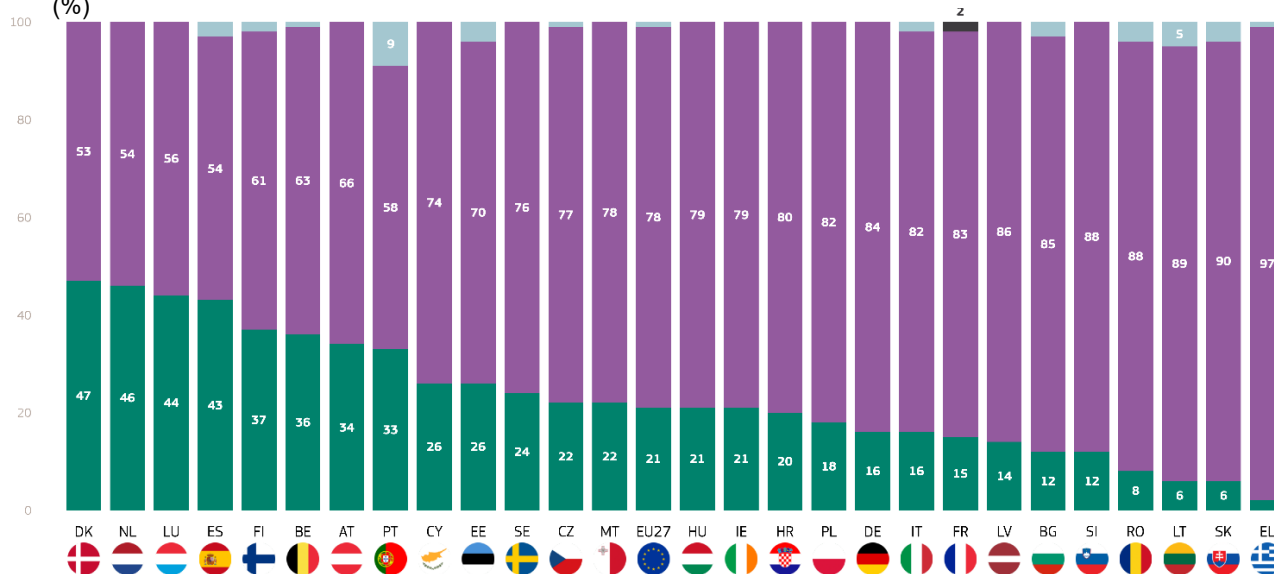
Non ▼ 1

Refus [SPONTANÉ] =

Je ne sais pas =

▲▼ (février/mars 2026 – janvier/février 2025)

QC10 : Tu l'as signalé à quelqu'un ou pas?
(%)



38 QC10. Oui Non Refus (SPONTANÉ)

Je ne sais pas

Eurobaromètre spécial 573
Attitudes des citoyens à l'égard de la corruption dans l'UE en 2026

Bien que la proportion de répondants qui ont signalé la corruption qu'ils ont vécue ou dont ils ont été témoins soit relativement faible, il existe certaines différences entre les groupes socio-démographiques:

- Les répondants qui ont terminé leurs études à l'âge de 20 ans ou plus sont plus susceptibles de déclarer avoir signalé le cas (23 %) que ceux qui ont terminé leurs études plus tôt (20 % parmi ceux qui ont terminé leurs études à l'âge de 15 ans ou moins et parmi ceux âgés de 16 à 19 ans).
- Les chômeurs (24%) sont les plus susceptibles de dire qu'ils ont signalé le cas de corruption. En revanche, les personnes logées (16 %), les étudiants (18 %) et les répondants retraités (19 %) sont moins susceptibles de signaler le cas.
- Les répondants qui éprouvent des difficultés à payer leurs factures la plupart du temps sont plus susceptibles de dire qu'ils ont signalé le cas (24 %) que ceux qui éprouvent de telles difficultés de temps à autre (17 %).

QC10 L'avez-vous signalé à quelqu'un ou non? (% - UE)

	Oui	Non	Refus (SPONTAN É)	Je ne sais pas
UE-27	21	78	1	0
Genre				
Homme	20	78	2	0
Femme	22	77	0	1
Âge				
15-24	23	77	0	0
25-39	22	76	1	1
40-54	21	78	1	0
>=55	20	78	2	0
Éducation (fin de)				
<=15	20	79	1	0
16-19	20	78	2	0
>=20	23	76	0	1
Toujours en train d'étudier	19	81	0	0
Catégorie socioprofessionnelle				
Travailleurs indépendants	21	79	0	0
Gestionnaires	22	76	0	2
Autres colliers blancs	23	76	1	0
Travailleurs manuels	22	77	1	0
Personnes à domicile	16	84	0	0
Chômeurs	24	71	5	0
Retraité	19	79	2	0
Étudiants	18	81	1	0
Difficultés à payer les factures				
La plupart du temps	24	75	1	0
De temps en temps	17	81	2	0
Presque jamais/ Jamais	23	76	1	0
Corruption expérimentée ou constatée				
Oui, expérimenté	25	72	2	1
Oui, témoin	20	79	1	0
Vous connaissez quelqu'un qui reçoit des pots-de-vin				
Oui	23	76	1	0
Non	17	80	2	1

2. Sensibilisation à l'endroit où signaler la corruption

Plus de la moitié des Européens disent qu'ils ne sauraient pas où signaler un cas de corruption.

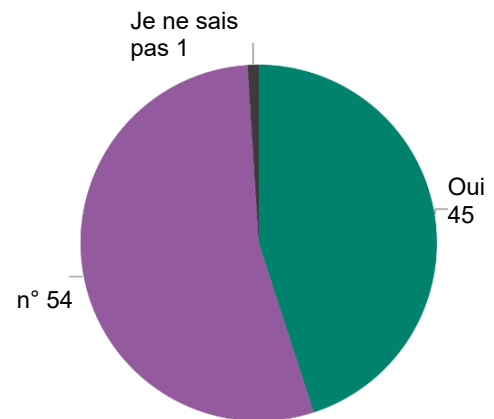
Il a été demandé à tous les répondants s'ils savaient où signaler un cas de corruption s'ils devaient en connaître un ou en être témoins.³⁹

Dans l'ensemble des États membres, une majorité (54 %, – 1 pp) des répondants déclarent qu'ils sauraient où signaler un cas de corruption.

En ce qui concerne les tendances, moins de répondants disent qu'ils ne sauraient pas où signaler la corruption, ce qui augmente progressivement au fil des ans.

Depuis décembre 2019, une majorité absolue de personnes interrogées ont toujours exprimé ce point de vue, avec des variations limitées dans le temps.

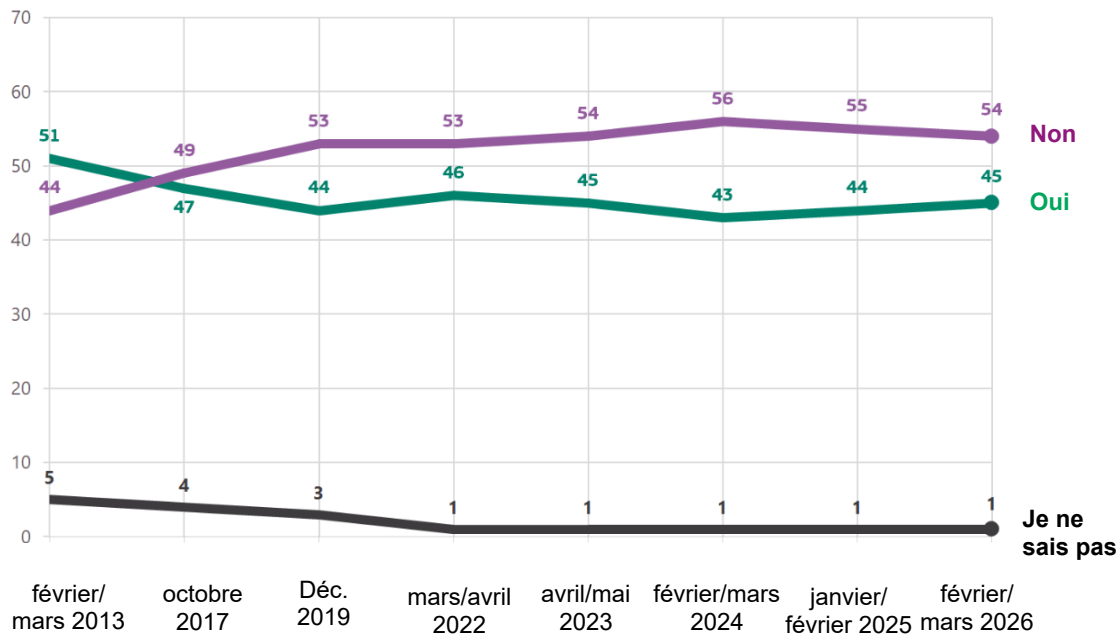
QC7 : Si vous deviez connaître ou être témoin d'un cas de corruption, sauriez-vous où le signaler? (UE-27) (%)



Oui ▲ 1
Non ▼ 1
Je ne sais pas =

▲ ▼ (février/mars 2025 - janvier/février 2025)

QC7 Si vous deviez connaître ou être témoin d'un cas de corruption, sauriez-vous où le signaler? (% - UE)



39 QC7. Si vous deviez connaître ou être témoin d'un cas de corruption, sauriez-vous où le signaler?

Eurobaromètre spécial 573
Attitudes des citoyens à l'égard de la corruption dans l'UE en 2026

L'analyse sociodémographique montre ce qui suit:

- Les hommes (47 %) sont légèrement plus susceptibles que les femmes (43 %) de déclarer savoir où le faire.
- Les répondants âgés de 40 à 54 ans sont les plus susceptibles de dire qu'ils savent où signaler un cas de corruption (48 %). En revanche, les jeunes répondants âgés de 15 à 24 ans sont moins susceptibles de déclarer savoir où signaler la corruption (37 %).
- La moitié des répondants qui ont terminé leurs études à l'âge de 20 ans ou plus (50 %) comparativement à 41 % de ceux qui ont terminé leurs études à l'âge de 15 ans ou moins.

QC7 Si vous deviez connaître ou être témoin d'un cas de corruption, sauriez-vous où le signaler? (% - UE)

	Oui	Non	Je ne sais pas
UE-27	45	54	1
Genre			
Homme	47	52	1
Femme	43	56	1
Âge			
15-24	37	62	1
25-39	43	56	1
40-54	48	51	1
>=55	47	52	1
Éducation (fin de)			
<=15	41	57	2
16-19	44	55	1
>=20	50	49	1
Toujours en train d'étudier	34	65	1
Catégorie socioprofessionnelle			
Travailleurs indépendants	52	47	1
Gestionnaires	49	50	1
Autres colliers blancs	46	53	1
Travailleurs manuels	45	54	1
Personnes à domicile	37	62	1
Chômeurs	48	51	1
Retraité	45	53	2
Étudiants	37	62	1
Difficultés à payer les factures			
La plupart du temps	44	58	1
De temps en temps	45	54	1
Presque jamais/ Jamais	45	54	1
Corruption expérimentée ou constatée			
Oui, expérimenté	68	32	0
Oui, témoin	52	47	1
Non	45	54	1
Vous connaissez quelqu'un qui reçoit des pots-de-vin			
Oui	58	40	2
Non	44	55	1

3. Raisons de ne pas signaler la corruption

La difficulté à prouver la corruption est la principale raison pour laquelle les Européens pensent que les cas ne sont pas signalés.

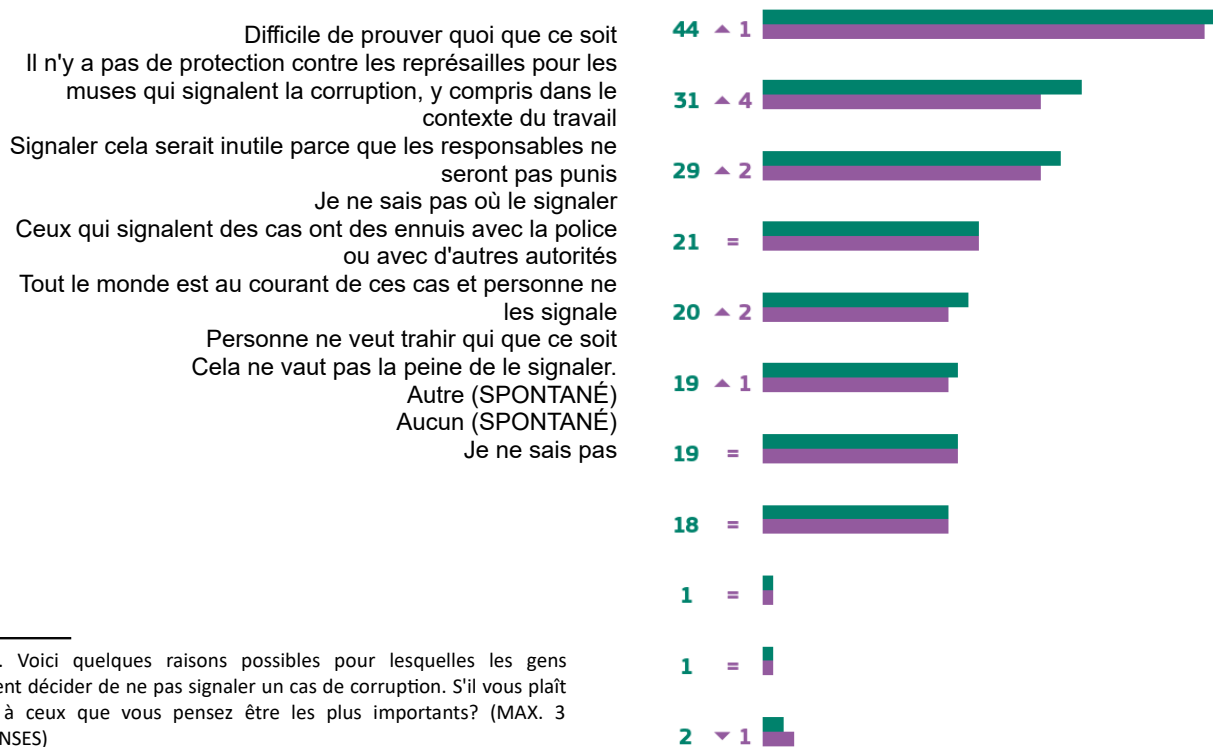
Les répondants ont reçu une liste des raisons possibles pour lesquelles les personnes peuvent décider de ne pas signaler un cas de corruption et ont été invités à sélectionner jusqu'à trois raisons qu'ils considèrent comme les plus importantes.⁴⁰

Dans l'ensemble de l'UE, la raison la plus fréquemment mentionnée est la difficulté de prouver quoi que ce soit dans les affaires de corruption, citée par plus de quatre personnes interrogées sur dix (44 %, + 1 pp). Cette raison reflète des doutes répandus quant à l'efficacité du signalement de la corruption.

Plus d'un tiers disent qu'il n'y a pas de protection contre les représailles pour ceux qui signalent la corruption, y compris dans le contexte du travail (31%, +4 pp), tandis que presque la même proportion estime que le signalement de la corruption serait inutile parce que les responsables ne seraient pas punis (29%, +2 pp),

Un peu plus d'un répondant sur cinq dit que le y ne signalerait pas un cas de corruption parce qu'il ne saurait pas où le signaler (21 %, inchangé). Les autres raisons sont sélectionnées par environ un répondant sur cinq. Un cinquième disent que ceux qui signalent la corruption ont des ennuis avec la police ou d'autres autorités (20%, +2 pp). Presque la même proportion de répondants disent que tout le monde est au courant de ces cas, et personne ne les signale (19%, +1 pp), ou que personne ne veut trahir qui que ce soit (19%, inchangé). Un nombre similaire de répondants estiment qu'il ne vaut pas la peine de signaler la corruption (18 %, inchangé).

QC11 : Voici quelques raisons possibles pour lesquelles les gens peuvent décider de ne pas signaler un cas de corruption. S'il vous plaît dites à ceux que vous pensez être les plus importants? (UE-27) (%)



⁴⁰ QC11. Voici quelques raisons possibles pour lesquelles les gens peuvent décider de ne pas signaler un cas de corruption. S'il vous plaît dites à ceux que vous pensez être les plus importants? (MAX. 3 RÉPONSES)

Eurobaromètre spécial 573
Attitudes des citoyens à l'égard de la corruption dans l'UE en 2026

Dans tous les États membres sauf quatre (Bulgarie, Chypre, Malte et Portugal), la difficulté de prouver quoi que ce soit est la raison la plus fréquemment mentionnée pour laquelle les gens peuvent choisir de ne pas signaler la corruption. Cette raison est la plus fréquemment mentionnée par les répondants au Luxembourg (60 %), en Suède (59 %) et en France (55 %) et la moins fréquemment mentionnée en Pologne (29 %), en Roumanie (30 %) et en Espagne (36 %).

Il n'existe aucune protection contre les représailles pour les personnes qui signalent la corruption, y compris dans le cadre de leur travail, ce qui est le point le plus fréquemment mentionné à Chypre (54 %) et à Malte (42 %) et le deuxième point le plus important dans onze États membres. Outre Chypre et Malte, les répondants ont choisi cette raison le plus souvent aux Pays-Bas (43 %), en Suède (41 %) et en Grèce (38 %).

Il serait inutile de le signaler parce que le responsable ne sera pas puni au premier rang seulement en Bulgarie (42%) et au Portugal (44%). Les répondants sont les plus susceptibles de mentionner cet élément en Grèce (48 %) et à Chypre (49 %). En outre, il occupe la deuxième place dans 12 États membres.

Les cinq autres raisons ne figurent au premier rang dans aucun État membre. Les observations notables pour ces raisons comprennent:

Dans quatre États membres, on ne sait pas où se situe le deuxième ou le troisième rang. Elle est mentionnée par environ trois répondants sur dix aux Pays-Bas et en Suède (30 % chacun), en France (29 %), en Finlande (28 %) et en Autriche (27 %).

- Les personnes qui signalent des cas ont des problèmes avec la police ou d'autres autorités, se classent au deuxième ou au troisième rang dans huit États membres et sont mentionnées par au moins un tiers des personnes interrogées à Chypre (44 %), en Bulgarie (32 %), en Slovaquie (35 %), en Lituanie et à Malte (31 % dans les deux cas).
- Bien qu'ils soient mentionnés par 20 % des Européens, plus d'un quart des répondants en Grèce (38 %), en

Croatie, à Malte (28 %) et en Italie (26 %) mentionnent ceux qui ne signalent pas de cas puisque tout le monde est au courant de la corruption, mais personne ne le signale.

- La proportion de personnes citant que personne ne veut trahir qui que ce soit, varie de 31% du Danemark à 8% en Bulgarie et en Espagne. Ce poste se classe également au deuxième ou au troisième rang dans quatre États membres.
- Il ne vaut pas la peine de signaler qu'il se classe au deuxième rang en Autriche (29 %) et au troisième rang au Portugal (29 %) et en Finlande (26 %).

QC11 : Voici quelques raisons possibles pour lesquelles les gens peuvent décider de ne pas signaler un cas de corruption. S'il vous plaît dites à ceux que vous pensez être les plus importants? (%)

	EU27	BE	BG	CZ	DK	DE	EE	IE	EL	ES	FR	HR	IT	CY	LV	LT	LU	HU	MT	NL	AT	PL	PT	RO	SI	SK	FI	SE
Difficile de prouver quoi que ce soit	44	49	38	49	50	48	39	44	50	36	55	36	37	38	41	42	60	40	36	50	50	29	39	30	42	43	54	59
Il n'y a pas de protection contre les représailles pour ceux qui signalent la corruption, y compris dans le contexte du travail	31	31	31	25	28	30	26	30	38	32	31	25	33	54	32	30	33	30	42	43	23	28	17	25	29	28	22	41
Signaler cela serait inutile parce que les responsables ne seront pas punis	29	30	42	28	30	27	27	29	48	32	22	34	32	49	32	28	24	35	41	37	29	22	44	27	36	33	23	27
Je ne sais pas où le signaler	21	25	16	12	27	20	15	21	14	20	29	13	17	11	16	13	19	20	11	30	27	13	21	16	16	19	28	30
Ceux qui signalent des cas ont des ennuis avec la police ou avec d'autres autorités	20	17	32	25	10	20	21	17	27	25	14	21	21	44	22	31	26	24	31	21	23	24	17	18	24	35	9	9
Tout le monde est au courant de ces cas et personne ne les signale	19	16	25	23	10	14	13	17	38	14	17	28	26	21	19	19	13	25	28	12	22	19	15	24	23	28	14	15
Personne ne veut trahir qui que ce soit	19	20	8	17	31	26	21	19	21	8	23	24	10	10	23	25	24	19	16	19	27	24	13	17	19	20	17	19
Cela ne vaut pas la peine de le signaler.	18	17	19	17	20	18	18	25	18	24	8	27	16	17	18	17	12	25	26	18	29	16	29	20	25	22	26	21
Autre (SPONTANÉ)	1	0	0	0	1	2	2	0	1	0	1	1	0	0	0	1	0	0	0	0	1	0	1	0	0	0	0	1
Aucun (SPONTANÉ)	1	1	1	2	2	2	2	1	0	1	1	1	2	0	1	1	1	0	1	0	3	1	1	1	0	0	2	3
Je ne sais pas	2	2	3	3	6	4	8	3	0	2	3	1	1	1	3	1	2	1	2	1	4	3	5	2	1	2	6	2

1er article le plus fréquemment mentionné
2ème article le plus fréquemment mentionné
3ème article le plus fréquemment mentionné

Eurobaromètre spécial 573
Attitudes des citoyens à l'égard de la corruption dans l'UE en 2026

Par rapport à 2025, les changements au niveau national varient selon les raisons.

Les répondants qui ont choisi «ne savent pas où le déclarer» ont augmenté dans huit États membres, notamment à Chypre (11 %, + 5 pp) et au Portugal (21 %, + 5 pp). Cette proportion a diminué dans 13 États membres, l'Italie (17 %, - 4 pp), Malte (11 %, - 4 pp) et la Suède (30 %, - 4 pp) enregistrant les baisses les plus importantes.

Pour «difficile de prouver quoi que ce soit», les répondants ayant sélectionné ce poste ont augmenté dans 17 États membres, notamment en Autriche (50 %, + 8 pp). En revanche, elle a diminué dans huit États membres, la plus forte baisse ayant été enregistrée au Danemark (50 %, - 9 pp).

La raison pour laquelle «il serait inutile de le signaler parce que les responsables ne seront pas punis» est mentionnée plus fréquemment qu'en 2025 dans 17 États membres, les augmentations les plus importantes ayant été observées en Bulgarie (42 %, + 8 pp) et à Chypre (49 %, + 8 pp). Cette part a diminué dans six États membres, notamment en France (22 %, - 3 pp), en Lettonie (32 %, - 3 pp) et en Autriche (29 %, - 3 pp).

Les répondants citant «ceux qui signalent des cas ont des problèmes avec la police ou avec d'autres autorités» ont

augmenté dans 17 États membres, notamment en Slovaquie (35 %, +10 pp), au Luxembourg (26 %, +9 pp) et à Chypre (44 %, +7 pp). Elle a diminué dans huit États membres, la plus forte baisse ayant été enregistrée en Roumanie (18 %, - 4 pp).

Par rapport à 2025, les répondants de 13 États membres sont plus susceptibles de citer «tout le monde est au courant de ces cas et personne ne les signale», la plus forte augmentation ayant été enregistrée à Malte (28 %, + 8 pp). À l'inverse, cette proportion a diminué dans dix États membres, les baisses les plus importantes ayant été observées à Chypre (21 %, - 5 pp) et au Luxembourg (13 %, - 5 pp).

La raison pour laquelle «cela ne vaut pas la peine de le signaler» est citée plus fréquemment dans cinq États membres, la plus forte augmentation ayant été observée au Portugal (29 %, + 4 pp). En revanche, il a diminué dans 19 États membres, notamment à Chypre (17 %, - 10 pp) et en Lettonie (18 %, - 6 pp).

La conviction qu'«il n'existe aucune protection contre les représailles pour ceux qui signalent la corruption, y compris dans le contexte du travail» est citée plus souvent qu'en 2025 dans 20 États membres, notamment en Irlande (30 %, + 11 pp). Dans le même temps, cette part a diminué dans trois

QC11 : Voici quelques raisons possibles pour lesquelles les gens peuvent décider de ne pas signaler un cas de corruption. S'il vous plaît dites à ceux que vous pensez être les plus importants? (%)

		EU27	BE	BG	CZ	DK	DE	EE	IE	EL	ES	FR	HR	IT	CY	LV	LT	LU	HU	MT	NL	AT	PL	PT	RO	SI	SK	FI	SE
Je ne sais pas où le signaler	février/mars 2026	=	=	▼2	▲2	▼2	▲2	▼1	=	=	▼1	▼2	▲2	▼4	▲5	▲1	▼1	▲1	▼3	▼4	▲2	=	=	▲5	▼2	▼2	▼3	=	▼4
	Δ janvier/février 2025	44	49	38	49	50	48	39	44	50	36	55	36	37	38	41	42	60	40	36	50	29	39	30	42	43	54	59	
Difficile de prouver quoi que ce soit	février/mars 2026	▲1	▲1	▼3	▲3	▼9	▼1	▲1	▲1	▲6	▼2	▲2	▼1	▼2	▲5	▲4	▼4	▲2	▼1	▲6	▲2	▲8	▲2	▲3	▲1	▲3	=	=	▲4
	Δ janvier/février 2025	29	30	42	28	30	27	29	29	48	32	22	34	32	49	32	28	24	35	41	37	29	22	44	27	36	33	23	27
Signaler cela serait inutile parce que les responsables ne seront pas punis	février/mars 2026	▲2	▲6	▲8	▲3	▲1	▲3	▼1	▲3	▲5	▲3	▼3	▼2	▲4	▲8	▼3	▼2	▲1	▲2	▲5	▲2	▼3	▲3	▲3	▲1	=	=	=	=
	Δ janvier/février 2025	20	17	32	25	10	20	21	17	27	25	14	21	21	44	22	31	26	24	31	21	23	24	17	18	24	35	9	9
Ceux qui signalent des cas ont des ennuis avec la police ou avec d'autres autorités	février/mars 2026	▲2	▲5	▲2	▼2	▲3	=	▲1	▲2	▲3	▲6	▲2	▼1	▲2	▲7	▼1	▼3	▲9	▲6	▼4	▲1	=	▲4	▼2	▼4	▲4	▲10	▼1	▲2
	Δ janvier/février 2025	19	16	25	23	10	14	13	17	38	14	17	28	26	21	19	19	13	25	28	12	22	19	15	24	23	28	14	15
Tout le monde est au courant de ces cas et personne ne les signale	février/mars 2026	▲1	=	▼2	▲4	▼4	▼1	▼1	=	▲1	▲1	▲1	▼3	▲1	▼5	▲1	▲2	▼5	▲1	▲8	=	▲5	▲1	▼1	=	▼1	▼2	▲2	▲2
	Δ janvier/février 2025	18	17	19	17	20	18	18	25	18	24	8	27	16	17	18	17	12	25	26	18	29	16	29	20	25	22	26	21
Cela ne vaut pas la peine de le signaler.	février/mars 2026	=	▼3	▼1	▼1	▼1	=	▼5	▼1	▼2	=	▼2	▼3	▲1	▼10	▼6	▼2	▼2	=	▲1	▼2	▼1	▲1	▲4	▼2	▼1	▼2	▲1	▼3
	Δ janvier/février 2025	31	31	31	25	28	30	26	30	38	32	31	25	33	54	32	30	33	30	42	43	23	28	17	25	29	28	22	41
Il n'y a pas de protection contre les représailles pour ceux qui signalent la corruption, y compris dans le contexte du travail	février/mars 2026	▲4	▲8	▲7	▲1	▲2	▲5	=	▲11	▲9	▲6	▲3	▲1	▲2	▲8	▲4	▼3	=	▲4	▲2	=	▼1	▲7	▼13	=	▲3	▲3	▲3	▲9
	Δ janvier/février 2025	19	20	8	17	31	26	21	19	21	8	23	24	10	10	23	25	24	19	16	19	27	24	13	17	19	20	17	19
Personne ne veut trahir qui que ce soit	février/mars 2026	=	▼3	=	▼1	▲4	▲3	=	▼1	▼2	▼3	▲2	▼1	=	▼3	▲1	▲4	▼1	▲1	=	▼3	=	▼2	▲1	▼1	▲1	▼2	▲4	▼4
	Δ janvier/février 2025	1	0	0	0	1	2	2	0	1	0	1	1	0	0	1	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	1
Autre (SPONTANÉ)	février/mars 2026	=	▼1	=	=	▲1	▲2	=	=	=	▼1	▲1	▲1	=	=	=	=	=	=	▼1	=	=	=	▼1	▼1	▼1	=	▲1	
	Δ janvier/février 2025	1	1	1	2	2	2	2	1	0	1	1	1	2	0	1	1	1	0	1	0	3	1	1	1	0	0	2	3
Aucun (SPONTANÉ)	février/mars 2026	=	▼1	▲1	▲1	▼1	=	=	=	=	▲1	▲1	=	▲1	=	▲1	=	▲1	=	▼2	=	▲1	=	=	=	▼1	=	=	
	Δ janvier/février 2025	2	2	3	3	6	4	8	3	0	2	3	1	1	1	3	1	2	1	2	1	4	3	5	2	1	2	6	2
Je ne sais pas	février/mars 2026	▼1	▼1	▲1	▼2	▲3	▼1	=	=	=	▼1	▼2	=	▼2	▼2	▼1	=	▼1	=	▼4	=	▲1	▼1	▲2	=	=	=	=	
	Δ janvier/février 2025																												
	février/mars 2026																												
	Δ janvier/février 2025																												
	février/mars 2026																												
	Δ janvier/février 2025																												
	février/mars 2026																												
	Δ janvier/février 2025																												

Eurobaromètre spécial 573
Attitudes des citoyens à l'égard de la corruption dans l'UE en 2026

États membres, la plus forte baisse ayant été enregistrée au Portugal (17 %, – 13 pp).

Enfin, pour la raison que «personne ne veut trahir qui que ce soit», l'accord a augmenté dans neuf États membres, notamment au Danemark (31 %, + 4 pp). En revanche, elle a diminué dans 13 États membres, les baisses les plus importantes ayant été enregistrées en Finlande (17 %, – 4 pp) et en Suède (19 %, – 4 pp).

Eurobaromètre spécial 573
Attitudes des citoyens à l'égard de la corruption dans l'UE en 2026

Les résultats sont similaires d'un groupe sociodémographique à l'autre, avec quelques différences:

- Ceux qui ont cessé d'étudier à l'âge de 20 ans et plus sont les plus susceptibles de dire que les gens peuvent décider de ne pas signaler la corruption parce qu'il est difficile de prouver quoi que ce soit (46 %). Les gestionnaires (49 %) et les étudiants (47 %) sont également susceptibles de donner cette réponse.
- Ceux qui ont des difficultés à payer les factures la plupart du temps (33%), les chômeurs et les cadres (tous deux 34%) sont les plus susceptibles de dire qu'il n'y a pas de protection contre les représailles pour ceux qui signalent la corruption, y compris dans le contexte du travail.
- Ceux qui ont des difficultés à payer les factures la plupart du temps (35%) et les indépendants (34%) sont les plus susceptibles de dire que signaler la corruption serait inutile parce que les responsables ne seront pas punis.
- Enfin, les personnes âgées de 15 à 24 ans (25 %), les étudiants (24 %) et les gestionnaires (23 %) sont plus susceptibles que les autres groupes de dire que les gens ne savent pas où signaler les cas.

QC11 Voici quelques raisons possibles pour lesquelles les gens peuvent décider de ne pas signaler un cas de corruption. S'il vous plaît dites à ceux que vous pensez être les plus importants?

	Difficile de prouver quoi que ce soit	Il n'y a pas de protection contre les représailles pour ceux qui signalent la corruption, y compris dans le contexte du travail	Signaler cela serait inutile parce que les responsables ne seront pas punis	Je ne sais pas où le signaler
UE-27	44	31	29	21
Genre				
Homme	44	31	30	19
Femme	43	30	29	22
Âge				
15-24	46	27	29	25
25-39	45	32	30	22
40-54	43	3	31	19
>=55	42	31	28	20
Éducation (fin de)				
<=15	38	27	31	20
16-19	42	30	29	19
>=20	46	34	29	22
Toujours en train d'étudier	50	30	30	26
Catégorie socioprofessionnelle				
Travailleurs indépendants	43	32	34	19
Gestionnaires	49	34	28	23
Autres colliers blancs	42	32	30	18
Travailleurs manuels	42	28	29	2
Personnes à domicile	37	28	28	21
Chômeurs	44	34	30	22
Retraité	43	3	28	20
Étudiants	47	29	30	24
Difficultés à payer les factures				
La plupart du temps	39	33	35	21
De temps en temps	42	3	32	20
Presque jamais/ Jamais	45	31	27	21
Corruption expérimentée ou constatée				
Oui, expérimenté	35	36	38	13
Oui, témoin	39	34	34	14
Non	44	31	29	21
Vous connaissez quelqu'un qui reçoit des pots-de-vin				
Oui	43	36	40	16
Non	44	30	28	21

4. Niveau de confiance dans les autorités

La police est la seule institution à laquelle plus de la moitié fait confiance pour traiter les plaintes relatives à un cas de corruption.

Il a également été demandé aux répondants quelle institution ils feraient le plus confiance pour traiter une plainte relative à un cas de corruption.⁴¹

Dans l'ensemble, la police est l'autorité la plus fiable dans l'ensemble de l'Union européenne. Près de six répondants sur dix disent qu'ils feraient confiance à la police pour traiter une telle plainte (59 %, -2 pp). Il s'agit de la seule institution à laquelle la majorité des répondants font confiance.

Environ un quart font confiance au système judiciaire, y compris aux cours, tribunaux et parquets (24 %, +1 pp). 1 répondant sur 5 fait confiance aux agences spécialisées dans la lutte contre la corruption (20 %, +1 pp).

Des niveaux de confiance plus faibles sont exprimés pour d'autres institutions. Environ un répondant sur six mentionne le médiateur national (16 %, +4 pp), tandis que les médias, y compris les journaux et les journalistes, ont une confiance de 15 % (+2 pp).

Moins d'un répondant sur dix fait confiance à toutes les institutions restantes: les organisations non gouvernementales (ONG) ou d'autres associations (7 %, +1 pp), les syndicats (6 %, inchangé), un représentant politique,

QC8 : Et si vous vouliez vous plaindre de cette affaire de corruption, à qui feriez-vous le plus confiance pour y faire face? (%)



Eurobaromètre spécial 573
Attitudes des citoyens à l'égard de la corruption dans l'UE en 2026

tel qu'un député ou un conseiller local (4 %, inchangé), et les institutions de l'UE (4 %, +1 pp).

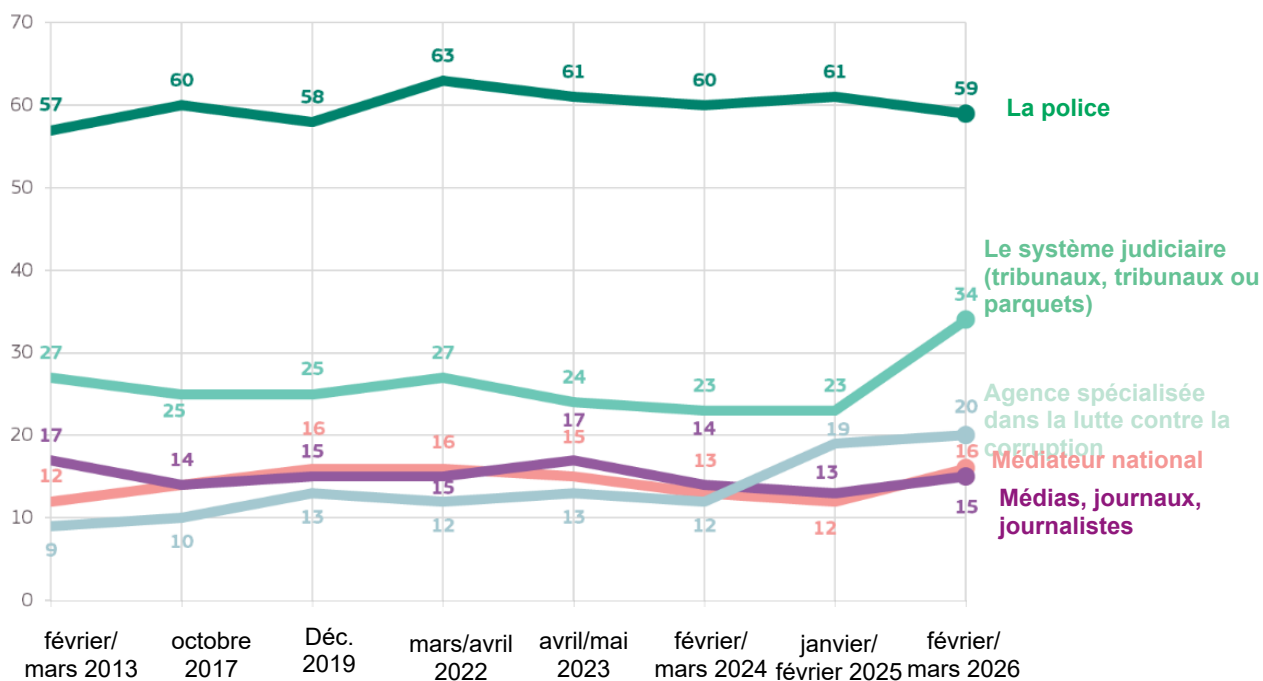
Enfin, 4 % des répondants déclarent qu'ils ne font confiance à aucun des établissements énumérés (inchangé), tandis que 5 % disent qu'ils ne savent pas (– 1 pp).

Eurobaromètre spécial 573
Attitudes des citoyens à l'égard de la corruption dans l'UE en 2026

Alors que les niveaux de confiance dans la plupart des institutions sont restés globalement stables depuis 2013, la confiance dans les agences spécialisées dans la lutte contre la corruption a fortement augmenté au cours de cette période, augmentant de dix points de pourcentage au total. Cette augmentation est particulièrement prononcée depuis 2024 (de 12 % à 19 % en 2026).

Enfin, la confiance dans le système judiciaire a enregistré une hausse importante de 11 points de pourcentage depuis 2025.

QC8 Et si vous vouliez vous plaindre de ce cas de corruption, à qui feriez-vous le plus confiance pour y faire face? (MULTIPLES RÉPONSES POSSIBLES) (% UE)



Eurobaromètre spécial 573
Attitudes des citoyens à l'égard de la corruption dans l'UE en 2026

Dans tous les États membres, les répondants sont les plus susceptibles de dire qu'ils feraient le plus confiance à la police s'ils voulaient se plaindre d'un cas de corruption. Les proportions les plus élevées de personnes exprimant leur confiance dans la police sont enregistrées en Finlande (79 %), au Danemark (73 %) et en Tchéquie (70 %).

Dans 20 États membres, au moins la moitié des personnes interrogées déclarent qu'elles feraient confiance à la police pour traiter leur plainte. En revanche, les répondants sont moins susceptibles d'exprimer cette confiance à Malte (39 %), en Bulgarie (40 %) et en Lettonie (43 %).

Le système judiciaire (juridictions, tribunaux ou parquets) est la deuxième - ou la troisième institution la plus fiable du - dans 16 États membres. La confiance dans le système judiciaire est particulièrement élevée en Suède (63 %), qui est le seul pays où la majorité des répondants mentionnent cette institution.

Les agences spécialisées dans la lutte contre la corruption⁴² se classent au deuxième ou au troisième rang dans 11 États membres, avec des niveaux particulièrement élevés enregistrés en Croatie (38 %).

Le médiateur national occupe la deuxième ou la troisième place dans 13 États membres, notamment aux Pays-Bas, où 39 % le mentionnent.

Dans 15 États membres, les médias, y compris les journaux et les journalistes, se classent au deuxième ou au troisième rang des institutions les plus fiables pour traiter les plaintes pour corruption. Les proportions les plus élevées mentionnant les médias sont observées à Chypre (29 %), au Danemark (27 %), suivis de la Bulgarie et de la Slovaquie (26 % dans les deux cas).

Les ONG se classent au troisième rang en Hongrie (17 %). Après la Hongrie, les ONG sont le plus souvent mentionnées en Slovaquie (16 %).

Toutes les institutions restantes, les syndicats, les représentants politiques (députés ou conseillers locaux) et les institutions de l'UE ne figurent pas parmi les trois institutions les plus fréquemment mentionnées dans aucun État membre. Néanmoins, il convient de noter que le nombre relativement élevé de répondants mentionnant des «syndicats» en Suède (21 %).

QAC8 : Et si vous vouliez vous plaindre de cette affaire de corruption, à qui feriez-vous le plus confiance pour y faire face? (%)

	EU27	BE	BG	CZ	DK	DE	EE	IE	EL	ES	FR	HR	IT	CY	LV	LT	LU	HU	MT	NL	AT	PL	PT	RO	SI	SK	FI	SE
La police	59	58	40	70	73	60	62	56	67	58	58	44	64	51	43	47	66	44	39	55	54	62	56	44	54	54	79	67
Le système judiciaire (tribunaux, tribunaux ou parquets)	24	26	10	6	41	28	19	10	34	33	25	15	15	17	7	9	30	20	12	35	28	16	22	9	10	13	32	63
Agence spécialisée dans la lutte contre la corruption	20	0	0	0	0	0	0	0	15	22	38	20	0	34	31	0	0	25	0	30	10	22	28	32	0	0	0	0
Médiateur national	16	14	13	15	23	23	10	30	32	9	9	11	9	22	16	1	12	17	23	39	19	9	9	6	15	26	20	37
Médias, journaux, journalistes	15	19	26	17	27	15	17	12	14	9	16	19	12	29	18	21	16	15	19	19	25	11	16	12	10	26	10	26
Organisations non gouvernementales (ONG) ou autres associations	7	9	7	6	9	9	4	11	7	2	10	9	5	11	5	5	9	17	12	7	15	3	2	9	8	16	5	13
Les syndicats	6	13	3	4	17	5	4	6	5	4	8	2	5	4	5	1	9	5	5	17	7	2	2	3	4	3	11	21
Un représentant politique (membre du Parlement, du conseil local)	4	6	4	3	6	6	3	7	2	2	3	3	2	8	1	1	2	7	6	7	12	4	2	6	1	6	4	7
Institutions de l'UE	4	5	7	2	7	3	3	4	8	4	2	10	2	14	7	5	4	13	13	4	6	3	1	4	7	7	6	10
Autre (SPONTANÉ)	1	1	1	0	1	2	2	1	2	0	1	1	0	1	1	1	2	0	1	0	2	0	1	1	2	1	1	0

42 Il est important de noter que ce point n'a été répertorié par aucun des répondants de l'Autriche, de l'Espagne, de la France, de l'Italie, de la Lituanie, de la Lettonie, de Malte et de la Pologne.

1er article le plus fréquemment mentionné
2ème article le plus fréquemment mentionné
3ème article le plus fréquemment mentionné

Eurobaromètre spécial 573
Attitudes des citoyens à l'égard de la corruption dans l'UE en 2026

Par rapport à 2025, la proportion de répondants affirmant qu'ils feraient confiance à la police pour traiter les plaintes relatives à des cas de corruption a augmenté dans 11 États membres. Les augmentations les plus importantes sont observées en Pologne (62%, +6 pp), en Grèce (67%, +5 pp) et en Hongrie (44%, +5 pp). Dans 15 États membres, moins de répondants sont désormais de cet avis, notamment en Allemagne (60 %, - 9 pp).

Dans 17 États membres, les répondants sont plus susceptibles qu'en 2025 de dire qu'ils feraient confiance au système judiciaire pour traiter une plainte pour corruption, alors que cette part a diminué dans sept États membres. La plus forte augmentation est enregistrée au Portugal (22 %, + 7 pp), tandis que les baisses les plus importantes sont observées aux Pays-Bas (35 %, - 3 pp) et à Malte (12 %, - 3 pp).

Un nombre croissant de répondants dans 19 États membres font confiance aux ONG. La plus forte augmentation est enregistrée en Slovaquie (16 %, + 7 pp), tandis que la plus forte baisse est enregistrée à Malte (12 %, - 4 pp).

La proportion de répondants mentionnant les médias, y compris les journaux et les journalistes, a augmenté dans 17 États membres et diminué dans six États membres. L'augmentation la plus importante est observée à Chypre (29 %, + 7 pp), tandis que la plus forte baisse est enregistrée en Slovaquie (10 %, - 4 pp).

Les mentions du médiateur national ont augmenté dans 20 États membres, la plus forte augmentation ayant été observée en Grèce (32%, +10 pp). En revanche, une diminution est observée dans six États membres, bien que toutes les baisses restent limitées, entre un et deux points de pourcentage.

QC8 : Et si vous vouliez vous plaindre de cette affaire de corruption, à qui feriez-vous le plus confiance pour y faire face? (%)

		EU27	BE	BG	CZ	DK	DE	EE	IE	EL	ES	FR	HR	IT	CY	LV	LT	LU	HU	MT	NL	AT	PL	PT	RO	SI	SK	FI	SE
La police	février/mars 2026	59	58	40	70	73	60	62	56	67	58	58	44	64	51	43	47	66	44	39	55	54	62	56	44	54	54	79	67
	Δ	▼2	▲2	▲2	▲4	▼3	▼9	▼1	▼1	▲5	▼5	▼1	=	▼2	▼6	▼2	▼5	▼6	▲5	▼2	▼7	▼1	▲6	▲2	▲1	▲3	▼8	▲1	▲1
Le système judiciaire (tribunaux, tribunaux ou parquets)	janvier/février 2025	24	26	10	6	41	28	19	10	34	33	25	15	15	17	7	9	30	20	12	35	28	16	22	9	10	13	32	63
	Δ	▲1	▲3	▲3	=	▲1	▲4	▼1	▲1	=	▼1	=	▲4	▲1	▲4	▼1	▲4	▲2	▼1	▼3	▼3	▲1	▲3	▲7	▼1	▲2	▲1	▲3	▲5
Organisations non gouvernementales (NGG) ou autres associations Médias, journaux, journalistes	février/mars 2026	7	9	7	6	9	9	4	11	7	2	10	9	5	11	5	5	9	17	12	7	15	3	2	9	8	16	5	13
	Δ	▲1	▲2	▲1	▲1	▲3	▲4	▼1	▲3	▲3	=	▲2	▲3	▲1	▲3	▲1	▲2	▲2	▲2	▼4	▼1	▼1	▼1	=	=	▲1	▲7	▼1	▲6
Médiateur national	janvier/février 2025	15	19	26	17	27	15	17	12	14	9	16	19	12	29	18	21	16	15	19	19	25	11	16	12	10	26	10	26
	Δ	▲2	▼3	▲3	▲3	▲1	▲5	▲1	=	▲3	=	▲3	▼2	▲1	▲7	▲2	▲3	▲4	▼1	▼2	▼1	▲2	▲3	▲6	▲2	▼4	=	=	▲1
Un représentant politique {Membre du Parlement, du conseil local}	février/mars 2026	16	14	13	15	23	23	10	30	32	9	9	11	9	22	16	1	12	17	23	39	19	9	9	6	15	26	20	37
	Δ	▲4	▼2	▲1	▲4	▲5	▲7	▼1	▲3	▲10	▲3	▲2	▲3	▲2	▲2	▲6	=	▲4	▲4	▼2	▼2	▲3	▲1	▲4	▼1	▼1	▲1	▲5	▲7
Agence spécialisée dans la lutte contre la corruption	février/mars 2026	4	6	4	3	6	6	3	7	2	2	3	3	2	8	1	1	2	7	6	7	12	4	2	6	1	6	4	7
	Δ	=	▲1	▲2	▲1	▲1	▲2	▼1	▲3	=	▲1	▲1	▼1	=	▲1	▼1	▲1	▼2	▲1	▼2	▼2	=	=	=	▼2	▲1	▲2	▲1	▲3
Les syndicats	janvier/février 2025	20	0								15	22	38	20		34	31		25		30	10	22	28	32				
	Δ	▲1	-								▲2	▲2	▼7	=		▲3	▲1		▼5		▲2	▲1	▼2	▼4	▲6				
Institutions de l'UE	février/mars 2026	6	13	3	4	17	5	4	6	5	4	8	2	5	4	5	1	9	5	5	17	7	2	2	3	4	3	11	21
	Δ	=	▲1	▲1	=	▲2	▲1	▼2	▲2	▲2	▲1	=	▼2	=	▲2	▲2	▼1	▼4	=	=	▲4	▼4	=	▲1	=	▲1	=	=	▲2
Autre {SPONTANEOUS}	février/mars 2026	4	5	7	2	7	3	3	4	8	4	2	10	2	14	7	5	4	13	13	4	6	3	1	4	7	7	6	10
	Δ	▲1	▲1	▲3	▲1	▲2	▲1	▼1	▲2	▲4	▲2	▲1	▲3	=	▲7	▲1	▲3	=	▲3	▲2	▼1	=	▲1	=	▲1	▲3	▼1	=	▲3
Aucun {SPONTANEOUS}	janvier/février 2025	1	1	1	0	1	2	2	1	2	0	1	1	0	1	1	1	2	0	1	0	2	0	1	1	2	1	1	0
	Δ	=	=	=	=	▲1	=	▲1	▲1	=	▲1	▲1	▼1	▲1	▼1	=	=	=	=	=	▼1	=	=	=	▼1	▲2	▲1	=	=
Je ne sais pas	février/mars 2026	4	3	14	5	1	3	6	5	6	4	4	4	3	8	6	11	1	7	9	1	6	5	1	10	11	2	1	1
	Δ	=	=	▲4	=	=	=	▲1	▼1	=	=	▲3	=	▼5	▲1	▼1	▼2	▼2	▲1	=	▲1	▼2	▼1	▲2	▲2	▼1	▲1	▼1	
Je ne sais pas	janvier/février 2025	5	3	9	8	2	3	7	6	1	5	5	7	4	5	5	3	3	7	3	1	4	9	10	8	3	6	3	1
	Δ	▼1	▼2	▼1	▼3	=	▼2	=	▼2	▼1	=	▼1	▲4	▼2	▲2	▼2	▼1	▲1	▼1	▼2	▼1	▼1	▲2	▼2	▲2	=	=	▼1	=

Eurobaromètre spécial 573
Attitudes des citoyens à l'égard de la corruption dans l'UE en 2026

Parmi les autres changements notables par rapport à 2025 figurent:

- La confiance dans un représentant politique (député ou conseiller local) n'a pas changé de plus de trois points de pourcentage dans un État membre.
- Le nombre de répondants mentionnant des agences spécialisées dans la lutte contre la corruption a augmenté de six points de pourcentage (32 %) en Slovénie et a chuté de sept points de pourcentage en Croatie (38 %).
- Au Luxembourg et en Autriche, la confiance dans les syndicats a diminué de quatre points de pourcentage (9 % et 7 % respectivement) et a gagné quatre points de pourcentage aux Pays-Bas (17 %).
- La confiance dans les institutions de l'UE pour traiter les plaintes relatives à la corruption a augmenté de quatre points de pourcentage en Grèce (8 %).

Eurobaromètre spécial 573
Attitudes des citoyens à l'égard de la corruption dans l'UE en 2026

L'analyse sociodémographique fournit les informations suivantes:

- Plus un répondant est resté longtemps dans l'éducation, plus il est susceptible de faire confiance à diverses institutions, à l'exception de la police. La confiance dans la police est la plus élevée chez ceux qui ont terminé leurs études à l'âge de 15 ans ou moins (65 %).

socioprofessionnels est mitigée. Alors que, par exemple, les personnes à domicile et les retraités sont les groupes les plus susceptibles de faire confiance à la police (61 % et 63 %), les gestionnaires sont les plus susceptibles de faire confiance au système de justice (30 %). Les dirigeants sont également le groupe le plus susceptible de faire confiance aux agences spécialisées dans la lutte contre la corruption (24 %).

QC8 : Et si vous vouliez vous plaindre de cette affaire de corruption, à qui feriez-vous le plus confiance pour y faire face? (%)

	La police	Le système judiciaire (tribunaux, tribunaux ou parquets)	Agence spécialisée dans la lutte contre la corruption	Médias, journaux, journalistes	Médiateur national
UE-27	59	24	20	15	16
Genre					
Homme	58	26	24	7	16
Femme	60	22	19	13	15
Âge					
15-24	56	24	21	18	12
25-39	54	26	2	16	16
40-54	60	24	20	16	7
>=55	62	23	18	13	15
Éducation (fin de)					
<=15	65	18	14	9	8
16-19	59	2	19	14	14
>=20	57	29	24	18	21
Toujours en train d'étudier	58	24	19	18	14
Catégorie socioprofessionnelle					
Travailleurs indépendants	60	26	23	19	17
Gestionnaires	57	30	24	7	20
Autres colliers blancs	58	24	22	16	18
Travailleurs manuels	57	23	20	14	14
Personnes à domicile	61	19	15	11	10
Chômeurs	55	25	20	19	14
Retraité	63	22	16	12	18
Étudiants	58	24	20	18	13
Difficultés à payer les factures					
La plupart du temps	52	19	28	18	13
De temps en temps	58	21	19	15	13
Presque jamais/ Jamais	60	26	19	15	17
Corruption expérimentée ou constatée					
Oui, expérimenté	46	24	26	15	17
Oui, témoin	41	24	28	22	17
Non	60	24	19	15	15
Vous connaissez quelqu'un qui reçoit des pots-de-vin					
Oui	49	25	28	23	20
Non	60	24	19	44	15

Pour des raisons de lisibilité, seuls les éléments sélectionnés par au moins 10 % des répondants au niveau de l'UE sont indiqués.

- La confiance dans diverses institutions pour lutter contre la corruption au sein des groupes

Conclusion

Les résultats de l'enquête 2026 montrent que plus de sept Européens sur dix continuent de croire que la corruption est répandue dans leur pays. Il s'agit d'une nouvelle augmentation de deux points de pourcentage par rapport à l'année précédente. Depuis l'année dernière, la perception d'une corruption généralisée a augmenté dans 17 États membres, les plus fortes hausses ayant été observées en Belgique et en France. Les perceptions varient à travers l'UE, presque tous les répondants en Grèce estimant que la corruption est répandue, alors que seulement deux sur dix disent la même chose en Finlande et au Danemark.

Les Européens perçoivent largement la corruption comme étant répandue dans les institutions politiques et administratives. Plus de la moitié des personnes interrogées estiment que la corruption est répandue parmi les partis politiques, et presque autant disent la même chose des responsables politiques aux niveaux national, régional et local. Les activités liées aux marchés publics et à la construction -, telles que l'attribution d'appels d'offres publics et la délivrance de permis, sont également fréquemment citées. Bien que les perceptions de la corruption dans ces domaines fluctuent entre les vagues d'enquête, elles continuent de dominer les points de vue des répondants, soulignant les préoccupations persistantes concernant l'intégrité des processus décisionnels - qui impliquent une influence politique et des ressources publiques.

La corruption est également perçue comme affectant les services publics, bien que moins souvent que les institutions politiques. Environ un sur quatre mentionne les soins de santé et l'application de la loi. Moins nombreux sont ceux qui évoquent le bien-être social et l'éducation, mais environ un sur dix croit encore que la corruption existe dans ces secteurs.

Trois Européens sur dix déclarent se sentir personnellement touchés par la corruption dans leur vie quotidienne. Cette part reste stable dans l'ensemble de l'UE, mais cache d'importantes variations nationales, avec des niveaux beaucoup plus élevés dans plusieurs États membres du Sud et de l'Est et des niveaux beaucoup plus faibles en Europe du Nord.

Les résultats montrent une association claire entre le fait de percevoir la corruption comme répandue et le fait de se sentir personnellement affecté par celle-ci: dans les pays où la corruption est considérée comme plus répandue, les répondants sont également plus susceptibles de dire qu'elle affecte leur vie quotidienne.

Environ six Européens sur dix disent que donner de l'argent, des cadeaux ou des faveurs pour obtenir quelque chose des services publics n'est jamais acceptable. Les répondants sont

les plus susceptibles de rejeter ces pratiques au Portugal, en Espagne et en France.

Toutefois, environ un tiers des répondants, soit une augmentation de deux points de pourcentage par rapport à 2025, considèrent qu'au moins une de ces pratiques est acceptable dans certaines circonstances, ce qui marque un renversement de la baisse de l'acceptabilité de l'année dernière.

Les attitudes à l'égard de la corruption varient en fonction de l'exposition personnelle. Les répondants qui ont connu ou été témoins de corruption sont moins susceptibles de dire que de telles pratiques sont inacceptables, tandis que parmi ceux qui n'ont pas d'exposition directe, un sur six considère que la corruption n'est jamais acceptable.

Seule une minorité d'Européens estime que les efforts déployés par leur pays pour lutter contre la corruption sont efficaces, moins d'un répondant sur quatre partageant ce point de vue. Dans le même temps, une grande partie des répondants estiment que les affaires de corruption de haut niveau à - ne sont pas suffisamment poursuivies, une perception partagée par près de sept répondants sur dix.

Les Européens restent sceptiques quant à l'efficacité des efforts nationaux de lutte contre la corruption au -. Moins de quatre personnes sur dix estiment que les mesures sont appliquées de manière impartiale, que les poursuites découragent efficacement les comportements corrompus ou que les gouvernements nationaux réussissent à lutter contre la corruption. Une majorité estime que les affaires de corruption à haut niveau de l'- ne sont pas traitées de manière adéquate. Ces points de vue sont renforcés par un large consensus sur le fait que la corruption et les liens personnels restent des moyens courants d'accéder aux marchés et aux positions publics, ce qui souligne les préoccupations persistantes concernant l'équité, la responsabilité et l'application de la loi dans la vie publique.

La corruption est largement perçue comme un obstacle à une concurrence loyale. Une grande majorité des personnes interrogées estiment que trop de liens étroits entre les entreprises et la politique conduisent à la corruption, et plus des deux tiers affirment que le favoritisme et la corruption entravent la concurrence des entreprises. Près des deux tiers sont également d'accord pour dire que la corruption fait partie de la culture d'entreprise dans leur pays, et plus de la moitié pensent que des liens politiques sont nécessaires pour réussir dans les affaires. Ces perceptions restent particulièrement fortes dans plusieurs États membres du Sud et de l'Est, tout en étant moins répandues en Europe du Nord.

La police reste l'institution la plus fiable pour lutter contre la corruption. Près de six Européens sur dix (59%, -2 pp) disent

qu'ils feraient le plus confiance à la police pour traiter une plainte pour corruption, ce qui en fait la seule institution à laquelle une majorité fait confiance.

Le signalement de la corruption reste l'exception plutôt que la règle. Près de huit personnes interrogées sur dix qui ont été victimes ou témoins de corruption ne l'ont pas signalé, et plus de la moitié des Européens disent qu'ils ne sauraient pas où signaler un cas s'il se produisait. Les rapports sont particulièrement rares dans des pays comme la Grèce, la Lettonie et la Slovaquie, où moins d'un sur dix s'est manifesté. En revanche, au moins un cas sur trois a été signalé au Danemark, aux Pays-Bas et au Luxembourg, ce qui suggère une plus grande confiance dans les mécanismes de signalement ou un plus grand sens des responsabilités civiques.

La difficulté de prouver la corruption reste la raison la plus fréquemment citée pour laquelle les gens ne signalent pas les cas, suivie par les préoccupations concernant les représailles et la conviction que le signalement serait inutile parce que les responsables ne seraient pas punis. D'autres obstacles comprennent le manque de connaissances sur l'endroit où signaler, la peur des conséquences négatives et la pression sociale. Ces constatations mettent en évidence des obstacles structurels et perceptuels qui continuent de nuire à l'établissement de rapports.

Bien que de nombreux Européens perçoivent la corruption comme répandue, les rencontres directes restent relativement rares. Un répondant sur vingt déclare avoir été témoin d'incidents de corruption au cours de l'année écoulée.

A travers les groupes socio-démographiques, les perceptions de la corruption sont largement partagées, mais des différences importantes persistent. Les répondants plus âgés, les personnes ayant un faible niveau d'éducation et les personnes confrontées à des difficultés financières sont plus susceptibles de percevoir la corruption comme répandue et de se sentir personnellement touchées par celle-ci. L'expérience de la corruption, qu'elle soit directe ou indirecte, est systématiquement associée à des niveaux de préoccupation plus élevés et à une confiance moindre dans les institutions. Bien que les hommes et les femmes expriment globalement des opinions largement similaires, des différences subsistent dans des domaines tels que la sensibilisation aux canaux de signalement et la confiance dans les institutions.

Pris ensemble, les résultats montrent que la corruption reste une préoccupation centrale pour les citoyens européens. Alors que la plupart continuent de rejeter les pratiques de corruption, la tolérance persiste dans certains contextes et la confiance dans l'efficacité des efforts anti-corruption reste limitée. Les résultats soulignent l'importance d'une

application visible, d'une protection efficace pour ceux qui signalent la corruption, de canaux de signalement plus clairs et d'efforts soutenus pour renforcer l'intégrité et la responsabilité, afin de combler l'écart entre les attentes des citoyens et leur évaluation de la manière dont la corruption est traitée dans l'ensemble de l'Union européenne.

Spécifications techniques

Entre le 5 février et le 5 mars 2026, Verian Belgium a réalisé la vague 105.1 de l'enquête Eurobaromètre, à la demande de la Commission européenne, direction générale de la communication, unité «Opinion publique & Engagement des citoyens».

La vague 105.1 couvre la population des nationalités respectives des États membres de l'Union européenne, résidant dans chacun des 27 États membres et âgée de 15 ans et plus.

Le plan d'échantillonnage de base appliqué dans tous les pays est un plan stratifié à plusieurs étapes, aléatoire (probabilité). Dans chaque pays, la base d'échantillonnage est d'abord stratifiée par régions NUTS et à l'intérieur de chaque région par une mesure de l'urbanité (DEGURBA). Le nombre de points d'échantillonnage sélectionnés dans chaque strate reflète la population de la strate 15+. Au deuxième stade, les points d'échantillonnage ont été établis avec une probabilité proportionnelle à la taille de leur population de 0+ à l'intérieur de chaque strate. Les échantillons représentent donc l'ensemble du territoire des pays étudiés selon le niveau NUTS II d'EUROSTAT (ou l'équivalent) et selon la répartition de la population résidente des nationalités respectives en termes de zones métropolitaines, urbaines et rurales.⁴³

Dans chacun des points d'échantillonnage sélectionnés, une coordonnée de départ a été tirée au hasard et un outil de géocodage inversé a été utilisé pour identifier l'adresse la plus proche de la coordonnée. Cette adresse était l'adresse de départ de la marche aléatoire. D'autres adresses (chaque Nième adresse) ont été sélectionnées par des procédures standard de "route aléatoire", à partir de l'adresse initiale. Dans chaque ménage, le répondant a été tiré au sort. L'approche de la sélection aléatoire était conditionnelle à la taille du ménage. À titre d'exemple, pour les ménages comptant deux membres de 15 ans et plus, le script a été utilisé pour sélectionner l'informateur (personne répondant au questionnaire de l'évaluateur) ou l'autre membre admissible du ménage. Pour les ménages comptant trois membres de 15 ans et plus, le script a été utilisé pour sélectionner l'informateur (1/3 du temps) ou les deux autres membres admissibles du ménage (2/3 du temps). Lorsque les deux autres membres ont été sélectionnés, l'intervieweur a ensuite été invité à demander le plus jeune ou le plus âgé. Le script assignerait aléatoirement la sélection au plus jeune ou au plus âgé avec une probabilité égale. Ce processus se poursuit pour quatre membres du ménage de plus de 15 ans,

qui demandent au hasard les plus jeunes, les 2e plus jeunes et les plus âgés. Pour les ménages avec cinq membres de 15 ans et plus, nous revenons à la règle du dernier anniversaire.

Si aucun contact n'a été établi avec une personne du ménage, ou si le répondant sélectionné n'était pas disponible (occupé), l'intervieweur a revu le même ménage jusqu'à trois fois de plus (quatre tentatives de contact au total). Les enquêteurs n'indiquent jamais que l'enquête est menée au préalable pour le compte de la Commission européenne; ils peuvent fournir ces informations une fois l'enquête terminée, sur demande.

La phase de recrutement a été légèrement différente aux Pays-Bas, en Finlande et en Suède. Dans les deux derniers pays, un échantillon d'adresses à l'intérieur de chaque point d'échantillonnage a été sélectionné à partir du registre des adresses ou de la population (en Finlande, la sélection ne se fait pas dans tous les points d'échantillonnage, mais dans certains cas où les taux de réponse devraient s'améliorer). La sélection des adresses a été faite de manière aléatoire. Les ménages ont ensuite été contactés par téléphone et recrutés pour participer à l'enquête. Aux Pays-Bas, un échantillon RDD à double cadre (numéros mobiles et fixes) est utilisé car il n'existe pas de registre complet de la population avec des numéros de téléphone disponibles. La sélection des nombres sur les deux images se fait de manière aléatoire avec chaque nombre obtenant une probabilité égale de sélection. Contrairement à la Suède et à la Finlande, l'échantillon n'est pas groupé.

43 Urban Rural classification based on DEGURBA (<https://ec.europa.eu/eurostat/web/degree-of-urbanisation/background>)

Eurobaromètre spécial 573
Attitudes des citoyens à l'égard de la corruption dans l'UE en 2026

PAYS	INSTITUTS	N° D'INTERVIEWS	DATES DU DOMAINE		POPULATION 15+	PROPORTION UE-27
Belgique	MCM Belgique	1 011	05/02/26	23/02/26	9892796	2.6%
Bulgarie	Kantar TNS BBSS	1 036	06/02/26	25/02/26	5534456	1.4%
Tchéquie	STEM/MARQUE	1 085	05/02/26	18/02/26	9172797	2.4%
Danemark	Mantle Danemark (Verian)	1 015	05/02/26	01/03/26	5022981	1.3%
Allemagne	Mantle Allemagne (Verian)	1 513	05/02/26	24/02/26	71818299	18.7%
Estonie	B&B Recherche OÜ	1 003	05/02/26	24/02/26	1154359	0.3%
Irlande	Recherche B et A	1 007	06/02/26	25/02/26	4338938	1.1%
Grèce	Kantar Grèce	1 020	05/02/26	22/02/26	9041201	2.4%
Espagne	Mantle Espagne (Verian)	1 017	05/02/26	25/02/26	42189318	11.0%
France	MCM France	1 007	05/02/26	25/02/26	56855864	14.8%
Croatie	Hendal	1 025	05/02/26	23/02/26	3319752	0.9%
Italie	Testpoint Italia	1 028	05/02/26	19/02/26	51784963	13.5%
République de Chypre	Étude de marché de CYMAR	506	05/02/26	25/02/26	818909	0.2%
Lettonie	Kantar TNS Lettonie	1 005	05/02/26	25/02/26	1579066	0.4%
Lituanie	Norstat LT	1 013	05/02/26	23/02/26	2467008	0.6%
Luxembourg	ILRES	506	05/02/26	21/02/26	566303	0.1%
Hongrie	Kantar Hoffmann	1 019	06/02/26	19/02/26	8199448	2.1%
Malte	MISCO International	518	05/02/26	24/02/26	493961	0.1%
Pays-Bas	MCM Pays-Bas Das	1 003	05/02/26	25/02/26	15228902	4.0%
Autriche	Österreichische Gallup Ins	1 005	05/02/26	24/02/26	7842929	2.0%
Pologne	Collectif de recherche	1 025	05/02/26	22/02/26	31082980	8.1%
Portugal	Intercampus SA	1 032	05/02/26	25/02/26	9275958	2.4%
Roumanie	CSOP SRL	1 037	06/02/26	24/02/26	16034437	4.2%
Slovénie	Mediana DOO	1 014	05/02/26	25/02/26	1811104	0.5%
Slovaquie	MNFORCE	1 002	05/02/26	19/02/26	4557290	1.2%
Finlande	Taloustutkimus Oy	1 002	05/02/26	27/02/26	4771619	1.2%
Suède	Mantle Suède (Verian)	1 040	05/02/26	25/02/26	8748126	2.3%
		26 494	05/02/26	01/03/26	383,603,764	100,00 %

* Il convient de noter que le pourcentage total indiqué dans ce tableau peut dépasser 100 % en raison de l'arrondissement.

Eurobaromètre spécial 573
Attitudes des citoyens à l'égard de la corruption dans l'UE en 2026

Mode d'entretien par pays

Les entretiens ont été menés par le biais d'entrevues en personne, soit physiquement chez les gens, soit par interaction vidéo à distance dans la langue nationale appropriée. Les entretiens avec interaction vidéo à distance («en ligne en face à face» ou CAVI, Computer Assisted Video Interviewing, n'ont été menés qu'en Tchéquie, au Danemark, à Malte, aux Pays-Bas, en Finlande et en Suède).

	PAYS	N° D'INTERVIEWS DE CAPI	N° DES ENTREVUES DE CAVI	TOTAL N° D'INTERVIEWS
BE	Belgique	1011		1011
BG	Bulgarie	1036		1036
CZ	Tchéquie	1085		1085
D K	Danemark	706	309	1015
DE	Allemagne	1513		1513
EE	Estonie	1003		1003
IE	Irlande	1007		1007
EL	Grèce	102		102
ES	Espagne	1017		1017
FR	France	1007		1007
RH	Croatie	1025		1025
IT	Italie	1028		1028
CY	République de Chypre	413	93	506
LV	Lettonie	1005		1005
LT	Lituanie	1013		1013
LU	Luxembourg	506		506
HU	Hongrie	1019		1019
MT	Malte	354	164	518
NL	Pays-Bas	1003		1003
AT	Autriche	1005		1005
PL	Pologne	1025		1025
PT	Portugal	1032		1032
RO	Roumanie	1037		1037
SI	Slovénie	1014		1014
SK	Slovaquie	1002		1002
FI	Finlande	702	300	1002
SE	Suède	732	308	104
	TOTAL UE27	25320	1174	26494

CAPI : Entretiens personnels assistés par ordinateur

CAVI : Interview vidéo assistée par ordinateur

Eurobaromètre spécial 573
Attitudes des citoyens à l'égard de la corruption dans l'UE en 2026

Taux de réponse

Pour chaque pays, une comparaison entre l'échantillon ayant répondu et l'univers (c'est-à-dire la population globale du pays) est effectuée. Les poids sont utilisés pour faire correspondre l'échantillon répondant à l'univers sur le sexe par âge, région et degré d'urbanisation. F ou les estimations européennes (c'est-à-dire la moyenne de l'UE), un ajustement est apporté aux pondérations par pays, en les pondérant à la hausse ou à la baisse pour refléter leur population de 15 ans et plus en proportion de la population de l'UE à 15 ans et plus.

Les taux de réponse sont calculés en divisant le nombre total d'entrevues complètes par le nombre de toutes les adresses visitées, à l'exception de celles qui ne sont pas admissibles, mais y compris celles dont l'admissibilité est inconnue. Pour la vague 105.1 de l'enquête EUROBAROMETRE, les taux de réponse pour les pays de l'UE-27, calculés par Verian Belgium, sont les suivants:

	PAYS	TAUX DE RÉPONSE DU CAPI
BE	Belgique	52.3%
BG	Bulgarie	43.4%
CZ	Tchéquie	62.7%
D K	Danemark	49.3%
DE	Allemagne	31.4%
EE	Estonie	59.8%
IE	Irlande	56.8%
EL	Grèce	32.3%
ES	Espagne	42.7%
FR	France	37.4%
RH	Croatie	47.4%
IT	Italie	31.5%
CY	République de Chypre	73.0%
LV	Lettonie	63.2%
LT	Lituanie	44.4%
LU	Luxembourg	26.6%
HU	hongrois	57.2%
MT	Malte	80.8%
NL	Pays-Bas	92.1%
AT	Autriche	46.9%
PL	Pologne	47.2%
PT	Portugal	48.3%
RO	Roumanie	47.8%
SI	Slovénie	51.2%
SK	Slovaquie	52.8%
FI	Finlande	20.7%
SE	Suède	82.1%

CAPI : Entretien personnel assisté par ordinateur

Commentaires

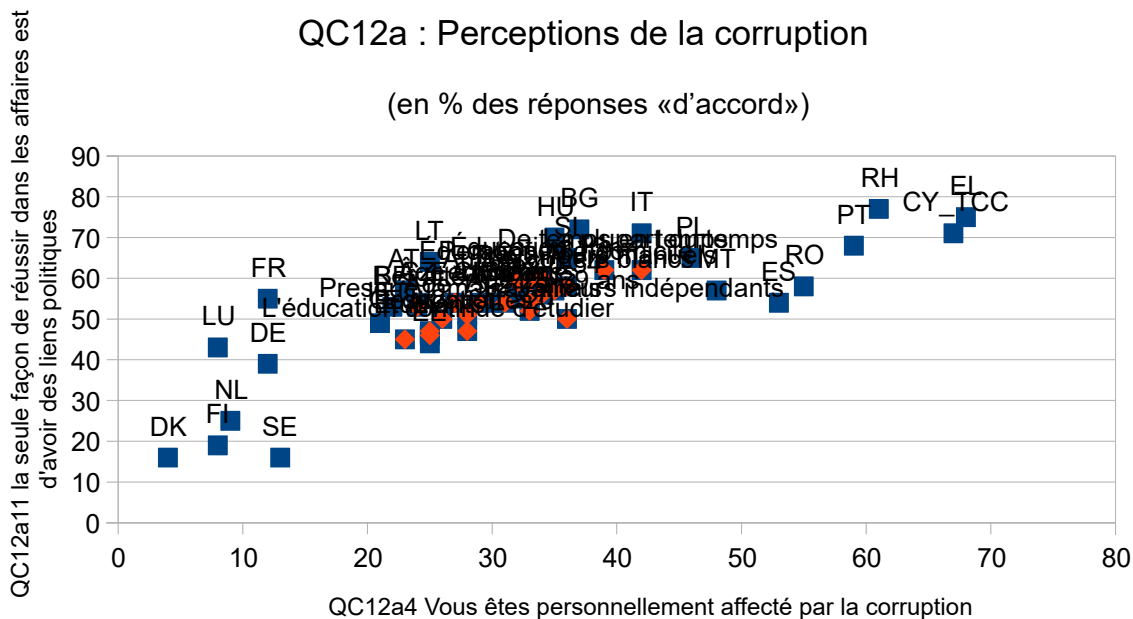
(Pierre Dieumegard)

Les illustrations de l'original sont très stéréotypées. En dehors des représentations allégoriques de Justice avec ses écailles et son marteau, il n'y a que des photographies d'hommes en costumes et cravates, comme si la corruption était une question exclusivement masculine. Il n'était pas nécessaire de perpétuer une telle imagerie sexiste, c'est pourquoi seule la photographie de couverture a été conservée.

L'abréviation de Chypre est normalement CY, mais dans divers documents, elle est représentée par «CY_TCC» (avec le petit drapeau de la République de Chypre).

Les perceptions de la corruption varient considérablement d'un pays à l'autre. La perception d'être personnellement touché par la corruption est près de 20 fois plus élevée en Grèce ou à Chypre qu'au Danemark (QC12a4). La perception que l'on a besoin des bonnes connexions politiques pour réussir dans les affaires est quatre fois plus élevée en Grèce et à Chypre qu'au Danemark (QC12a11). Il existe une forte corrélation entre ces deux variables.

Nous pouvons éprouver de la sympathie pour les Grecs ou les Chypriotes, qui tentent de maintenir leurs pays à flot malgré cette corruption.



Les différences entre les pays sont beaucoup plus importantes que celles entre les groupes sociaux habituels (sexe, âge, profession, niveau d'éducation, etc.), ce qui est à prévoir: il serait étrange que la corruption affecte un sexe plus que l'autre, ou les jeunes en particulier.

